F. DENIS

RÉSUMÉ
DE L'HISTOIRE
DE LA PLATA

Anthoni King. Twenty four years in the Argentine Republic. London 1846 in 8 l'auteur est colonel et donne de nombreux détails sur Rosas.

Gaetano Osculati. note d'un viaggio nell'America meridionale Uruguay, Rio della Plata rep. Argentina Chili Bolivia e Peru. Milano, 1844. in 8 de 51 p.

Mlle Celliez hist du Paraguay 2 vol. in 18. chez Gaume.

On trouve dans Ezaguirre hist. du Chili, un récit terrible mais plein de caractère, de la mort de huenchuguala chef Chilien, qui s'était défendre contre trente lances et au col duquel on planta une tête de bélier, pour remplacer celle qu'on avait coupée; ce récit est du P. Rozales t 3 p 115.

Memorias y noticias para servir à la historia antigua de la Republica Argentina Buenos ayres 1865 in 8

Page (T.O.) La Plata, the argentine confederation. nouv. édit. avec cartes et illustr. New-york, 1866. in 8.

E Rodriguez. Guida Generale della Navigazione ... del Sud del Rio de la Plata al Parà. Naples, 1854, gr. in 8

Sastre (M. El Tempe Argentino o delta de los rios Uruguay Parana y Plata 4e edit. 1865 Buenos ayres in 8

Reclamacion del gobierno de las provincias del Rio de la Plata, sobre la soberania y posesion de las Islas Malvinas. Londres, 1841, 1 vol. in 8

Argentina y Conquista del Rio de la Plata, por D. Martin del Barco Centenera 124 p. dans la collect. d'Andre Gonçalez de Barcia. Madrid, 1749, 3 vol. in fol. C3.

histoire de Nicolas Ier roi du Paraguay et empereur des Mameluks à St Paul. 1756, pet in 8 de 88 p.

On croit que ce livre a été imp. en Allemagne par quelque imposteur qui a voulu tirer parti de la curiosité du public: il est hostile à la compagnie. Nicolas Rubioni né en Espagne, qui faisait partie des Jesuites, souleva en effet les indiens de Nova Colonia et se fit proclamer roi du Paraguay. Voy. à ce sujet Southey history of Brazil. iii p. 474.

Murray (the R. J. h.) Travels in Uruguay South America with an account of the present state of the sheep farming there etc. Lond., 1871, 1 vol. in 8 Cartes et 17 fig.

Rasse (le Bon Henry de) La Plata souvenirs et imp. de voyage Paris. 1876 in 8 de 23 p.

Pingeron (Capne d'Artillerie au Service de la Pologne) Descript. polit. et hist. du Paraguay (du Royaume de) fondé par les Jésuites Paris 1769, 1 vol. in 12

Le 1er Janvier 1824 Mastaï aujourd'hui Pie IX débarquait à Buenos-ayres - Salusti a donné le récit de ce voyage qui se prolongea jusqu'au Chili à travers les Pampas.

J. R. Rengger Naturgeschichte der Säugethiere von Paraguay. Basel, 1830, in 8.

Vers la fin de février 1853 est mort à Buenos ayres un français Mr Martellier originaire de Moléneuf, il était âgé de 108 ans & attaché dans son enfance comme domestique du garde meuble à la Cour de Suède, il avait été témoin oculaire de l'assassinat de Gustave III.

Dominguez (L. L.) historia argentina Buenos ayres 1861 in 8 36 fr.

Larsen (J. M.) America ante Colombiana o sea noticias sobre los viajes anteriores a Colon Buenos ayres 1866 in 8 15 fr

En l'année 1872 le président du Paraguay ayant donné sa démission, D. Salvador Jovellanos lui a succédé.

Rubiano (Eug.) Le Chili, l'Araucanie, le détroit de Magellan Paris 1882, in 18 de 268 p.

RÉSUMÉ
DE
L'HISTOIRE DES PROVINCES
DE LA PLATA.

IMPRIMERIE DE LACHEVARDIERE FILS,
RUE DU COLOMBIER, N° 30, A PARIS.

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE

DE BUENOS-AYRES, DU PARAGUAY ET DES PROVINCES DE LA PLATA,

SUIVI

DU RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DU CHILI

AVEC DES NOTES,

PAR FERDINAND DENIS.

PARIS,

LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.

1827.

AVERTISSEMENT.

La marche des évènements politiques est si rapide dans le Nouveau-Monde, cette contrée est devenue si intéressante pour l'Europe, qu'on s'est bien plus occupé d'admirer le changement qui s'y est opéré qu'on n'a songé jusqu'à présent à examiner les causes de cette révolution.

Pour peu que l'on rétrogade de quelques années, l'histoire de Buenos-Ayres et du Chili est à peine connue. On est moins étranger à celle de la conquête du Mexique et du Pérou; mais, il y a peu de temps encore, avant la publication des œuvres de M. de Humboldt,

on ignorait quelles étaient les conséquences de l'administration des vainqueurs.

Buenos-Ayres et le Paraguay ont en Europe une telle renommée, qu'on ne sait trop comment expliquer pourquoi jusqu'à présent on a fait si peu d'efforts tendants à se procurer des renseignements certains sur l'histoire et sur la véritable situation du pays. Le Paraguay surtout, qui a offert tant de fois à l'Europe un étrange spectacle, le Paraguay n'est guère connu que par des notions erronées, et l'on sent qu'il y aurait de l'imprudence à s'en rapporter complètement, pour juger de l'ancien état de son gouvernement, aux relations publiées par les jésuites. Le rapide exposé que j'offre en ce moment ne peut, en aucune manière, combler la lacune qui existe,

mais il peut faire sentir le besoin de la remplir. On verra en parcourant cet ouvrage comment les grands évènements qui ont étonné l'Europe étaient le résultat naturel d'évènements moins importants, qui se passaient à son insu et qui l'étonnaient sans qu'elle cherchât à en connaître les causes.

Tout le monde a entendu parler de cet empire d'Indiens, fondé au sein du Paraguay, et présentant l'aspect du bonheur : ce fut sans doute un spectacle bien extraordinaire que celui d'Américains réunis en corps de nation, surtout quand on l'opposait aux scènes de massacre qui avaient souillé les premiers temps de la conquête ; mais on ne prit guère la peine d'examiner les causes premières de ce phénomène politique, l'influence qu'il avait eue, celle qu'il pouvait avoir

encore. La formation de l'empire jésuitique fut une conséquence naturelle du système politique qui avait été suivi par les conquérants, et du caractère des nations qui le composaient.

Les Guaranis formaient un peuple plus naturellement porté vers les soins de l'agriculture que les autres tribus de cette partie de l'Amérique. Les Espagnols du Paraguay parvinrent, quelque temps après la conquête, à réunir ces Indiens dans des villages qui leur étaient soumis, et que l'on désignait sous le nom de *commanderies*. Ces villages, accoutumés déjà au joug des Espagnols, devinrent l'origine de l'empire théocratique des missions, et l'on peut voir dans l'ouvrage de Félix d'Azara, que les premières guerres eurent part à ce grand établissement autant que les

travaux des jésuites; mais ceux-ci eurent l'avantage de diriger leurs efforts vers un grand but, tandis que les premiers colons s'étaient contentés de soumettre et de réunir les Indiens en les abandonnant à leurs anciennes coutumes.

Alors qu'un pouvoir absolu se fondait au sein du Paraguay, sans que l'Espagne et le Portugal en témoignassent de l'inquiétude, ce pouvoir révoltait les colons, qui, près du théâtre des évènements, les jugeaient mieux et cherchaient à entraver leur marche. C eque j'essaie d'indiquer ici paraîtra peut-être étrange, mais je pense que les évènements qui se sont passés de nos jours dans ces contrées étaient préparés dès lors par les guerres sourdes que se faisaient le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique. Tandis qu'on croyait en Europe ce pays

jouissant d'une paix profonde, des troubles continuels l'agitaient. Des deux côtés, la métropole était comptée pour fort peu de chose ; enfin, au dix-septième siècle, l'esprit républicain s'était développé et s'opposait aux efforts du pouvoir théocratique.

Cette grande question mériterait sans doute d'être examinée plus longuement que je n'ai pu le faire. J'ai essayé de faire connaître la situation des deux partis, je me suis surtout attaché à faire comprendre l'étrange organisation de l'empire fondé par les jésuites ; j'ai comparé tout ce qui a été dit de part et d'autre ; j'ai même puisé à des sources peu connues jusqu'à présent : il me semble que l'ambition, après avoir été le mobile d'une institution puissante et utile, finit par la perdre.

Personne n'ignore combien le gouvernement de Buenos-Ayres différait au dix-huitième siècle de celui du Paraguay. Maintenant les anciens principes onteu leur résultat. Le Paraguay, devenu indépendant de la métropole, n'a pu secouer entièrement un joug auquel on l'avait accoutumé. J'ai tâché de rassembler sur le docteur Francia à peu près tout ce qui en a été dit; mais quelques unes des actions qu'on lui attribue paraissent si bizarres et offrent si peu de probabilités, que je n'ai pas cru devoir les rapporter. Quand le temps a passé sur une grande révolution, les faits vraiment importants se classent d'eux-mêmes, les hommes qui onteu vraiment de l'influence prennent leurs rangs, certains évènements s'expliquent mieux; mais au moment où la scène se passe, trop de dé-

tails se présentent avec les faits principaux pour que la raison n'en soit pas étonnée; l'esprit se perd parmi toutes les opinions contradictoires.

J'avouerai qu'il n'y a peut-être pas encore un nombre suffisant de matériaux pour écrire même rapidement l'histoire des guerres de l'indépendance. Je me suis borné au récit des faits les plus importants, en tâchant de puiser à des sources certaines; sans doute il eût été précieux pour moi, quand je commençai à m'occuper de ce Résumé, que les documents de M. Nunez eussent été publiés, ils m'ont confirmé l'exactitude de plusieurs faits.

Ce ne sont pas les livres relatifs à ce pays qui manquaient, il y en a un assez grand nombre; il faut se plaindre seulement du peu de notions exactes qu'ils

contiennent. Les uns paraissent dictés par un zèle si fervent, qu'on doit croire à quelque exagération ; les autres ont si peu d'impartialité, qu'on ne peut adopter complètement leurs idées. Je citerai cependant ici les principaux ouvrages qui m'ont servi, persuadé qu'ils renferment des éléments dont un autre pourra tirer meilleur parti que moi. J'ai consulté M. de Humboldt, dont on ne peut jamais se passer en écrivant sur quelque contrée que ce soit de l'Amérique méridionale. Les Voyages de d'Azara, l'Histoire du Paraguay de Charlevoix, celle de Muratori, m'ont fourni un assez grand nombre de documents, de même que l'ouvrage du docteur Funes. Les Lettres édifiantes, les notes de l'Uruguay, poëme portugais, le livre qui a été publié contre cet ou-

vrage, et enfin la *Corografia brasilica* du père Manuel Ayres de Cazal, doivent être consultés. J'ai eu à ma disposition un mémoire manuscrit intitulé : *Représentation faite par le père provincial du Paraguay à M. le marquis de Valdeliros*, commissaire royal, pour qu'il suspende la guerre contre les Indiens Guaranis. Parmi les livres moins connus, ou nouvellement publiés, j'indiquerai Mawe, *Voyage au Brésil*; l'ouvrage anglais de M. Vidal, remarquable par ses gravures; celui qu'on doit à M. Aug. de Saint-Hilaire, et qui roule sur la botanique du sud du Brésil. Deux autres volumes, récemment mis au jour, renferment de nombreux détails sur les derniers évènements; l'un est traduit de l'anglais; il est dû à un Américain du sud; l'autre a été publié par M. A. F.

sous le titre de *Précis historique sur la révolution des provinces-unies de l'Amérique du sud en* 1819; cette brochure contient des documents de la plus haute importance. Je citerai surtout les Esquisses historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayres. M. Varaigne, à qui l'on doit la traduction de ces pièces officielles, a eu l'extrême obligeance de me communiquer un mémoire manuscrit sur la situation actuelle du pays; j'y ai trouvé des détails sur le commerce et sur l'administration, qu'on ne pouvait pas se procurer autre part. Enfin Caldcleugh, Hall et quelques autres voyageurs, m'ont fourni plusieurs faits curieux (1).

J'ai cru devoir rejeter dans les notes

(1) Stewenson, Miers, la Revue américaine. J'ai consulté également Head, Schmitmayer.

quelques documents qui sont moins du ressort de l'histoire qu'ils n'appartiennent à la géographie.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DES PROVINCES-UNIES DE LA PLATA.

DÉTAILS GÉOGRAPHIQUES, ET COUP D'OEIL SUR LES NATIONS INDIGÈNES.

Après avoir contemplé la lutte qui s'est établie dans le nord de l'Amérique, l'Européen porte ses regards vers le sud de cette immense contrée. Ce que l'on prévoyait il y a quelques années est arrivé: le Nouveau-Monde échappe à l'Ancien et le force à reconnaître son indépendance. Mais parmi tous les états de l'Amérique méridionale, le gouvernement de Buenos-Ayres est le premier qui ait fait quelques efforts pour se délivrer du joug qu'on lui

imposait. Nous verrons dans les habitudes des premiers colons et dans le courage qui leur fut nécessaire la cause de leur résolution ; guerriers d'abord par nécessité, plus tard, ils le sont devenus par choix. L'indépendance a été le résultat de leurs premières conquêtes.

A partir du fleuve de la Plata jusqu'à la Patagonie, cette vaste étendue de terrain souvent aride qui succède à un territoire si fertile appartenait aux Espagnols : sans doute ils durent envier et ces belles forêts qui couvrent presque toute l'étendue du Brésil, et ces belles rivières qui y portent l'abondance. Un fleuve immense baigne il est vrai le territoire où ils s'établirent : mais la plupart de ses tributaires coulent dans un pays qui ne leur appartient point, et dans son cours il semble dédaigner un sol ingrat que ne peut souvent fertiliser la main des hommes.

En remontant vers le fleuve de la Plata, les premiers conquérants pouvaient tout-à-coup se transporter dans un pays où l'abondance succédait à la stérilité ; mais le bord de la mer leur devenait précieux,

et d'ailleurs des nations puissantes et guerrières fermèrent pendant assez long-temps le passage de ce beau pays qu'on voulait leur ravir.

Examinons rapidement ces nations. Voyons quels sont leurs mœurs, leurs habitudes, leur caractère. Il existe entre elles et celles du reste de l'Amérique méridionale une assez grande différence pour qu'elles excitent notre attention. Je vois dans leurs tribus un peu plus d'énergie et j'y remarque un caractère peut-être plus guerrier. Contraints de vivre souvent dans de vastes espaces entièrement découverts, ils ne pouvaient toujours déployer les ruses que les peuples sauvages montrent au milieu des forêts; leurs guerres prenaient donc un caractère plus héroïque dont se ressentirent toutes leurs habitudes.

Ce qu'il y a de fort remarquable chez ces peuples, c'est que lors de la conquête les uns tendaient à devenir agriculteurs, tandis que les autres menaient une vie entièrement nomade et vivaient de leur chasse. D'autres encore s'étaient emparés

de la navigation des fleuves. L'arrivée des Européens vint modifier tous ces genres d'existence; les troupeaux qu'ils naturalisèrent devinrent la conquête des Indiens chasseurs, on soumit les peuples agricoles, on anéantit en grande partie les flottilles des navigateurs. Qu'est-il résulté de tout cela, que reste-t-il de ces nations ? Nous le ferons voir en quelques pages. L'anéantissement n'a point été aussi complet qu'au Brésil; plusieurs peuples, sans abandonner la chasse, sont devenus pasteurs; ils ont conservé une indépendance qu'ils ont su défendre en marchant vers la civilisation. D'autres sont dans une misère qui les conduira à l'anéantissement; c'est ce qu'on voit dans le reste de l'Amérique.

Quoique l'on trouve une grande ressemblance dans les coutumes des nations indigènes qui habitent toute cette côte de l'Amérique méridionale, les analogies ne sont plus aussi fréquentes dans le pays dont nous nous occupons, surtout vers le sud; on observe même des différences très marquées, et qu'il est important de faire connaître. En général, l'indigène de ces contrées pré-

sente une organisation plus forte que celle de l'Américain rapproché des régions brûlantes de la zone équinoxiale; plusieurs individus sont remarquables par la hauteur de leur taille et par la majesté de leur maintien. Soit que la nature du pays n'exigeât plus le même genre d'armes pour la chasse et pour la guerre, soit que le hasard leur en eût fait adopter d'un genre différent de toutes celles qu'on trouve chez les peuples sauvages du voisinage, on leur vit faire usage de ces espèces de frondes dont se sont servis depuis les vainqueurs : elles consistent en deux ou trois boules attachées aux deux extrémités d'un lien et, lancées avec adresse, elles arrêtent tout-à-coup l'homme ou l'animal que l'on poursuit en lui enlaçant les jambes d'une manière rapide. Si l'arc n'était point adopté par toutes les nations, il paraît qu'un grand nombre de tribus se servaient de la lance. Il n'est point très aisé de vérifier si la coutume de jeter le lacet avec lequel on renverse dans ce pays les animaux sauvages remonte au temps de la conquête; cependant on peut croire

qu'elle vient des Américains, sans l'affirmer.

La construction des habitations ne paraît point très différente de celle qui avait été adoptée par les Tupinambas. La voûte des forêts en donna l'idée : quelques pieux solides destinés à soutenir l'édifice, des branches entrelacées et garnies de leur feuillage, en formaient les matériaux. Les cabanes servaient à plusieurs familles. Le froid se faisant quelquefois sentir dans ces contrées, il est probable que des feux y étaient entretenus comme dans le nord, surtout quand on se trouvait dans le voisinage des forêts.

Soit que certaines nations s'étant livrées exclusivement à la chasse et à la pêche, il fût devenu plus difficile de se procurer des moyens de subsistance en s'adonnant à ce genre d'occupation, soit qu'un climat plus tempéré que dans tout le reste de l'Amérique méridionale invitât moins à une indolence habituelle, on trouva dans ce pays un peuple qui se livrait à l'agriculture avec beaucoup plus d'activité que le reste des indigènes. Les Guaranis étaient agri-

coles, et il semble que ce genre d'occupation, en diminuant leur ardeur pour la guerre, eût adouci leurs mœurs. Ils formaient de nombreuses tribus, mais on ne les redoutait point. Cependant ils eurent sur leurs voisins cette influence qu'exerce toujours un peuple plus policé sur celui qui l'est moins. Leur langue se répandit et modifia celle des autres nations, qui ne surent point sans doute lui conserver sa douceur; car en avançant vers le nord, on trouve souvent S substitué au Z, et les syllabes gutturales plus fréquemment employées.

Quoi qu'en aient pu dire certains observateurs systématiques, il est certain que les nations du Paraguay, reconnaissaient ainsi que les tribus du Brésil, un bon et un mauvais principe. Que l'être nuisible ait été souvent invoqué, que l'on ait tenté d'apaiser sa fureur, c'est ce que l'on trouve chez un assez grand nombre de peuples sauvages, mais cela ne prouve point l'ignorance absolue des attributs de Dieu.

Ce qu'il y a de fort remarquable dans le

culte de diverses nations de ces contrées, ce sont ces cérémonies évidemment religieuses qui reviennent à certaines époques, telles que le retour des Pléiades ou la célébration de certains aniversaires, et qui présentent le caractère le plus étrange de superstition et de barbarie. Elles consistent dans l'abstinence la plus complète et dans l'usage de se faire de profondes incisions au moyen de roseaux tranchants, qu'on laisse quelquefois dans la plaie; chose étrange, et qui n'a peut-être pas été observée, c'est que les habitants du nord et du sud se font remarquer par des épreuves terribles, quoique d'un genre très différent: cela vient peut-être de ces communications qui existent entre les deux pays par d'immenses canaux naturels, ou peut-être n'est-ce que le résultat d'un génie semblable, quoique le climat soit différent.

Un usage horrible, et dont on retrouve encore des traces dans la Guyane, a dû, plus que les guerres et les disettes inséparables de la vie de chasseur, s'opposer à la multiplication des races guerrières. Les femmes de plusieurs nations se font

avorter, ou ne craignent point d'attenter à la vie de leurs enfants. Quoiqu'elles soient des mères tendres quand elles se décident à élever le fruit de leurs amours, elles consomment de sang-froid cet horrible sacrifice qui leur fait surpasser en cruauté les bêtes les plus féroces. Comment expliquer ce mélange de tendresse et de barbarie ? comment même le concevoir ? Les voyageurs ne donnent aucune explication satisfaisante à ce sujet, mais ils vont peut-être au-devant de nos réflexions, en nous rappelant que le crime dont ils nous retracent en frémissant les détails n'a pas lieu chez les tribus agricoles, telles que celles des Guaranis, dont la subsistance est plus assurée. On doit dire en même temps qu'il ne se commet point chez toutes les nations de chasseurs.

On sent combien la conquête a dû apporter de changements dans les usages particuliers de plusieurs peuplades. Il paraît que notre exemple n'a altéré en rien les formes du gouvernement. Les chefs jouissent d'une haute considération, car ils ont été élus par les guerriers ; mais ils

ne font que donner des conseils, et ils n'ont point le droit d'intimer des ordres. Leur gouvernement a quelque analogie avec celui de nos maires de village; ils exercent une influence à peu près semblable, mais elle s'accroît à mesure qu'ils s'attirent la considération ou l'amour de leurs compatriotes.

Quoique d'Azara refuse une croyance religieuse à ces nations, on retrouve cependant chez elles ces espèces de devins qui se rencontrent dans le reste de l'Amérique méridionale, et dont les fonctions ne varient point. Ils sont à la fois médecins et prêtres, et ils opèrent leurs cures par de prétendues conjurations mystérieuses ou par la succion de la partie malade.

Sous le rapport de l'existence physique, ces sauvages devaient se trouver avant la conquête dans une situation bien différente de celle dont ils jouissent aujourd'hui. La multiplication des bestiaux a complètement changé leur sort sous quelques rapports, et c'est une compensation aux maux que nous leur avons causés. Non seulement ils se nourrissent de la chair des tau-

reaux sauvages, mais ils emploient souvent leurs peaux dans la construction de leurs cabanes; tels sont les Pampas ou Quérendis, qui, en ayant acquis le degré de civilisation dévolu à tout peuple dont la subsistance est assurée, se sentent de nouveaux besoins, et portent déjà cette espèce de vêtement appelé *poncho*, dont les cultivateurs du Paraguay font usage, et qui convient parfaitement au pays.

Il serait trop long sans doute de rappeler ici toutes les tribus qui existent encore maintenant. Je vais donner le nom de celles qu'on regarde comme les plus importantes. Je laisserai parler un instant M. Walcknaer, qui a jeté sur elles un coup d'œil rapide.

« Les Mbayas, dit-il, sont une race superbe, courageuse et indolente, qui habite les deux rives du Paraguay au nord des Guaranis; ils errent en chassant et en pêchant entre les vingt-unième et vingt-troisième degrés de latitude sud, et font exercer l'agriculture par des esclaves qu'ils traitent avec beaucoup de douceur, et par des individus de la nation des Guanas. Il ne faut

pas confondre ces derniers avec les Guyanas, qui habitent vers le nord sur les rives méridionales de l'Uruguay. Ceux-ci sont grands, maigres, d'une couleur plus claire que les autres tribus; leurs yeux sont bleus; ils sont peu nombreux, mais ils paraissent être de la même race que les Boanes ou les Boroanes, qui habitent plus au sud les plaines à l'est de l'Uruguay. Ceux-ci avaient, dit-on, les yeux bleus et les cheveux blonds. On place encore leur nom sur les cartes; cependant Azara assure qu'ils ont été exterminés par les Charruas. Une partie de la nation des Charruas s'est incorporée aux missions des jésuites; l'autre, qui habite à l'est de l'Uruguay, fait une guerre continuelle aux Espagnols et aux Portugais. Les Payaguas, dont le nom corrompu a, dit-on, donné naissance à celui du fleuve Paraguay, sont actuellement fixés dans les environs de la ville de l'Assomption; les Tobas et les Pitilagas sont au sud de cette ville, entre le Rio-Vermejo et le Pilcomayo. Les Abipons ont passé de l'autre côté du Parana, et habitent la peuplade

de las Garzas; ils sont peu nombreux, et depuis leur guerre avec les Morébis, ils ont été obligés de se placer sous la protection des Espagnols. »

Quelle idée doit-on se former de la situation actuelle de ces nations? quel rang doivent-elles occuper dans la population générale? quelle sera leur influence sur l'ordre social? Affaiblies par les ruses de la civilisation, mais soutenues encore par leur courage, elles forment un corps actif que l'on doit pacifier ou que l'on doit craindre. Profitant de cette multiplication surprenante de bestiaux, qui assure leur existence contre tous les besoins, elles sont peut-être les seules peuplades de l'Amérique auxquelles l'arrivée des Européens ait procuré quelques avantages. Nous ne pouvons plus les anéantir, elles ont pris d'elles-mêmes leur marche vers la civilisation; mais leur marche sera lente, parceque le nouvel état qu'elles ont adopté leur présente une foule d'avantages, s'alliant parfaitement avec leurs anciennes idées. Ce seront peut-être un jour les Cosaques du Nouveau-Monde:

alliés à la république, plutôt qu'ils ne lui seront soumis, ces Indiens la seconderont dans les combats, mais ils combattront en partisans, et il sera difficile d'en former un corps d'armée régulier. Toutefois on les engagera aisément dans des guerres longues et pénibles. Les immenses plaines qu'ils habitent ne se couvriront point de cités, mais des camps mobiles les animeront. Là, comme dans l'Ancien-Monde, on exercera l'hospitalité ou l'on se livrera au pillage. Les mêmes habitudes naîtront de la même manière de vivre, de la ressemblance du sol, et des mêmes ressources offertes par la nature.

PASTEURS DES PLAINES.

Disons un mot de ces hommes extraordinaires qui consacrent leur vie à garder les troupeaux, et qui sont désignés sous le nom de Peons ou de Guauchos. Le genre d'existence qu'ils ont adopté leur donne un esprit d'indépendance qui les empêche de se soumettre au joug d'aucunes lois; libres dans leurs vastes plaines, parcequ'ils sont presque toujours solitaires, ils veulent

porter la même liberté partout. Les exercices auxquels ils se livrent, les privations auxquelles ils se soumettent, les rendent extrêmement précieux pour une guerre de partisans.

Toujours montés à cheval, ils vaquent ainsi aux opérations les plus ordinaires de la vie; c'est à cheval qu'ils vont au temple, c'est à cheval qu'ils conduisent leurs morts au dernier asile. Accoutumés à voir d'innombrables troupeaux, qu'ils regardent comme inépuisables, ils ne font aucun cas de la vie des animaux et les traitent souvent d'une manière cruelle. La viande rôtie remplace pour eux toute autre espèce de nourriture; le thé du Paraguay forme leur boisson habituelle. Un cuir de bœuf leur suffit pour se reposer. Dans leurs cabanes, point de ces meubles qui attestent quelque industrie, aucun de ces objets qu'on trouve chez nos paysans les plus grossiers. Leur vie, partagée entre une indolence profonde et une activité extraordinaire, s'écoule sans qu'ils sentent la nécessité de ce qui nous serait indispensable. Ces hommes sont cependant

soumis au christianisme et se glorifient souvent de descendre des Européens ; on croirait plus aisément qu'ils appartiennent aux tribus sauvages, avec lesquelles ils ont de si fréquents rapports.

Voilà sans doute des hommes à part et qui demanderaient presque à être civilisés ; mais dans le cas où on les soumettrait à un joug plus pesant que celui qu'ils supportent, c'est une question de savoir si la république y gagnerait. Leur indomptable courage, leur amour de la vie errante les rendent des hommes précieux, et il ne faut guère plus de lumières que celles qu'ils ont acquises pour garder les immenses troupeaux qu'on leur a confiés.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES NATURELLES OFFERTES PAR CE PAYS (1).

Examinons un moment quelle doit être

(1) Ces détails sont généralement peu répandus, c'est ce qui m'engage à les présenter ici avant de passer aux détails historiques, j'interromps en cela l'ordre que j'avais adopté pour le Brésil.

la position commerciale de Buenos-Ayres vis-à-vis de l'Europe et des autres états de l'Amérique. Le sol de cette partie du Nouveau-Monde n'est point, à beaucoup près, aussi fertile que celui des contrées limitrophes, et cependant l'exportation de ses produits a dès à présent la plus grande influence sur le commerce extérieur. Ces plaines immenses qui seraient peut-être rebelles à la culture, et qui se sont couvertes en moins de trois siècles d'une innombrable quantité de bestiaux, peuvent en nourrir encore davantage. Le sel que contient la terre en quelques endroits contribue singulièrement à conserver la santé des animaux; ils dépérissent souvent dans les autres portions de l'Amérique méridionale, où l'on ne rencontre point cette production. Soit que les bestiaux prennent dans les provinces de Buenos-Ayres un plus grand accroissement que partout ailleurs, soit que, réunis en plus grand nombre, ils offrent des chances avantageuses au commerce, nulle part les cuirs qu'ils fournissent ne sont aussi estimés. L'industrie de l'Europe s'en empare

maintenant, mais quand l'art du tanneur aura reçu plus de perfectionnement au Brésil, quand on se sera convaincu que la nature a répandu dans les forêts et sur le bord de la mer des matières premières qui peuvent remplacer avec avantage celles que l'on emploie en Europe, enfin quand le fabricant obtiendra suffisamment de capitaux pour donner le temps nécessaire à ses opérations, on verra dans les deux pays un échange qui leur sera également profitable. Le Brésil jouit en grande partie des avantages que la nature a accordés à Buenos-Ayres, la province de Rio-Grande du sud les lui assure; cependant lorsque la population se sera accrue dans le nouvel empire, les ressources de sa capitainerie la plus méridionale deviendront peut-être insuffisantes. Les suifs de Buenos-Ayres, les viandes sèches dont il importerait de perfectionner la fabrication, plusieurs objets secondaires, seront un objet d'échange (1).

(1) Ces viandes sèches, que dédaigne notre goût délicat, sont une nourriture agréable pour le cultivateur noir; ces graisses, que l'on re-

Puisque le règne animal procure tant d'avantages à ces contrées, nous ne pouvons nous dispenser de parler de la pêche de l'éléphant de mer, qui n'est exploitée que depuis un petit nombre d'années par les Américains, les Anglais et les Français. Les habitants des Provinces-Unies de la Plata pourraient s'emparer exclusivement de cette branche d'industrie, la côte de la Patagonie leur appartenant naturellement. L'éléphant de mer est un énorme phoque dont la pêche ne présente point de grandes difficultés, et dont l'huile est d'une utilité bien reconnue dans différents arts industriels.

Les richesses végétales ne sont pas à beaucoup près d'une aussi grande importance; l'absence de fleuves, et de ruisseaux, la situation physique du terrain qui ne permet guère d'établir une irrigation artificielle(1), enfin la stérilité de vastes espaces qui seront toujours incultes, parceque la roche

garde trop souvent comme inutiles, se purifieront, et deviendront un objet considérable d'importation.

(1) Voyez d'Azara.

est recouverte d'une très faible quantité de terre végétale : toutes ces raisons réunies à beaucoup d'autres, peuvent faire douter que les provinces de la Plata établissent leur prospérité sur l'agriculture. Cependant les districts qui avoisinent le fleuve sont en quelques endroits d'une fertilité extrême et permettent la culture de plusieurs végétaux utiles de l'Europe. Le blé y prospère ; on affirme que plusieurs cantons seraient très favorables à la vigne et qu'autrefois on s'était promis des résultats avantageux de sa culture, quand un ordre ridicule et barbare la fit arracher. Plusieurs districts produisent aussi un arbuste qui offre une branche de commerce assez avantageuse, mais seulement avec le Chili et le Pérou : je veux parler du matte ou thé du Paraguay, dont on ne pourrait pas plus cesser l'usage dans quelques provinces de l'Amérique méridionale qu'on ne peut se passer à la Chine du thé, qui s'est depuis si généralement répandu en Europe.

Si l'on examine quel espoir l'on peut fonder sur l'industrie à venir, il est diffi-

cile de répondre d'une manière satisfaisante : on peut dire cependant que le manque de bois doit arrêter les progrès de certaines manufactures, et qu'il est urgent d'y remédier aussi rapidement que possible, ou par des plantations successives, ou par la recherche de tourbes et de charbon fossile.

En supposant, comme cela est assez probable, que le Paraguay forme un état entièrement séparé des Provinces-Unies de la Plata, le commerce qui s'établira entre les deux gouvernements ne peut manquer d'avoir beaucoup d'activité. Les habitants du Paraguay, confinés dans l'intérieur et n'ayant aucun débouché pour se défaire de leurs marchandises, seront contraints de les faire descendre vers le bord de la mer par le Rio de la Plata, ou de les envoyer par les tributaires de ce fleuve dans l'intérieur du Brésil ; mais ces marchandises, si l'on en excepte le matte, sont à peu près les mêmes que toutes celles qu'on récolte dans les différentes parties de l'Amérique méridionale, et le voyage peut les rendre d'un prix trop considérable pour

être exportées en Europe. Le Paraguay doit donc être le grenier d'abondance qui fournira à Buenos-Ayres ce que le sol lui refuse.

Il ne paraît point du reste que l'on doive craindre pour ces pays les désordres qu'entraîne la recherche exclusive des métaux; cependant plusieurs provinces, entre autres Rioja renferment des mines d'or et d'argent. On a découvert à Sant-Iago del Estero, une mine importante de fer.

Avant de passer à d'autres objets, voyons quelles sont les ressources particulières offertes par les environs de Buenos-Ayres.

Quand on jette un coup d'œil sur le territoire de cette capitale, et qu'on examine ce qu'il peut fournir à l'exportation, on voit la richesse à côté de la stérilité. L'imagination est surprise du nombre de troupeaux qui errent dans ces vastes plaines, et qui se sont propagés en si peu d'années. Lorsqu'on se rappelle qu'avant la conquête il n'existait point un seul cheval, pas une seule bête à corne dans ces con-

trées, et qu'on les voit couvertes d'immenses troupeaux de ces animaux devenus sauvages, on voit que si la nature a prodigué les trésors de la végétation aux parties rapprochées de la ligne, elle en a réservé pour le sud qui ne sont pas moins précieux. Là le Nouveau-Monde trouvera toujours d'innombrables coursiers, dont il pourra perfectionner la race; il se procurera des bêtes à cornes d'une espèce supérieure, et propres à peupler les différentes contrées limitrophes. Personne n'a pu encore calculer le nombre des troupeaux qui couvrent ce territoire; mais le vil prix auquel un propriétaire peut livrer chaque animal est une preuve suffisante de leur abondance (1), et de la manière rapide dont ils se renouvellent.

La plupart de ces troupeaux, qui errent en toute liberté, ne sont point entièrement sauvages; ils n'obéissent point, il est vrai, à la voix du maître, mais les bestiaux qui les composent portent une marque qui les distingue, et ils ne quittent point ordinai-

(1) Du temps d'Azara on payait un bœuf moins d'une piastre.

rement certains pâturages, où des bergers, d'une habileté étonnante, les surveillent, et savent s'emparer d'eux au moyen de ces lacets qu'ils lancent avec tant d'adresse (1).

Non loin de ces animaux à peu près soumis au joug de la domesticité, il en existe d'autres entièrement sauvages, qui, fiers de leur indépendance, veulent souvent la faire partager à ceux qui n'en savent point jouir. Cet appel du cheval libre au cheval esclave se fait souvent dans les plaines de Buenos-Ayres. La présence de l'homme n'arrête point toujours le noble animal, qui hennit d'impatience en voyant son semblable soumis à nos caprices, ou refusant la liberté.

Mais souvent un fléau terrible devient funeste à ces animaux que l'homme ne protège plus : des sécheresses affreuses désolent les vastes solitudes qu'ils habitent; ils ne trouvent plus de sources pour apaiser leur soif, et cherchent à se désaltérer même

(1) Voyez ce que dit à ce sujet le capitaine Hall. On les a vus s'emparer ainsi de pièces d'artillerie.

dans les eaux les plus impures; accablés par la chaleur, vaincus par la lassitude, ils soulèvent la tête avec inquiétude et dirigent de tous côtés leurs naseaux palpitants. Tout-à-coup un vent frais, qui semble avoir passé sur les eaux, leur apporte une fraîcheur bienfaisante; ils partent avec ivresse, ils s'élancent avec joie. Les plus rapides franchissent l'espace, et s'enfoncent dans l'eau que la chaleur a corrompue; mais, victimes d'un impérieux besoin, ils sont trop lents à le satisfaire, la troupe impatiente se précipite sur eux, les foule aux pieds, les écrase, et meurt souvent elle-même, pressée par d'autres animaux.

Que l'on ne croie point ce récit exagéré, et qu'on me pardonne cette digression. Il s'agissait d'un animal que sa multiplication rapide a rendu de la plus importante nécessité pour la guerre, et qui enrichira peut-être un jour ces contrées (1).

(1) Voyez d'Azara, *Histoire des quadrupèdes du Paraguay*.

HISTOIRE DE LA DÉCOUVERTE. FONDATION DE BUENOS-AYRES.

Les explorations des Européens dans l'Amérique méridionale se succédèrent du nord au sud, et quelques années après que les Portugais eurent pris possession du Brésil, les Espagnols parurent sur les côtes de Buenos-Ayres. Juan Dias de Solis, grand pilote de Castille, fut envoyé dans ces parages pour y faire de nouvelles dé-
1515. couvertes; il parcourut une partie de la
côte avec Yanez Pinson, qu'on lui avait adjoint dans le commandement de l'expédition. La mésintelligence se mit entre les deux chefs; ils retournèrent en Europe. Leur voyage fut à peu près inutile pour le souverain qui les avait envoyés. Toutefois les Portugais se plaignirent d'une infraction aux traités, ou plutôt aux décisions d'Alexandre VI, qui avait si libéralement partagé le Nouveau-Monde entre deux puissances.

Comme le dit judicieusement Southey(1), on n'avait jamais entièrement mis de côté

(1) *History of Brazil.*

l'espoir conçu par Christophe Colomb de gagner l'Inde par un passage situé à l'ouest. Le commerce de l'Orient occupait à cette époque les esprits plus fortement que le désir d'accumuler de l'or ; la mer du Sud venait d'être découverte ; il semblait plus important que jamais de découvrir le passage désiré avec tant d'ardeur. Solis fut chargé d'une nouvelle expédition, et il parvint bientôt à ce fleuve que son immense embouchure lui avait fait prendre pour une mer d'eau douce.

Contre l'usage du temps, qui réservait cet honneur aux saints et aux monarques, Solis imposa son nom au fleuve Paraguay, mais une sanglante catastrophe devait rappeler d'une manière bien funeste sa découverte ; il fut massacré par les sauvages avec une partie de sa suite.

Un semblable évènement dut porter l'effroi parmi les explorateurs ; car les évènements de ce genre n'arrivaient dans le principe que très rarement, et les indigènes de la côte, avant qu'ils eussent été offensés, accueillaient presque toujours favorablement ces avides étrangers qui

s'emparaient de leur territoire. La catastrophe arrivée à Solis atteste le génie guerrier qui distingue encore de nos jours les nations du Paraguay.

L'expédition, privée de son chef, ne songea plus à poursuivre l'entreprise qui lui avait été confiée; les navires allèrent au cap Saint-Augustin, où ils chargèrent du bois du Brésil, et de là ils retournèrent en Espagne. Ce fut alors qu'un nouveau différent eut lieu entre le Portugal et l'Espagne. Emmanuel se plaignit encore de ce que ses droits avaient été méconnus, et voulut qu'on lui livrât ceux qu'il regardait comme les coupables, pour les faire punir selon la rigueur des lois. Charles-Quint prétendit que les lieux qu'on avait visités étaient compris dans la portion de territoire qui lui avait été désignée par le pape. On sent combien à cette époque on pouvait interpréter les lois nouvelles de la géographie; les plaintes du roi de Portugal ne furent point écoutées, et les Espagnols prirent possession de ce territoire dont la découverte avait coûté si cher à l'un de leurs plus célèbres navigateurs.

Enfin Cabot, dont les talents étaient depuis long-temps reconnus, fut chargé d'une nouvelle expédition qui devait le conduire vers ces parages, car il s'agissait toujours de trouver le royaume du grand Cathay et le Cipango de Marco-Polo. Toutefois il paraît que les approvisionnements commencèrent à manquer à peu de distance du Brésil, par imprévoyance, ou que les gens de l'équipage, effrayés de l'entreprise à laquelle on les destinait, prirent le parti de les détruire : il est certain que Cabot se vit contraint de relâcher à l'île Sainte-Catherine. Il y reçut l'hospitalité, et, selon l'usage de ce temps barbare, il paya l'hospitalité par la perfidie en s'emparant de quelques insulaires.

Où l'injustice régnait, la discorde devait bientôt se montrer ; l'insubordination augmenta, la cruauté la punit. Les chefs de ceux qui ne voulaient point obéir furent abandonnés dans une île déserte, et ce châtiment était peut-être plus cruel que la mort. En dépit de cette mesure, le mal s'accrut encore, et l'on se vit contraint d'a-

bandonner un projet qui était fondé sur
1526. des récits incertains (1).

Cabot avait un génie trop entreprenant pour ne point diriger aussitôt ses vues vers un autre point; il se rappela le malheur de Solis, et résolut de se rendre utile à sa patrie; il se dirigea vers le sud, mit ses navires en sûreté, bâtit même un fort pour s'assurer de la retraite, et s'avança avec une caravelle rasée dans le grand fleuve. Il trouva sur ses rivages des peuples qui l'accueillirent assez favorablement, et il bâtit encore un fort qu'il désigna sous le nom d'Espirito-Santo. Parvenu à la jonction du Paraguay avec le Paranna, il avança encore trente-quatre lieues; mais il rencontra alors un peuple agriculteur, chose fort remarquable dans ces contrées. Ce peuple l'arrêta dans sa course, car, ainsi que le dit un judicieux historien, la propriété donne le patriotisme, et l'on peut ajouter que celui qui a renversé mille obstacles pour former un champ au milieu d'une nature inculte se sent presque

(1) Voyez *Corografia Brasilica*.

toujours assez de courage pour le défendre.

Cabot n'alla pas plus loin, car il avait perdu quelques hommes de sa suite; mais tandis qu'il prenait possession de ces contrées, une autre expédition se faisait en Espagne pour les aller explorer. Diego 1526.
Garcia en était le chef; il commandait deux navires, et relâcha à Sainte-Catherine, où les naturels se plaignirent amèrement de Cabot.

D'après les récits de plusieurs historiens, il paraît qu'un autre Garcia partit du Brésil pour voyager dans les mêmes contrées et vers la même époque. Il avait reçu du gouvernement du Brésil l'ordre d'aller visiter la partie méridionale de ce vaste empire.

Quoi qu'il en soit, il paraît certain que Cabot mit beaucoup d'activité dans son expédition, qu'il commença à explorer les immenses tributaires du grand fleuve. Mais, après s'être arrêté à l'embouchure du Paranna, dans le Rio de la Plata, sur les rives duquel il perdit quinze de ses hommes qui se laissèrent séduire par les vaines promesses

des sauvages, et trouvèrent la mort dans les lieux où on leur promettait de l'or.

Garcia poursuivait son voyage; il eut bientôt atteint son rival, auquel il reprocha de se livrer à des recherches pour lesquelles le gouvernement ne l'avait point envoyé; mais dans ces pays déserts, où ils
1528. se trouvaient environnés de dangers sans cesse renaissants, l'intérêt commun devait faire cesser de semblables discussions. Les deux voyageurs associèrent leur audace et leurs travaux; il fut décidé qu'avant de continuer le voyage, on irait construire de nouveaux brigantins au fort du Saint-Esprit.

S'il y avait des raisons solides pour se réunir, il existait trop d'éléments de discorde entre ces deux chefs, revêtus de pouvoirs à peu près égaux, pour que la discorde n'éclatât point. Garcia était le moins fort et il se vit contraint de retourner sur ses pas; il se décida à poursuivre son voyage jusqu'en Espagne.

Le voyage de Cabot ne fut point sans succès; soit qu'il se fût adressé à des indigènes qui revinssent du Chili, soit que

ceux qu'il rencontra eussent visité les sables aurifères de la province intérieure de Matto-Grosso, il paraît certain qu'il en obtint de l'or et surtout de l'argent. Dès lors le fleuve perdit le nom qui attestait les malheurs du premier navigateur. On le crut destiné à procurer à l'Europe d'immenses richesses, et il reçut le nom de Rio de la Plata (fleuve d'argent).

Pour faire excuser sansdoute la détermination qu'il avait prise, Cabot s'empressa d'envoyer en Espagne Ferdinand Calderon et Rogel Barto, afin de remettre au roi un échantillon des métaux précieux que l'on s'était procurés. Le monarque fut séduit par l'espoir qu'on lui laissait entrevoir. Accoutumé depuis quelque temps à voir la prospérité future de son royaume dans les mines du Nouveau-Monde, il ordonna bien à Cabot de continuer son voyage, mais les finances se trouvaient tellement épuisées, qu'il ne put lui envoyer d'argent, et qu'on se vit contraint d'accepter les offres d'un certain Pierre de Mendoza, gentilhomme fort riche de Cadix, qui offrit d'aller faire la

conquête du pays en associant le roi à tous les avantages qu'on pouvait en tirer.

Tandis que cette détermination était adoptée en Espagne, Cabot poursuivait son voyage; mais il se lassa probablement de n'en tirer aucun fruit, et il se décida à s'embarquer pour l'Espagne, après avoir laissé le commandement du fort du Saint-Esprit à Nuño de Lara.

Quoiqu'il n'eût qu'une garnison de cent dix hommes, et que ce fût une bien faible ressource à opposer à tous les peuples dont il se trouvait environné, le nouveau chef parvint à maintenir la paix entre eux et les Européens pendant assez long-temps; mais toutes ses précautions ne purent prévenir une funeste catastrophe, et les charmes d'une jeune Espagnole causèrent la ruine de la colonie naissante.

Un chef des Tymbus la voit, il s'enflamme d'une passion profonde, et cette passion il la révèle d'une manière terrible. Accoutumé, comme tous les Américains, à cacher sous l'apparence d'une tranquillité impassible les projets les plus importants, il laisse croire à son amitié, et profitant de l'absence

de quelques uns de ces étrangers, dont il ne redoute point le nombre, mais dont les armes l'effraient, il se présente à l'établissement; les portes lui sont ouvertes. L'amour qui lui a fait concevoir des desseins criminels lui donne la force de les exécuter. A ses ordres le fort est investi, le carnage commence, les Espagnols meurent en se défendant, mais ils font payer cher leur existence, et le chef perfide trouve la mort au milieu de ceux qu'il vient de faire égorger.

Les Espagnols qui s'étaient éloignés pendant quelque temps pour aller trafiquer avec les indigènes, revinrent, et il est aisé de se figurer de quelle horreur ils durent être saisis en voyant le carnage qui avait été fait de leurs frères. Ils quittent avec effroi un lieu qui leur rappelle tant de souvenirs déchirants, et cherchant une contrée où l'hospitalité ne cache point les crimes de la perfidie, ils vont demander à l'île Sainte-Catherine un asile plus assuré. Le déplorable évènement qui anéantit la nouvelle colonie donna lieu à un de ces traits qui fixent le souvenir sur une époque peu

fertile en évènements. L'époux de la malheureuse Lucia Miranda ne la trouvant point parmi les morts, un ardent amour lui inspira assez de courage pour l'aller demander aux peuples barbares qui la lui avaient ravie; mais elle était devenue l'objet d'une passion peut-être plus vive encore que celle qui avait déjà causé tant de maux : les prières des deux époux furent vaines, ils préférèrent la mort à une loi honteuse qu'on leur imposait, et périrent bientôt dans d'horribles tourments.

L'expédition qui se préparait en Espagne était trop considérable pour ne pas entraîner quelques délais, et d'ailleurs le retour de Cabot avait dû diminuer les espérances que l'on avait conçues.

Ce ne fut que deux ans après l'évènement qui avait chassé les Européens de ce pays que Pierre de Mendoza partit de Séville; mais tout avait été calculé pour la réussite de l'établissement, et c'est vraiment de cette époque qu'il faut faire dater le commencement de la colonie. L'expédition se composait de quatorze bâtiments qui transportaient deux mille six cent cin-

quante hommes, parmi lesquels on comptait un certain nombre d'Allemands et de Flamands; on amena soixante-douze chevaux, en se rappelant sans doute l'impression que la vue de ces animaux causait aux Péruviens et aux Mexicains; ils devinrent la source d'une incalculable richesse pour ce pays et pour ceux dont il se trouve environné.

Pierre de Mendoza avait reçu les titres d'adelantado et de capitaine-général de tous les pays qu'on découvrirait jusqu'à la mer du Sud; les avantages qu'on lui faisait étaient immenses, surtout si l'on a égard aux idées qu'on avait alors de la richesse du Paraguay. Outre une pension viagère de deux mille ducats, qu'on lui assigna, il devait recevoir la rançon des chefs indiens qu'il prendrait à la guerre, et le gouvernement ne se réservait qu'un dixième de leurs trésors. L'expérience prouva bientôt que ces conventions étaient illusoires, et qu'on venait parmi des peuples qui ne possédaient d'autres richesses que leur amour pour l'indépendance.

Tous les genres d'obstacles semblèrent

s'accumuler d'abord pour s'opposer au succès de l'expédition; les vents furent contraires; la route était encore peu connue. La plupart des navires relâchèrent dans la baie de Rio-Janeiro; mais une sanglante tragédie se préparait, et ce fut là qu'elle eut lieu.

D. Juan Osorio, Italien que ses talents faisaient distinguer, avait reçu le commandement en second; on l'accusa injustement de vouloir s'emparer de tout le pouvoir; il fut poignardé par les ordres de Mendoza, et ce fut au milieu du désordre qu'excitait ce crime, que l'on remit à la voile; car un grand nombre d'individus, effrayés de l'avenir qu'il leur préparait, voulaient rester au Brésil.

On arriva cependant à l'embouchure du grand fleuve, après avoir relâché à l'île Saint-Gabriel, et l'emplacement occupé aujourd'hui par Buenos-Ayres ayant été jugé convenable, on résolut d'y fonder la ville. Environné comme on l'était de
2 février 1535. peuples sauvages, il fallait s'allier avec eux ou se décider à leur déclarer la guerre; on commença par prendre le pre-

mier parti, mais le peu de bonne foi que montrèrent les indigènes, ou peut-être l'abus que les Espagnols firent de leur supériorité, obligèrent de recourir au second. La guerre se déclara; on eut alors une funeste preuve de la supériorité des hommes qui combattent chez eux et qui repoussent l'agression. Les Espagnols ne connaissaient point le pays, et ils furent victimes de leur témérité. Enfoncés dans de profonds marécages, ne pouvant point faire usage de leurs armes, que l'humidité avait rendues inutiles, ils se trouvèrent bientôt à la merci des Guaranis et des Querendis, qui les massacrèrent et qui tuèrent même Diego de Mendoza, frère de l'adelantado, que son caractère rendait digne d'un meilleur sort : il avait déploré plus d'une fois la mort d'Osorio.

Si ce premier combat devint funeste aux Espagnols, les sauvages y perdirent un grand nombre des leurs, et durent prévoir le sort qui leur était réservé; car ceux qui étaient venus les attaquer ne quittèrent point le pays sans y avoir bâti un fort.

Cette coutume adoptée par les premiers

conquérants de l'Amérique d'élever en tous lieux des forts, avait plus d'influence qu'on ne le croit sur l'esprit grossier des peuples qui les environnaient. Les Indiens, en voyant sans cesse une preuve de notre puissance, s'éloignaient ou finissaient par se soumettre.

Après la mort de D. Diego de Mendoza, selon l'usage constant des nations du Paraguay, les Guaranis et les Querendis se contentèrent du premier avantage qu'ils avaient remporté, et ils donnèrent quelque trêve à la colonie. La colonie pour cela ne fut pas exempte de ces malheurs qui se font presque toujours sentir dans un nouvel établissement; les maladies et la famine la désolèrent, on fut obligé d'aller chercher des vivres jusqu'au Brésil, et les diverses expéditions ne réussirent qu'imparfaitement. Enfin le génie guerrier des Indiens se réveilla, et la ville fut attaquée de nouveau.

L'un des chefs espagnols, nommé Jean de Ayolas, qui avait été chargé de remonter le fleuve, fonda le fort de Corpus-Christi, cinq lieues au-dessus du Caronda, et redescendit ensuite sur le bord de la mer. Acca-

blés par la famine et désolés par la guerre, les infortunés colons voulurent se transporter dans ce nouvel établissement ; mais bientôt les maladies en firent périr un grand nombre, et la mort les délivra des maux qui leur étaient réservés. Ceux qui leur survécurent allèrent chercher un asile parmi les Indiens. C'est, à mon avis, cette coutume d'une touchante hospitalité, dont les Américains donnèrent tant de preuves, qui fait le plus d'honneur à leur courage. Comme tous les lâches, Mendoza ne sut point supporter un revers ; il confia à Jean de Ayolas, qui continuait ses voyages, la direction de cette expédition si malheureuse, et il repartit pour l'Espagne. La mort, qu'il fuyait, l'atteignit dans son voyage, et mit fin à sa honte.

EXPÉDITION D'AYOLAS. FONDATION DE LA CONCEPTION.

Je ne suivrai point Ayolas dans sa pénible navigation sur le fleuve de la Plata ; il était accompagné par un homme aussi entreprenant que lui, et qui joue un grand

rôle dans l'histoire de ces contrées. Martinez de Irala pouvait le servir de ses conseils et de son épée. Ces deux hommes, errant au milieu de peuples barbares, ne parvinrent point toujours à vivre en bonne intelligence avec eux, quoiqu'ils fissent quelques alliances. La nécessité les contraignit à livrer une bataille dans l'emplacement qui est occupé aujourd'hui par la ville de l'Assomption. Les Espagnols furent vainqueurs et l'on bâtit un fort dont Martinez de Irala fut nommé gouverneur, tandis qu'Ayolas poursuivit sa course au milieu d'un pays inconnu.

Dans une colonie où l'on doit se diriger d'après les ordres d'un pouvoir absolu qui réside à une distance trop considérable, il arrive toujours des évènements bizarres. Mendoza avait confié sa puissance à Jean de Ayolas, qui l'ignorait, et le roi donnait la place de gouverneur général à Irala, qui ne con nut sa nouvelle dignité que deux ans après, tant l'expédition qui devait la lui transmettre mit de retard dans son trajet.

Quoique le P. Charlevoix fasse revenir

les familles espagnoles établies à Sainte-Catherine à la suite de Pierre de Mendoza, qui fit un voyage vers cette partie des côtes du Brésil, il paraît qu'elles furent ramenées par un certain Salazar. Francisco Ruiz Galan commanda par intérim toute la colonie.

Il fut décidé que l'on irait instruire le nouveau chef du pouvoir qui lui avait été dévolu. Salazar, accompagné de Gonzale de Mendoza, remonta le fleuve. Ils parvinrent à l'établissement d'Irala. Celui-ci était allé parmi les Payagoas; et quand il fut de retour, il ne put rien apprendre de relatif à Juan de Ayolas, qui poursuivait son voyage au milieu de trop d'obstacles pour en faire connaître les progrès à ses compatriotes.

Selon quelques historiens, ce n'est que de l'époque où eut lieu le voyage de ces deux commissaires qu'il faut faire dater la fondation de la ville de l'Assomption. 1536.

Située dans une contrée plus fertile que Buenos-Ayres, son accroissement devait être plus rapide. Galan alla y chercher des vivres, et rencontra Irala, auquel il enjoi-

gnit d'attendre le gouverneur dans le lieu que celui-ci lui avait indiqué. Mais on s'était trompé sur les ressources de la nature : comme l'industrie et le travail ne savaient point en tirer parti, on se trouvait à peu près dans la même situation au Paraguay qu'à Buenos-Ayres ; et c'en était peut-être fait de la colonie, si trois bâtiments chargés de recrues n'avaient paru sur les côtes.

ÉTABLISSEMENT DES ESPAGNOLS AU PARAGUAY. SUITE DES DÉCOUVERTES. IRALA PREND LE COMMANDEMENT.

Pendant que, sur le bord de la mer, on faisait de continuels efforts pour se maintenir dans une situation qui laissât quelque espoir de s'y établir d'une manière durable, Ayolas en faisait de plus grands encore pour reconnaître l'intérieur du pays, et il donnait des preuves d'un courage que rien ne pouvait arrêter ; mais tandis qu'il poursuivait ses recherches jusqu'aux limites du Pérou, la colonie exigeait un chef. Irala avait été désigné par la cour pour remplir cet emploi ;
1538. il fut mis à la tête des affaires.

Cet homme, que le parti jésuitique a calomnié, avait la plupart des qualités qui sont indispensables à l'administrateur d'une colonie naissante. Il réunissait la fermeté à l'esprit d'ordre, et il en donna une preuve, dès le commencement de son gouvernement, en faisant faire le dénombrement des Espagnols qui étaient encore établis au Paraguay. Ce recensement donna un résultat capable de décourager les plus hardis : on trouva que de trois mille individus arrivés de l'Europe il n'en restait plus que six cents.

Pour conserver cette faible population, il fallait lui donner une direction qui lui fût utile à elle-même, et qui l'attachât au sol où elle s'était transplantée. Irala sentit cette nécessité ; il fit des concessions de terrain à des hommes qui jusqu'alors n'avaient été que guerriers, et il les obligea à se créer des ressources que le temps devait accroître.

Un certain ordre fut établi dans la ville, sous la direction des régidors, qui remplissaient les fonctions d'alcades ; enfin, on engagea les Guaranis à réunir leurs

efforts à ceux des nouveaux colons ; et ils formèrent plusieurs villages à peu de distance de l'Assomption. Mais ils avaient prêté un serment d'union que les Européens avaient peut-être trop souvent violé pour y croire entièrement.

On nous représente la nation des Guaranis comme ayant ce peu de bonne foi qui caractérise les peuples faibles : l'anéantissement des Européens fut résolu ;
1539. une femme avertit heureusement du complot ; et, dans cette circonstance, le gouverneur montra plus de modération que n'en avaient ordinairement ses compatriotes. Un petit nombre de conjurés perdirent la vie ; les autres furent absous. Quelques historiens prétendent que le nombre des victimes eût été plus grand, mais que les Indiens rachetèrent leur vie en proposant aux conquérants de s'unir à eux par des liens indissolubles ; ils leur donnèrent leurs filles et leurs femmes.

Le projet qui devait anéantir la colonie eut donc un effet tout opposé ; les alliances des Européens avec les Américaines commencèrent à prospérer ; attachés au sol par

leurs travaux, les colons le furent aussi par les liens qui unissent les familles.

ADMINISTRATION DE CABEZA DE VACCA.

A cette époque il y avait encore en Europe un reste d'esprit chevaleresque, qui avait besoin d'être occupé. On était peut-être détrompé sur les richesses de la Plata, mais cette vie guerrière qu'on y menait, ces conquêtes que l'on pouvait assurer à sa postérité, remplissaient d'enthousiasme bien des têtes; il ne faut donc pas être surpris que des hommes puissants consacrassent leurs richesses à des projets qui, de nos jours, ne pourraient être exécutés qu'avec les efforts du gouvernement.

Il se trouva encore un homme qui résolut de faire la conquête du pays que parcourait Ayolas : c'était Alvar Nuñez Cabeza de Vacca; il promit de la continuer à ses frais, et partit du fort de San-Lucar. 1540.

Dès le commencement de son arrivée sur les côtes d'Amérique, il donna des preuves de son génie aventurier; car deux de ses bâtiments ayant échoué à Sainte-

Catherine, il résolut de se rendre par terre au Paraguay, prit possession, au nom du roi, d'une partie des contrées qu'il traversa, et parvint enfin à l'Assomption,
1542. où on lui remit le commandement.

Quoiqu'on n'eût point découvert de mines dans le pays, l'espoir de trouver de l'or ne s'était jamais entièrement éteint. Cabeza de Vacca avait reçu l'ordre de faire ses efforts pour trouver un chemin qui conduisît au Pérou; il chargea Irala de cette expédition. Ce chef, par un motif que la suite des évènements peut expliquer, se contenta de remonter le fleuve jusqu'à une certaine distance, sans poursuivre son voyage vers les lieux qu'on lui avait désignés, il envoya vers l'ouest un chef d'Indiens nommé Aracaré; mais celui-ci revint bientôt, la crainte des sauvages du Chaco l'avait arrêté. Il paya de sa vie sa désobéissance; le nouveau gouverneur le condamna à être pendu. Ce crime amena la guerre; sans nos armes, il eut été cause de l'anéantissement de la colonie.

Il est aisé de voir qu'Irala, auquel on avait promis la puissance, ne se décidait

pas à abandonner entièrement l'espoir de la posséder. Il ne voulut donc point s'éloigner trop long-temps du bord de la mer. Cabeza de Vacca prit alors le parti d'aller lui-même à la recherche de ce chemin qui devait le conduire au Pérou.

Le nouveau chef se montra, comme presque tous ceux qui l'avaient précédé, injuste et cruel envers les tribus indigènes qui se rencontraient sur son passage. Accablé par les fièvres qui désolent souvent les Européens dans ces contrées, son caractère s'aigrit encore davantage, et il devint insupportable à ses compatriotes.

S'il fallait en croire quelques relations peu dignes de confiance, ce chef serait parvenu dans le voisinage du Pérou, et il aurait trouvé un peuple infiniment plus avancé dans la civilisation que tous ceux qu'il avait visités. Le père del Techo parle d'une bourgade que cinq mille hommes bien armés entreprirent de défendre, et qui se dispersèrent à la vue des Espagnols; la divinité de ce lieu était un énorme serpent, renfermé dans une tour de bois qui lui servait de temple.

Les conquérants, dit-on, ne voulurent pas aller plus loin, et, quoiqu'ils fussent sur le point de parvenir au Pérou, ils préférèrent de retourner à la colonie. Alvar commença l'anéantissement des célèbres Orejones, en faisant un grand nombre d'entre eux prisonniers. Après cet acte d'injustice, il rentra dans la capitale du Paraguay.

18 avril 1544.

Là, il trouva tous les esprits animés contre lui. Bientôt le mécontentement s'accrut; il fut décidé qu'on le renverrait en Europe, tandis que Martinez de Irala reprendrait les soins de l'administration.

Malgré le petit nombre d'individus qui composaient la colonie, les passions étaient agitées comme dans un empire puissant. La soif du pouvoir dévorait tous les chefs, les intrigues se multipliaient. Le navire qui devait transporter Cabeza de Vacca en Espagne n'était pas encore prêt, sans doute par le défaut d'approvisionnement. La captivité de l'ancien gouverneur dura six mois; enfin le jour de son départ arriva; mais, comme si les exactions

dont il s'était rendu coupable n'eussent point suffisamment agité ce malheureux pays, son adieu fut un cri de discorde; et, prêt à monter dans le bâtiment qui allait l'entraîner loin de ces rivages, il nomma Salazar pour lui succéder.

Salazar voulut profiter des droits qu'on lui laissait; s'il eût réussi, la guerre civile était allumée; on s'empara de lui, et le même bâtiment qui portait Cabeza de Vacca le conduisit en Europe, d'où il fut déporté sur les côtes d'Afrique. Ainsi se termina l'expédition du second adelantado.

SITUATION DU PAYS DURANT L'ADMINISTRATION D'IRALA.

Nous sommes parvenus à une époque qui présente à peu près les mêmes évènements qu'on a remarqués dans la première période : les sauvages profitent des dissensions des Espagnols pour les attaquer; Irala les défait complètement et leur accorde la paix. 1346.

La découverte du Pérou l'occupa ensuite tout entier. Soumis au pouvoir d'un

chef despotique, il feint de se soumettre à ses ordres; mais il ne veut rien entreprendre. Livré à ses propres projets, il sait les exécuter, et il est bientôt sur les confins du Pérou. Malgré la fermeté de son caractère, malgré l'adresse de sa conduite, il ne peut point triompher de tous les obstacles qui s'opposent à ses projets; la dissension règne au milieu de son armée, et bientôt il la porte dans la colonie.

L'expérience avait toujours prouvé qu'en quittant le pouvoir pour chercher des richesses, le pouvoir échappait à ceux qui l'abandonnaient. A son retour, Irala trouva à la tête du gouvernement un certain Diego de Abreu, revêtu de l'autorité; celui-ci voulut la conserver; il se retira avec ses partisans au milieu des forêts, et bientôt il y trouva la mort.

Plus affermi dans le pouvoir, Irala résolut de fonder quelques établissements, et la métropole s'occupa de le seconder dans l'administration. Un certain Salazar, revêtu du titre de trésorier général, ar-
1555. riva bientôt au Paraguay; il apportait au pays de plus grandes richesses que

toutes celles qu'il venait y chercher. Ce fut à lui que l'on dut l'introduction des premiers bestiaux, et l'on a de la peine à comprendre comment un taureau et sept vaches purent avoir, en si peu de temps, une aussi nombreuse postérité (1). C'est une chose bien digne de remarque, qu'au milieu d'un pays où tant d'obstacles pouvaient s'opposer à la multiplication de l'espèce, elle ait suivi dans sa reproduction les besoins des nouveaux habitants.

Malgré ce qu'il y avait d'illégal dans la manière dont Martinez de Irala se trouvait revêtu du pouvoir, la cour, loin de chercher à l'en dépouiller, lui accorda de nouvelles prérogatives, qui lui furent remises parun évêque que l'on envoya résider dans la colonie. Le gouverneur, revêtu d'une autorité plus grande, s'occupa d'affermir la puissance des Espagnols dans ces contrées; il fonda la ville de Guayra, établit quelques bourgades, et, pour augmenter son influence, se mêla quelquefois

(1) Voyez d'Azara.

1555. aux guerres que les sauvages se faisaient entre eux.

Malheureusement trop rempli des idées féodales qui régnaient alors en Europe, et que n'oubliaient jamais les vainqueurs, Irala pensa à réunir les Indiens dans des établissements que devaient diriger les Européens; dès lors ils devenaient seigneurs suzerains, et réunissaient la plupart des prérogatives accordées à leurs semblables dans l'Ancien-Monde. Ce gouvernement, toutefois, ne pouvait être imposé qu'à un peuple peu belliqueux, tel que les Guaranis. Déjà avancé dans l'agriculture, il eut moins de peine à se soumettre aux travaux qu'on lui imposait. Il exista dès le principe deux espèces de commanderies; les unes étaient le résultat de la conquête, les autres se formaient par une persuasion à laquelle ne nuisait point la force. Il est d'autant plus important de faire remarquer l'époque de leur établissement, qu'elles devinrent par la suite l'origine de l'empire des jésuites, et que ces ecclésiastiques ne firent d'abord que substituer leur pouvoir à celui des laïques.

Parmi les hautes qualités de Martinez de Irala il ne faut point toujours compter la stricte équité; il donna une preuve d'injustice en soumettant les tribus à ces espèces de suzerains dont il ne restreignit point assez le pouvoir; il faut avouer, cependant, que les Indiens qui formaient volontairement des villages n'étaient point soumis à des impôts très sévères, comme nous le ferons voir dans la suite de cet ouvrage.

MORT D'IRALA. VOYAGE DE CHAVES AU PÉROU.

Irala ne pouvait oublier ce qui avait été autrefois l'objet de tous ses travaux; il envoya vers le Pérou, Chaves, qu'on avait vu déjà à la tête d'une foule d'expéditions.

Sans doute il fallait un courage éprouvé pour entreprendre un voyage semblable, à une époque où le nom des 1557.
Espagnols devait être en horreur parmi les nations indépendantes de ces contrées. Irala ne put pas apprendre quel était le résultat de cette dernière entreprise; il mourut, et son gendre Gonzalo de Men-

doza s'empara de la direction des affaires. Le gouvernement lui fut accordé d'un consentement unanime, en considération des services de son prédécesseur; la mémoire d'Irala était donc respectée, et il fut loin d'exciter la haine, comme le voudraient faire entendre quelques historiens attachés au parti des jésuites, dont il diminue peut-être un peu la gloire par ses premiers établissements.

Chaves pouvait se décider à commander sous un chef dont le caractère conservait toujours de la grandeur et de l'énergie; mais, en apprenant sa mort, il reprit toute son indépendance, et il ne revint plus au Paraguay; il fonda la ville de Santa-Cruz de la Sierra.

Après l'administration d'un homme tel que Martinez de Iralá, qui avait commencé à multiplier les rouages du gouvernement, il eût fallu une tête capable d'entrer dans ses projets et d'affermir le gouvernement sur des bases certaines. Le gouverneur mourut, et le pouvoir ecclésiastique, qui avait acquis de la consistance, commença à prendre de l'influence sur les affaires;

un autre gendre d'Irala fut nommé gouverneur; mais l'évêque, qui probablement voulait s'emparer du pouvoir temporel sous un homme faible, lui persuada d'aller au Pérou faire confirmer sa nomination; il ne craignit point d'entreprendre ce voyage, tout à la fois ridicule et périlleux, et il fut payé de ses fatigues par le refus d'une dignité qu'il n'avait aucun besoin d'aller demander.

Le gouvernement fut accordé à Ortiz de Zarate, qui nomma Cacéres son lieutenant, et l'envoya au Paraguay. On sent aisément que l'ambitieux évêque ne pouvait se décider à voir fronder ainsi son pouvoir; aussi Cacéres ne parvint-il à lui échapper qu'en s'environnant d'une force imposante. Un évènement singulier changea toutes les choses de face: Cacéres étant allé à la messe, l'évêque, au rapport d'Azara, le 1572.
fit saisir dans le sanctuaire par ses partisans, et le fit renfermer dans une prison dont il se constitua lui-même le geôlier.

La destinée de Cacéres fut singulière; envoyé au Brésil pour y être emprisonné, l'humanité le fit sortir de sa captivité; la

crainte d'une excommunication, dont le menaçait l'évêque, le fit rentrer dans les fers; il ne retourna en Espagne qu'à la mort du fougueux prélat, dont on désapprouva la conduite, mais dont on ne pouvait réparer les excès (1).

Garay avait reçu le commandement des mains de l'évêque; mais Zarate existait encore, et il avait été revêtu de son autorité par un pouvoir légal; il revint donc au Paraguay : ce fut pour éprouver le même sort que son lieutenant, et une longue reclusion devint son partage.

Ce qu'il y a de plus remarquable à cette époque, c'est qu'au milieu des dissensions les plus cruelles, le caractère actif des Espagnols savait tout entreprendre. Les guerres partielles avec les Indiens se continuaient, et des villes s'élevaient au sein des déserts; c'est ainsi que Garay
1573. fonda la ville de Santa-Fé de la Vera-Cruz,

(1) Ici d'Azara et Charlevoix sont dans une contradiction complète; l'un assure que l'évêque mourut, l'autre le fait retourner en Espagne avec son prisonnier.

et que la cité de San-Salvador s'éleva non loin de l'Uruguay.

RÉÉDIFICATION DE BUENOS-AYRES.

Zarate mourut dans sa captivité, et légua le commandement à celui qui épouserait sa fille. Garay fut nommé tuteur. Après avoir rempli les devoirs que lui imposait cette charge, et s'être empressé de marier sa pupille avec don Juan de Torres de Vera y Aragon, malgré l'opposition du vice-roi, qui résidait à Lima, il rentra dans l'intérieur, et fonda plusieurs villes nouvelles. Le caractère de cet homme est vraiment remarquable; fondateur et conquérant, il semblait avoir été envoyé dans ce pays pour édifier et pour détruire; et si son courage et son activité s'étaient déployés sur un autre théâtre, l'Europe aurait célébré son nom : les peuples indigènes devaient le redouter, car il leur ravissait l'indépendance, et les ployait au joug de la civilisation.

La ville de Buenos-Ayres, comme on l'a déjà vu, avait été abandonnée. Garay

sentit toute l'importance de la position qu'elle occupait; animé de cet esprit créateur qui lui faisait renverser tous les obstacles pour peupler le pays depuis la source des fleuves jusqu'au bord de l'Océan,
1580. il fonda de nouveau sur ses ruines la capitale qui a donné son nom au reste du pays. Mais, pour se faire une juste idée des faibles commencements d'un établissement semblable, il faut se rappeler que soixante Espagnols furent d'abord les seuls habitants de la ville.

Garay s'occupa ensuite de former plusieurs commanderies. Il n'était plus permis aux Indiens d'errer dans les forêts, et d'y chercher pour eux seuls des moyens de subsistance. Les Européens venaient partager avec eux les fruits de leurs travaux. Ceux qui vivaient encore en liberté craignirent sans doute d'éprouver un sort pareil à celui de leurs compatriotes. Garay ne put échapper à leur vengeance; il périt sous les coups des Indiens Minuanes, qui le massacrèrent avec quarante des siens au moment où il se rendait à l'Assomption.

Celui dont il remplissait l'emploi, mais

dont il n'était que le lieutenant, marcha alors sur ses traces. Vera y Arago, surnommé *la face de chien*, à cause de son extrême laideur, s'enfonça dans cette vaste contrée connue sous le nom de Chaco, et
il y fonda la ville de Conception de Buena- 1585.
Esperanza. Mais sans doute que son voyage avait excité l'envie, ou que le pouvoir qu'il conservait paraissait illégal, car le vice-roi du Pérou le retint dans le pays pour lui faire faire son procès; il ne revint au Paraguay qu'au bout de deux
ans; et, par ses ordres, l'on fonda la ville 1587.
de Corrientes ainsi que plusieurs autres établissements.

L'histoire de ces contrées, qui, pendant plusieurs années, n'a rien présenté de bien remarquable, devient dans le dix-septième siècle à peu près sans intérêt pour l'Europe jusqu'à ce que le gouvernement des jésuites occupe tous les esprits. Pendant un certain laps de temps, on voit les gouverneurs dépendants du vice-roi du Pérou, agissant d'après leurs ordres, ou plutôt restant dans une sorte d'inaction qui forme le plus grand contraste

avec l'activité de leurs prédécesseurs. Sous des hommes sans pouvoir et presque sans énergie, le clergé prend une influence qui n'a bientôt plus de bornes.

L'amour des découvertes commençant à se calmer, et le gouvernement espagnol acquérant plus de consistance dans le pays qu'il avait conquis, quelques tribus sentirent que, malgré leur génie belliqueux, elles pourraient être soumises; on les vit redoubler d'efforts pour échapper à un joug qu'elles détestaient. Quelques unes réussirent dans leurs généreux efforts : une seule nation, oubliant la cause générale, proposa plus tard aux conquérants de s'associer à eux pour subjuguer les autres peuplades.

ORIGINE DE L'ÉTABLISSEMENT DES JÉSUITES.

Dès le temps de la conquête, il était venu quelques ecclésiastiques au Paraguay; mais ce ne fut que vers le commencement du dix-septième siècle que les jésuites commencèrent à s'y établir. Ils avaient d'abord été appelés au Tucuman

et au Chili, et ne s'étaient point arrêtés sur le bord de la mer. Un peu plus tard, ils s'empressèrent de se fixer dans ce pays, où ils sentaient qu'ils pouvaient avoir la plus grande influence. A cette époque, l'Espagne commençait à perdre de son ancienne splendeur; ils dirigèrent leurs vues sur le Nouveau-Monde, et il est assez probable qu'ils préparèrent de longue main cet immense établissement qu'ils avaient essayé vainement d'établir au Brésil, et que la situation des Indiens au Paraguay leur permettait bien plus aisément de former.

Ces espèces de fiefs accordés aux successeurs des conquérants, qui les désignaient sous le nom de commanderies, continuaient à subsister, quoique, selon les ordonnances de la fondation, ils dussent se dissoudre. Accoutumés à obéir, les Indiens obéissaient toujours sans se rappeler leurs priviléges. On ne devait point s'attendre à ce que les Espagnols les leur rappelassent, il eût fallu leur supposer un désintéressement égal à l'apathie de ceux qu'on leur avait soumis.

Le gouvernement jusqu'alors était resté dans une indifférence parfaite sur cet objet; et il est probable qu'il avait l'intention de laisser faire une loi de l'habitude, sans se mettre en peine des résultats qu'elle avait pour une classe d'hommes toujours intéressante, puisqu'elle était opprimée.

Les jésuites s'aperçurent probablement de ce qu'ils semblaient ignorer. L'état des choses s'opposait trop à leurs desseins pour qu'ils ne cherchassent point à le faire changer. Dès cette époque, il se mêlait bien des intérêts différents à ceux de la religion. Une ordonnance, en apparence entièrement favorable aux indigènes, partit de la métropole, et put faire prévoir le changement rapide qui allait s'opérer. Un commissaire du gouvernement arriva au Paraguay, et vint délivrer les Indiens des différentes commanderies du joug qui les opprimait. L'intention était généreuse de la part de ceux qui recevaient à leur insu la première impulsion. L'exécution ne répondit que très imparfaitement au but que l'on s'était proposé; il n'y avait point assez

d'ordre et d'activité dans le cabinet de Madrid pour que l'on s'en aperçût. L'ordonnance, qui rendait libres des hommes qui n'auraient jamais dû perdre leur indépendance, privait trop de gens indolents des soins domestiques auxquels ils avaient été accoutumés. On aima mieux faire croire au gouvernement que ses ordres étaient suivis que de les exécuter. Cependant plusieurs villages, en quittant la juridiction des laïques, se trouvèrent soumis au pouvoir ecclésiastique, qui devait bientôt les astreindre à d'autres lois.

FONDATION DE L'ÉTABLISSEMENT DES JÉSUITES.

On avait souvent répété que jamais on ne pourrait parvenir à former un corps de nation de ces tribus errantes qui parcourent l'Amérique : tout le monde partageait cette idée; et il faut avouer que pour les Européens elle n'était point dénuée de fondement. Plusieurs faits importants venaient à son appui : un très petit nombre pouvaient servir à la combattre. Voilà que tout-à-coup s'élève un

empire d'Américains naguère sauvages, à qui on impose des lois, et qui les suivent, dont l'agriculture est la principale occupation, et dont les habitudes ont subi de tels changements qu'il n'y a peut-être point d'exemple d'une civilisation aussi
1609. prompte dans l'ordre social. Un cri d'admiration retentit de toutes parts; mais l'admiration exagère toujours; et des hommes qui ne s'étaient point jusqu'alors occupés de l'Amérique du sud, donnèrent des louanges absurdes au gouvernement qu'avaient fondé les jésuites. Il y avait sans doute beaucoup à admirer; mais il y avait aussi un assez grand nombre d'abus à faire connaître, et on passait sous silence tout ce qui aurait pu désenchanter sur ce régime heureux, sans réfléchir ni aux usages des peuples, ni au résultat de leurs travaux.

Dans la fondation de l'empire jésuitique, je vois sans doute une forte pensée; je vois dans l'administration intérieure une complication de détails fort remarquables; mais qui a refusé aux jésuites de cette époque les pensées actives

et des talents ? Dans cette occasion reste à savoir à quoi ils les appliquaient. Donnèrent-ils le bonheur aux Indiens ? On pourrait répondre qu'ils étaient mus, avant tout par une grande pensée politique.

Il y a eu de l'exagération même dans les premiers détails qu'on a donnés sur la fondation de l'empire jésuitique : ramenons tout à la vérité. Voyons les choses telles qu'elles se passaient ; c'est le seul moyen de porter un jugement sur un point historique qui a déjà tant excité l'attention de l'Europe, et qui a encore besoin d'être éclairé avec impartialité.

Une des choses qu'on doit regarder comme les plus remarquables dans le système des jésuites, celle qui satisfait le plus l'humanité, ce fut la manière dont ils fondèrent les différentes missions qu'ils ajoutèrent aux anciennes commanderies. Rarement la force fut employée ; presque toujours la persuasion opéra des changements rapides dans l'ordre social de ces peuples ; ils mirent aussi en usage une adresse que les anciens conquérants avaient

dédaignée. D'Azara, qui n'était point partisan du système des missions, admire quelquefois les moyens qui furent adoptés par la compagnie pour se procurer de nouveaux néophytes. Ils varièrent sans doute leurs moyens politiques; celui qu'ils employèrent pour former la peuplade de Taruma dut être mis plus d'une fois en usage, à cause de sa simplicité.

Un des pères de la compagnie ayant appris qu'il existait, à quelque distance de son établissement, une tribu de Guaranis entièrement sauvage, résolut de la soumettre au joug de la civilisation, et de la convertir au christianisme. Il fit rassembler un nombre assez considérable de bestiaux, ordonna à quelques indigènes convertis de le suivre, et s'avança hardiment vers les forêts qui servaient d'asile à la peuplade qu'on n'avait point encore essayé d'assujettir.

Le petit nombre d'individus qui composaient la caravane ne pouvait donner aucun ombrage aux Guaranis indépendants; ils accueillirent leurs compatriotes et l'Européen qui les conduisait. Celui-ci

leur offrit les bestiaux qu'il avait amenés, et leur dit que le désir de leur procurer l'abondance au sein de leurs forêts l'avait engagé à venir les visiter. L'insouciance sauvage fit place à la joie la plus bruyante; les festins se succédèrent; on regardait comme inutile de se livrer désormais à la chasse, et des actions de grâces étaient adressées à l'étranger bienfaisant auquel l'on devait cette vie paisible si différente de celle que mènent ordinairement les peuplades sauvages.

Cependant on eut bientôt épuisé le bétail qui avait été amené par le missionnaire. Il offrit d'en envoyer chercher d'autre; on accueillit avec joie sa proposition, et il détacha de son escorte un petit nombre de catéchumènes qui se rendirent à la réduction prochaine, munis d'instructions qu'on exécuta ponctuellement. De nouveaux bestiaux furent amenés, mais une escorte nombreuse les suivait. Elle fut accueillie; les festins recommencèrent; la joie fit oublier la prudence; en un mot, on répéta si souvent les voyages, pour se procurer des bestiaux et rendre la troupe

du missionnaire plus considérable, que bientôt la tribu sauvage fut soumise sans effusion de sang. On lui persuada que le travail devait lui donner cette abondance qu'elle avait jusqu'alors méconnue, et et dont elle sentait tous les avantages. Elle abandonna sa liberté, sans doute à regret; mais il est probable qu'on l'eût difficilement subjuguée en voulant la soumettre tout-à-coup sans lui faire connaître le seul bien qu'elle pouvait attendre de notre civilisation: une subsistance assurée.

On fut, du reste, quelquefois obligé d'employer des moyens plus violents, et toutes les missions ne se fondaient point avec la même facilité : cela dépendait du génie plus ou moins fier des tribus.

Il faut ajouter d'ailleurs que la morale du christianisme était prêchée parmi ces tribus indépendantes, et qu'elle ne tarda pas à opérer des changements salutaires, qui tournaient à l'avantage des missions, et qui permirent plus tard de fonder des villages jusques dans les parties les plus reculées de l'intérieur.

Examinons le régime intérieur des mis-

sions : il est important de le connaître pour se faire une juste idée des rapports que les néophytes pouvaient avoir avec les missionnaires.

Tout avait été parfaitement combiné pour qu'ils ne souffrissent point des besoins physiques ; mais, en s'occupant du bien-être qui devait adoucir pour eux la perte de la liberté, on ne s'était point aperçu que même leurs plaisirs avaient quelque chose de trop sévère, et rien ne pouvait remplacer pour les Indiens ces élans d'indépendance qu'ils éprouvent au sein de leurs forêts, et qui les tirent de leur apathie habituelle.

En se mettant à la tête des villages d'Indiens convertis, les missionnaires s'occupèrent d'abord d'assurer la subsistance de leurs néophytes; ils les firent travailler pour la communauté, et suppléèrent au manque absolu de prévoyance que montrent habituellement les Américains. Cependant, comme les tribus soumises appartenaient à la nation guarani, qui, de tout temps s'était livrée à l'agriculture, ils durent avoir beaucoup plus de facilité pour

obtenir d'elles un travail journalier que si ce travail avait été imposé à des peuplades de chasseurs. Il fallut néanmoins de la persévérance pour qu'il s'exécutât régulièrement ; quelques historiens rapportent que plusieurs de ces nouveaux agriculteurs se livrèrent dans le principe à cette insouciance qui engage les Indiens à satisfaire tous leurs goûts du moment, et qu'ils n'hésitaient point à tuer les animaux qu'on leur confiait, quand ils étaient pressés par la faim. Du reste, ces accidents ne furent que partiels, et l'on adopta bientôt dans la plupart des missions un système de travail, qui, en réunissant les Indiens, permettait une active surveillance. On ne doit point se le dissimuler, ce qu'il y a de plus difficile dans la civilisation d'un peuple sauvage, c'est de le soumettre à un travail réglé, c'est de lui faire comprendre qu'il faut de la prévoyance, et que des approvisionnements deviennent indispensables à ceux qui forment déjà une société où la nécessité peut se faire sentir parcequ'on cesse d'être nomade, et qu'on prend tous les besoins

de la vie sédentaire : c'est la plupart du temps dans cette circonstance importante que l'on voit échouer ceux qui s'occupent de réunir en société les nations sauvages, et il faut convenir qu'on n'emploie pas assez souvent les grands mobiles qui furent mis en mouvement par cette compagnie pour entraîner les néophytes au travail.

Le travail, comme je l'ai dit, était presque une fête, ou du moins il en présentait l'aspect, et c'était beaucoup pour des peuples qui ne craignent point la fatigue quand leur imagination est occupée, mais qui rejettent bien loin toute idée de travail, si ce travail n'a point une récompense immédiate.

La religion s'associa à ces fêtes de l'agriculture, c'est ainsi qu'elles se passaient. A l'heure marquée pour se rendre aux champs, on construisait avec des branches nouvelles une espèce de dôme de verdure sous lequel on plaçait une statue de la Vierge; la musique se faisait entendre, les cultivateurs transportaient cette espèce d'autel dans la campagne, ils l'ornaient de fleurs, et se livraient

à leurs travaux au son des instruments, qui ne cessaient de jouer les airs capables de les animer.

Sans doute ce moyen paraîtrait fort bizarre dans nos contrées, mais au Paraguay, il exerçait la plus grande influence; il exaltait l'âme des êtres les plus indolents qui, il faut en convenir, étaient presque toujours privés du moteur le plus puissant, de l'intérêt particulier qu'on ne pouvait plus trouver où tous les biens étaient communs. D'ailleurs, il faut l'ajouter, tout cela ne dut plaire aux Indiens que pendant quelques années; ils furent bientôt insensibles à cet air de fête que l'on voulait donner aux travaux qu'on leur imposait.

L'on doit avouer cependant que le temps consacré à la culture n'était point très considérable, et en cela les jésuites montrèrent une connaissance exacte du caractère de leurs néophytes.

Les denrées dont la culture était le plus généralement répandue n'offraient pas une grande variété, c'était celles dont ces peuples, encore sauvages, faisaient un

usage habituel. L'on s'occupait principalement de faire venir le maïs, le matte ou thé du Paraguay, et le cotonnier dans les endroits où le terrain lui était favorable. Tous ces produits de l'agriculture n'étaient point remis à chaque cultivateur; ils étaient réunis dans les magasins appartenants à chaque communauté; il ne pouvait donc point y avoir d'émulation dans les travaux; chaque Indien recevait la même ration de maïs, de viande et de matte. Cette ration était abondante. On l'avait calculée sur les besoins connus de l'Américain, qui, tour à tour, supporte les jeûnes les plus austères et les excès les plus dangereux.

Le vêtement était, comme on doit le penser, d'une simplicité extrême; il fallut, pour que les Indiens se décidassent quelquefois à adopter le nôtre, qu'on y attachât des prérogatives qu'ils ignoraient d'abord, et qu'on ne tarda pas à leur faire connaître. L'habit que portait le peuple consistait dans une robe blanche. Les officiers de la bourgade, toujours choisis parmi les Indiens, étaient

revêtus de brillants uniformes venus d'Europe.

Les femmes, nourries comme les hommes, étaient habillées à peu près comme eux. Si l'on demande quelle part elles avaient dans tous les travaux imposés à leurs maris, on pourra répondre que l'on s'était fort peu occupé de développer leurs facultés industrielles, et qu'elles étaient presque uniquement occupées à filer la quantité de coton qu'on leur remettait chaque semaine, comme une tâche dont elles ne pouvaient point se dispenser. Du reste, tous les autres travaux qui ordinairement leur sont destinés étaient réservés aux hommes, à l'exception de ceux qui regardent directement l'intérieur du ménage.

Ce fut dans les missions que l'on put acquérir la preuve que l'Américain est doué, peut-être plus que l'habitant de l'Ancien-Monde, de cette industrie qui exige tout à la fois de l'adresse et de l'observation, et que si, dans sa simple habitation, il ne réunit point tous les ustensiles dont nous lui avons montré l'utilité, c'est qu'il en dédaigne l'usage, et qu'un instant dé-

robé à la tranquillité lui paraît payer trop chèrement les objets qui ne lui sont point indispensables. C'est une chose vraiment surprenante que le nombre d'habiles ouvriers qui furent créés par les jésuites. Du reste, leurs talents étaient consacrés à l'embellissement du collége et des églises; car il ne paraît point qu'on leur eût permis de changer l'intérieur de leur demeure, et que d'ailleurs ils fussent disposés à ce genre de travail, dès qu'ils n'y étaient plus contraints.

Au milieu de ces travaux, avec ce caractère inquiet et changeant qui tient si bien à leur nature, et qu'on peut modifier sans le changer entièrement, les Indiens commettaient nécessairement des fautes, ou plutôt, se rappelant leur ancienne indépendance, ils la désiraient avec ardeur, et abandonnaient leur travail; alors le châtiment qu'on leur imposait était à la fois ridicule et cruel. Cette flagellation honteuse qui semblait les mettre au niveau de l'enfance, si elle ne leur faisait point prendre tout-à-coup une résolution généreuse, devait les abrutir, et, en les humiliant,

leur ôter toute énergie ; c'est un tort qui tenait au système des jésuites, et qu'on doit leur reprocher. La police nécessaire pour conserver la tranquillité dans l'intérieur des peuplades était exercée par des officiers choisis parmi les indigènes ; leur sévérité était extrême, et les plus légères fautes étaient punies avec rigueur ; c'était à eux qu'on s'en rapportait pour l'exécution de la plupart des règlements qui obligeaient les familles à rentrer à certaines heures, ordonnaient le genre de travail auquel on devait se livrer, et prescrivaient des lois jusque dans les divertissements.

Il n'était point dans la politique des dominateurs du Paraguay de négliger entièrement le génie guerrier des nations qu'ils avaient soumises ; aussi les officiers de la mission recevaient-ils l'ordre d'exercer au maniement des armes un certain nombre d'hommes composant une milice dont on pouvait, dans quelques circonstances, se servir avec succès. Chaque bourgade entretenait un corps de cavalerie et d'infanterie, et, pour ne point fronder entièrement les anciens usages des Indiens, on

avait eu le bon esprit, en leur donnant des armes à feu, de ne point les priver de la plupart de celles auxquelles leurs ancêtres étaient accoutumés; ils excellaient surtout à lancer cette espèce de fronde dont j'ai parlé précédemment. Grâce au génie inventif des jésuites, les missions ne se trouvaient point entièrement privées d'artillerie; celle des Chinois et de quelques peuples orientaux donna probablement aux missionnaires l'idée de faire des canons avec d'énormes bambous, croissant dans quelques districts du Paraguay. On sent combien leur secours eût été insuffisant dans une attaque réglée; mais, plus tard, ils eussent été peut-être remplacés par une artillerie plus formidable.

C'eût été bien mal connaître le caractère des Indiens que de ne point associer à tous ces travaux quelques cérémonies pompeuses, où la plupart d'entre eux pussent agir, aussi les fêtes importantes du christianisme ne se passaient-elles point sans être célébrées dans chaque bourgade; alors les cortéges brillants, les évolutions militaires, la musi-

que, les danses rompaient la monotonie de la vie habituelle, et quoique Muratori et Charlevoix aient singulièrement exagéré leurs descriptions, il est infiniment probable que ces cérémonies religieuses avaient toujours une grande influence sur les habitants des missions, à qui elles rappelaient d'ailleurs leurs antiques fêtes au milieu des forêts. Cependant plus tard ces fêtes générales ne pouvaient remplacer l'absence des divertissements particuliers au sein de chaque famille, dont elles eussent resserré les liens.

Par leur soin à conserver des relations amicales, même avec des nations qu'ils n'avaient jamais pu subjuguer, par les efforts qu'ils ne cessaient point de faire pour augmenter les produits de l'agriculture, les jesuites accrurent en peu de temps la population des bourgades; mais, dans cet état de prospérité, elles ne rapportaient presque rien à la couronne d'Espagne, qui faisait de vains efforts pour connaître leur administration, et qui envoyait inutilement des commissaires pour les visiter; l'entrée des mis-

sions était refusée aux délégués des vice-rois ; et si quelques évêques y pénétraient pour exercer leurs fonctions, les fêtes brillantes qu'on célébrait durant leur séjour les empêchaient de rien examiner ; ils ne pouvaient voir que des peuples heureux, parcequ'ils ne les voyaient point dans leur intérieur; ils se seraient aperçus que la monotonie de l'existence, l'obligation de ne rien conserver du produit de ses propres travaux, et l'impossibilité de franchir certaines limites, ôtaient tout ressort à ces habitants. L'administration des missions était vraiment un phénomène, mais il lui manquait, pour rendre heureux ceux qu'elle dirigeait, une chose qu'on semblait ne point vouloir leur accorder, c'était plus de liberté. Qu'était-il résulté de cette manière de conduire les hommes ? une sorte d'inertie, qui leur rendait indispensable une surveillance continuelle. On ne voulait point les accoutumer à imaginer qu'ils pussent vivre sous un autre mode de gouvernement ; cela arriva au point que les nouveaux instituteurs enseignèrent bien le mécanisme de la

lecture à leurs néophytes, mais qu'ils ne leur montrèrent point l'espagnol, en sorte que ce talent leur devenait complètement inutile.

Cependant la métropole regarda d'abord avec sécurité ce nouvel empire, qui s'élevait au sein de ses possessions, et qui échappait à son pouvoir; plus tard on vit avec inquiétude les revenus de la compagnie s'accroître, et le bruit que le territoire des missions renfermait de l'or et des pierres précieuses ne tarda pas à s'accréditer; on ne s'aperçut point que leurs véritables richesses étaient dans la fertilité du sol et dans une culture bien dirigée. En effet, ces greniers d'abondance où tous les produits venaient s'accumuler devenaient des sources intarissables d'opulence; car, avec le système suivi jusqu'alors, les besoins de la communauté étaient aisément satisfaits.

Après avoir examiné quel était le régime intérieur des habitants de la plupart des missions, voyons quel était le gouvernement qui les dirigeait.

Soit que les jésuites eussent senti la néces-

sité de faire quelques concessions aux idées de l'Europe, soit qu'ils voulussent accorder quelque chose aux idées des indigènes, ils ne voulurent point se montrer comme chefs suprêmes des missions; il paraît que, dans les derniers temps surtout, ils sentirent la nécessité de revêtir d'une considération imaginaire un cacique choisi parmi les Guaranis; aussi, lors de l'abolition de leur pouvoir, ce fantôme de roi se trouva-t-il complètement renversé; il se nommait Nicolau, et il était déjà extrêmement avancé en âge quand les missions rentrèrent sous la direction du vice-roi de Buenos-Ayres.

Néanmoins les jésuites étaient maîtres absolus dans les missions, et nous allons faire voir comment ils avaient affermi leur autorité; c'était en s'environnant d'une considération qui allait au-delà de ce que nous pouvons imaginer. Chaque village était dirigé par un curé, qui était quelquefois aidé dans ses travaux par un vicaire, appartenant toujours à l'ordre. Ce curé ne se montrait aux catéchumènes que dans les circonstances les plus importantes; on ne

le voyait guère que dans les occasions où il remplissait les fonctions qui lui avaient été confiées, ou lors de quelques fêtes particulières ; alors il occupait toujours le premier rang.

Cette habitude de ne communiquer que le plus rarement possible avec les habitants des missions était arrivée à un tel point, que le chef ecclésiastique du village n'allait point porter le viatique aux malades dans leur propre demeure ; on les transportait dans un bâtiment voisin de l'église, et ils y recevaient l'extrême-onction.

Il faut ajouter cependant que leurs subdélegués exerçaient une surveillance active sur tout ce qui pouvait ajouter au bien-être général des peuplades ; aussi se créèrent-ils par la suite des partisans, lorsqu'une seconde génération fut née dans les peuplades, et qu'elle eut perdu le souvenir de son ancienne indépendance. Il ne faut pas croire cependant que les missions aient pu conserver, pendant la durée de leur réunion, ce calme, cette tranquillité dont les missionnaires nous ont tracé un tableau si séduisant :

leur existence ne datait pas encore de longues années, qu'elles eurent non seulement à s'opposer aux incursions des peuples sauvages, mais que les milices furent contraintes à prendre une part active aux dissensions qui troublaient Buenos-Ayres et le Paraguay. L'Europe semble avoir toujours méconnu les guerres dont elles furent le théâtre, les famines qui les désolaient; une seule idée l'a occupée : c'est peut-être une trop brillante fiction.

Si l'on demande maintenant en quel état sont les missions, et ce qui est résulté pour elles de l'expulsion des jésuites, on peut répondre que si la prospérité des réductions a été exagérée, leur décadence n'eût peut-être point été aussi complète sans les derniers évènements. Sans doute l'administration active des pères avait eu une heureuse influence sur la situation générale de cette espèce d'empire, mais rien ne nous prouve qu'elle eût produit le bonheur de ses habitants. Cette subsistance qu'on leur donnait à la fin de chaque semaine, ils l'ont gagnée ensuite librement, et parmi les Indiens, cette liberté est le

premier principe de toute satisfaction; de même que la contrainte est à leurs yeux la source de tous les chagrins. Il est probable que sous leurs anciens directeurs ils eussent formé un état florissant, et qu'ils se seraient soumis à des lois dont la rigueur effrayait leurs ancêtres, ou diminuait ce noble courage qui seul peut enfanter les grandes actions. Il reste à savoir si l'on doit tout sacrifier à un bien que l'on ignore entièrement, et qui ne doit être compris que de notre postérité.

Un grand bien sans doute, c'est d'avoir fixé dans des villages plusieurs peuplades errantes; elles trouvent déjà dans leurs campagnes cultivées des avantages que ne pouvaient leur offrir les forêts : qu'on leur fasse sentir les bienfaits de la civilisation, et qu'on ne les leur impose point. Le temps leur en apprendra plus que la contrainte, et l'exemple des colons leur suffira. Malheureusement un grand nombre d'entre elles ont été dispersées durant les dernières guerres, mais il en reste encore quelques unes.

Si les Indiens opposent à nos préceptes l'indolence naturelle à la plupart des peuples de l'Amérique, je ne sais pas pourquoi on s'arrogerait le droit de les traiter en esclaves. Il faut s'efforcer de leur faire voir la misère qui marche à la suite de ces défauts qu'on leur reproche; plusieurs sentent les avantages de l'activité depuis qu'ils ont le droit d'être propriétaires. On peut prévoir dès à présent qu'ils pourront recouvrer la prospérité, et que c'est de la direction du gouvernement qu'elle dépend en grande partie.

Mais, pour dire toute la vérité, il paraît qu'on s'est bien faiblement occupé dans ces contrées de faire tourner les anciens établissements au bien général, et qu'une coupable négligence a tout abandonné; il y a loin d'une surveillance bienveillante à une domination absolue; il semble qu'on aurait dû mettre plus d'activité qu'on n'en a mis dans ce qui pouvait arrêter la décadence de ces établissements. Un voyageur du plus grand mérite a visité dernièrement les réductions qui dépendent du Brésil; il a été effrayé du changement rapide

qu'un petit nombre d'années ont apporté dans leur situation. En 1768 la population des sept bourgades brésiliennes s'élevait à trente mille âmes : lorsqu'en 1801 les Espagnols se retirèrent, ils y laissèrent encore quatorze mille âmes; en 1814 il n'y en avait plus que six mille trois cent quatre-vingt-quinze dans toute la province; en 1821 il ne se trouvait plus que trois mille individus.

Sans doute cette diminution dans la population indigène est vraiment effrayante, mais il faut réfléchir au goût des Indiens pour une vie entièrement indépendante. Il est à présumer qu'un grand nombre des anciens habitants des missions auront transporté leurs habitations en d'autres lieux, ou qu'ils se livrent à la vie errante de leurs pères.

Dans ces émigrations, la civilisation perd toujours de son empire : ces hommes vivront peut-être plus heureux, mais ils ne formeront pas de nation, et, livrés à l'inertie, ils finiront par être anéantis comme dans le reste de l'Amérique. Si l'on considère le bien à venir qui devait ré-

sulter de leur réunion pour le pays, on ne peut s'empêcher de déplorer le démembrement des bourgades : s'il s'agit de la félicité des générations présentes, je le répète encore, je ne sais s'il faut plaindre les Indiens de vivre comme leurs ancêtres; leur véritable malheur est d'être soumis à de nouveaux besoins.

Il reste cependant encore un espoir aux amis de l'humanité, c'est que, dans ce pays couvert de bestiaux, les Indiens civilisés embrasseront la vie pastorale, ou qu'ils ne perdront point l'habitude de se livrer à la vie agricole; mais, c'est avec douleur qu'on le voit dans l'ouvrage de M. de Saint-Hilaire, Artigas a détruit vingt-trois missions; il faut espérer que la paix réparera ces maux. On ne saurait trop le répéter, les anciennes réductions doivent plus que jamais attirer les regards du gouvernement : autrement il se priverait des faibles ressources agricoles que peut lui fournir son territoire; et d'ailleurs il doit se sentir comptable, envers la société, de l'existence de tant de nations intéressantes : plus l'oppression de la guerre a

été terrible, plus on doit chercher à la faire oublier.

Mais ces réflexions m'ont éloigné de mon sujet, ou plutôt de la suite d'évènements qui me restent à retracer, et qui, pour la plupart, ont rapport aux missions; car désormais cette institution importante s'allie à tous les souvenirs historiques.

SITUATION DU PARAGUAY PENDANT UNE PARTIE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Durant la domination des jésuites dans les missions, il se forma une opposition ecclésiastique, dont les détails ne manquent point d'un certain intérêt, parcequ'ils servent à faire connaître la véritable situation de ce corps puissant. Je vais en retracer rapidement les détails, quoiqu'ils aient perdu maintenant la plus grande partie de leur importance, parceque les troubles qu'ils excitèrent se perdent au milieu des évènements qui firent tomber

une portion des réductions au pouvoir d'une puissance limitrophe.

A cette époque, le pouvoir des gouverneurs se trouvait continuellement modifié par la puissance jésuitique, et l'on vit même des chefs civils perdre la vie dans la lutte où ils s'étaient engagés. Je n'entreprendrai point de rappeler ici ces différents évènements, qui sont maintenant sans un grand intérêt pour l'Europe ; mais je ne dois point passer sous silence le dernier, à cause de l'influence qu'il eut par la suite sur une guerre plus importante, en accoutumant les missionnaires à se mêler aux affaires purement politiques de la province, et à faire marcher hors de leurs peuplades les néophytes qu'ils avaient soumis au joug de la civilisation, et qui devinrent redoutables quand ils eurent à leur disposition des armes de l'Europe.

Les jésuites, en établissant leurs missions, avaient fait une chose qu'on était bien loin de leur reprocher en Europe, mais qui excita vivement contre eux la haine des colons; car ils faisaient sentir à ceux-ci leur puissance, et ne savaient

point leur faire oublier qu'ils les privaient du service des commanderies, et qu'en rassemblant les Indiens en corps de nation, ils ôtaient toute possibilité de les considérer comme des vassaux destinés à servir les habitants. De leur côté les Espagnols, accoutumés depuis long-temps à cette domination qu'ils croyaient avoir acquise par leur conquête, s'en voyaient dépouillés par des ecclésiastiques dont le pouvoir s'accroissait sous leurs yeux, et qui leur ravissaient même tous les avantages commerciaux. Ils regardèrent les missionnaires comme leur enlevant toutes leurs prérogatives, et formèrent un parti considérable, rendu plus fort encore par l'esprit d'indépendance qui s'était manifesté dès le principe. Pendant plusieurs années ce malheureux pays se trouva plongé dans des troubles civils presque entièrement ignorés de l'Europe, et cependant bien funestes dans leurs conséquences. Les missionnaires alors étaient devenus trop puissants pour ne point triompher; d'ailleurs ils avaient souvent pour eux la métropole, leur empire sur les esprits,

et, ce qui était de plus formidable, une population nombreuse prête à exécuter leurs moindres ordres.

Depuis long-temps on désirait un gouverneur qui pût s'emparer du timon des affaires au Paraguay, et qui sût contenir d'une main ferme les deux pouvoirs dans les justes bornes que la raison leur assignait. D. Diègue de los Reyes fut nommé pour remplir cet emploi important; mais un autre choix eût peut-être été préférable : on accordait à ce gouverneur des principes d'honneur qui le faisaient estimer; sa bonté lui gagnait les cœurs, il manquait de cette fermeté si nécessaire dans les circonstances où il allait se trouver. Bientôt le nombre de ses ennemis s'accrut; ils étaient tous dans les rangs élevés de la société : un complot se forma; la dissension menaça de s'emparer de la ville, il fut décidé qu'un juge informateur se transporterait à l'Assomption pour examiner la situation des choses, et pour remédier aux maux que l'on craignait.

Don Joseph de Antequera fut choisi

pour remplir cette mission. C'était un homme actif, entreprenant : on en attendait de promptes instructions, et peut-être ne craignait-on pas assez son ambition, qui ne le rendait guère propre à être médiateur. Quand il arriva, le gouverneur visitait les réductions ; on l'accueillit avec empressement dans la capitale du Paraguay. Il ne tarda pas à s'emparer du pouvoir, relégua D. Diègue de los Reyes à quelque distance de la ville, lui intenta
1721. un procès, et le fit bientôt renfermer dans un cachot.

Antequera se trouva alors gouverneur, et personne ne s'opposa à l'excès de son pouvoir; cependant il ne put empêcher que don Diègue ne parvînt à s'évader. Celui-ci obtint de la vice-royauté du Pérou de nouveaux pouvoirs, et se dirigea vers l'Assomption, où son ennemi avait acquis une puissance qu'il était bien loin de vouloir abandonner. En effet Antequera s'empara de l'esprit du conseil, et se fit investir d'un nouveau pouvoir jusqu'à ce qu'on pût en référer au vice-roi.

Il paraît cependant que don Diègue

s'était fait un appui des jésuites, et que 1723.
les missionnaires adoptèrent son parti, parcequ'il se trouvait en opposition avec les colons, dont ils avaient eu à craindre la puissance.

Ces redoutables adversaires eurent un moment de triomphe. Le vice-roi du Pérou révoqua le pouvoir qu'il avait accordé momentanément à Antequera, et confirma don Diègue dans son emploi; mais celui-ci tomba bientôt entre les mains de son ennemi. Le désordre s'accrut. Il se forma un parti complètement indépendant et complètement opposé au vice-roi
et aux jésuites; une petite armée fut or- 1724.
ganisée et l'on marcha contre Antequera, que l'on prétendait vouloir se faire couronner roi du Paraguay. Ce fut alors que les jésuites reçurent l'ordre formel de sortir du collége de l'Assomption, et de se retirer dans les lieux soumis à leur juridiction.

Les affaires prenaient de jour en jour un aspect plus inquiétant; enfin on en vint aux mains, et dans la première action trois cents Indiens perdirent la vie. Le parti

d'Antequera ne laissa que vingt-cinq hommes sur le champ de bataille ; mais, s'il faut en croire Charlevoix, la trahison avait eu part à cette victoire.

Antequera ne tarda pas à comprendre que les milices des réductions finiraient par lui être fatales ; car elles possédaient alors un certain nombre d'armes à feu. Il marcha donc, pour s'en emparer, contre les villages les plus voisins : mais à son approche les néophytes s'enfuirent dans les montagnes et dans les forêts; la guerre interrompit leur civilisation naissante, et il paraît que plusieurs missions reçurent alors un échec dont elles eurent de la peine à se relever.

Après cette campagne, Antequera revint à l'Assomption, où il reçut les honneurs du triomphe. Ce fut alors que l'on vit se montrer sur la scène politique un homme dont les esprits sages attendaient les plus grands bienfaits. Don Joseph de Palos, coadjuteur de l'Assomption, tenta de faire intervenir son pouvoir entre les deux partis, et réussit pendant quelque temps à les calmer.

Cependant Antequera avait commis de trop nombreuses exactions pour se soutenir toujours dans la même situation; ses partisans commençaient à l'abandonner, quand une nouvelle circonstance fit complètement chanceler son pouvoir. Le vice-roi du Pérou avait été récemment remplacé par un homme énergique qui se douta bien que la première entreprise formée contre l'insurrection serait sans résultat avantageux; il fit partir rapidement des ordres pour que don Bruno-Maurice de Zavala, gouverneur de Buenos-Ayres, attaquât de nouveau le Paraguay, et s'emparât du pouvoir. Cette fois Antequera se crut obligé d'opposer l'adresse à la force: il invita don Bruno à se rendre à l'Assomption; mais il répandit en même temps le bruit que les Indiens allaient faire une irruption dans la province, et que rien ne pourrait arrêter les efforts de ces néophytes, dont on se rappelait avec effroi que la vengeance devrait être terrible.

Cependant don Bruno se préparait à 1725.
exécuter les ordres du gouvernement, mal-

gré l'activité singulière d'Antequera, qui n'omettait rien de ce qui pouvait s'opposer au changement dont il devait être victime.

L'armée de Buenos-Ayres se mit donc en marche, et tout devait faire croire que la guerre qui commençait à désoler ce malheureux pays allait être terrible. Don Bruno avait toujours montré de l'énergie dans sa conduite : il était soutenu par le pouvoir du gouvernement et par le pouvoir des jésuites ; ce qui alors commençait à être différent, car, à cette époque, les missions eussent été en état de résister même aux ordres des vice-rois.

Antequera était un homme entreprenant, dont le caractère ardent et passionné pouvait exciter de grands mouvements ; mais il ne conservait point ensuite assez de prudence pour les réprimer. Qu'arriva-t-il ? quand le nouveau gouverneur, envoyé par la métropole, commença à mettre une certaine activité dans ses démarches, quand le parti des jésuites parvint à ressaisir une influence qui avait été long-temps comprimée, ce chef ne sut

pas prendre d'autre parti que celui de la fuite ; il quitta secrètement l'Assomption, et se réfugia à Cordoue, une des villes de l'intérieur, où il chercha à conserver quelques marques de son ancienne puissance.

Mais là, il était trop près de ses ennemis et il leur donnait trop de craintes pour qu'il dût espérer de vivre paisiblement; un ordre formel de l'arrêter partit du Pérou, et lui prouva qu'il avait agi avec la plus grande imprudence en ne quittant point le pays. Il fut conduit, sous sûre escorte, à Lima.

RÉTABLISSEMENT DES JÉSUITES. FORMATION DU PARTI DE LA COMMUNE. MORT D'ANTEQUERA.

Quoique privé de son chef, le parti qu'il avait formé existait encore, et suivait son système d'opposition. Les jésuites ne pouvaient triompher entièrement, et ils étaient encore éloignés du collége de l'Assomption, dont ils avaient été chassés. Un ordre formel du roi les 1728.
rétablit dans leurs anciens priviléges, et

alors ils acquirent une nouvelle puissance qui devint sans doute fatale à Antequera.

A cette époque, les opérations judiciaires étaient bien lentes en Espagne, mais dans les colonies elles éprouvaient des délais incroyables, et l'on en a une preuve cruelle dans le procès de l'ancien gouverneur du Paraguay : l'enquête dura cinq ans. Il ne s'attendait point sans doute à la fin tragique qui lui était réservée, et il se sentait bien moins coupable que ses ennemis ne voulaient le faire croire, puisque durant le temps qui s'écoula entre sa mise en accusation et son jugement il eut la ville de Lima pour prison, sans qu'il cherchât à profiter de cette liberté ; mais il avait affaire à des ennemis que le temps n'appaisait point, et qui marchaient secrètement à leur but. Sans l'affirmer, on répéta qu'il avait eu l'intention de se faire proclamer roi du Paraguay, sous le titre de Joseph Ier ; il fut déclaré coupable de haute trahison, et condamné à perdre la tête sur l'échafaud.

Ce jugement ne pouvait manquer d'exas-

pérer plusieurs individus qui y voyaient la preuve d'une vengeance terrible exercée par des hommes déjà redoutés. Au moment de périr, Antequera trouva des partisans dans Lima, on craignait même une émeute, et cette crainte était fondée (1).

Le vice-roi redoutait tellement le peuple de Lima, qu'il fit venir, pour le jour de l'exécution, une partie de la garnison

(1) Charlevoix, en affirmant que D. Antequera se réconcilia sincèrement avec les jésuites, rapporte les bruits qui couraient sur sa mise en jugement. « Quelques oydors, disait-on, n'avaient pas voulu signer l'arrêt de sa mort; ceux qui l'avaient signé étaient devenus l'objet de la haine publique; et le président, jusque là justement estimé et respecté pour son intégrité et sa probité, se trouva en butte aux satires les plus sanglantes; les jésuites y furent encore moins épargnés que les juges, et elles coururent tout le Pérou. Le cri général était que le vice-roi sacrifiait l'innocence la plus reconnue à la passion de ces religieux, et ils n'osaient plus se montrer.» (*Histoire du Paraguay*, tome v, page 170, édition in-12.)

de Callao. Malgré cette précaution, on ne put éviter ce que l'on redoutait.

Antequera marchait au supplice, monté sur un cheval caparaçonné de noir; il était précédé d'un héraut qui proclamait hautement son jugement, et, chose bien étrange pour un tel homme, un jésuite marchait à ses côtés: c'était lui, dit-on, qui l'avait demandé pour en obtenir les dernières consolations.

Cependant le peuple, irrité à la vue de ce spectacle, ne peut contenir son indignation; des murmures il passe aux menaces; il demande hautement la grâce de celui qu'on traîne à l'échafaud. Le vice-roi prend alors une prompte résolution, il marche contre la multitude. Cette action téméraire, loin de rétablir le calme, ne fait qu'exaspérer les esprits; enfin, craignant qu'Antequera n'échappe au supplice, il ordonne de faire feu sur lui: l'infortuné tombe baigné dans son sang, et termine ainsi une vie qui avait eu une influence politique si importante dans ces contrées.

Ainsi périt un homme en qui l'on re-

marquait plus d'ardeur que de prudence, et que son caractère ne rendait guère propre aux fonctions dont on l'avait chargé : peut-être fut-il la victime de quelque grande résolution politique ; peut-être, après l'avoir opposé à une association que l'on redoutait, l'abandonna-t-on en voyant qu'il n'avait pu réussir ; c'est ce que semblerait indiquer cette phrase : « Si on examine bien mon affaire, disait-il à tout 1731.
propos, je serai comblé d'honneur, sinon il faudra me faire pendre. »

Ce qui hâta son exécution, ce fut sans doute la tournure que prenaient les choses au Paraguay ; les jésuites s'y trouvaient rétablis, mais les esprits y étaient exaltés plus que jamais, et peut-être pouvait-on prévoir dès lors le système de gouvernement qui serait par la suite adopté : le parti des *comuneros*, qui avait acquis une puissance remarquable, prouva que les habitants du Paraguay et de Buenos-Ayres ne se regardaient plus comme dépendants des caprices de la métropole.

Les choses étaient dans cette situation lorsque l'on apprit la mort d'Antequera.

Il est facile d'imaginer l'effet que cette nouvelle produisit sur les esprits, en se rappelant que les habitants les plus considérables avaient partagé, pour la plupart, les opinions de l'ancien gouvernement. La rage fut à son comble ; on résolut de mourir les armes à la main plutôt que de se soumettre à un joug plus rigoureux que celui qu'on supportait encore.

Il arriva alors ce que nous avons vu de nos jours : les partis se multiplièrent et s'aigrirent ; ils triomphèrent tour à tour ; les jésuites furent chassés de nouveau du collége de l'Assomption, et ce qu'ils y possédaient fut livré au pillage ; ils se virent contraints de se retirer dans les missions.

Après cet évènement, le désordre s'accrut encore ; les comuneros résolurent de porter la guerre jusque dans les établissements de la compagnie ; on fit même marcher quelques troupes, mais elles furent repoussées, après un faible engagement.

1732. A cette époque, D. Bruno de Zavala, qui avait anéanti le pouvoir d'Antequera,

était encore gouverneur de Buenos-Ayres, il protégeait les réductions, et ce fut sans doute à son intervention qu'elles durent leur sécurité.

Vers le même temps, D. Manuel-Augustin de Ruiloba fut nommé gouverneur du Paraguay. On enjoignit au provincial des jésuites de lui fournir le nombre de néophytes qui pourraient lui être nécessaires pour assurer sa domination. 1732.

Il semble qu'à cette époque les choses étaient dans une situation assez embarrassante pour l'Espagne : deux partis puissants l'effrayaient; elle tâchait sans doute de contre-balancer leur pouvoir en les opposant l'un à l'autre ; mais alors les jésuites triomphaient.

Il y eut une trêve momentanée ; les troupes de la commune quittèrent leur campement sur les frontières des réductions, et les néophytes cessèrent d'inquiéter les Espagnols.

Cependant les plus grands troubles régnaient à l'Assomption ; l'évêque de cette ville et celui de Buenos-Ayres différaient d'opinion. La junte des communes ne

pouvait plus s'accorder. Sur ces entrefaites elle apprit bientôt que le vice-roi avait donné les ordres les plus absolus pour la dissoudre et pour punir les principaux insurgés. Cette politique était violente, on en eut bientôt la preuve.

La situation des missions n'était pas beaucoup plus heureuse que celle du Paraguay. Les troupes qu'on se voyait contraint de tenir prêtes à opérer un mouvement faisaient négliger l'agriculture : la disette, les maladies épidémiques désolèrent bientôt plusieurs villages, une
1733. foule de néophytes s'enfuirent dans les forêts. Les historiens du temps parlent même d'une émigration de 466 tobatines qui reprirent le même jour leur indépendance.

Enfin le nouveau gouverneur arriva, et il fit son entrée dans la capitale sans trouver d'opposition ; on lui rendit même des honneurs qui l'enhardirent ; il défendit alors que le nom de la junte fût même prononcé. L'administration subit un changement complet ; un calme trompeur rassurait ce chef imprudent ; il n'osa cependant

point rétablir tout-à-coup les jésuites, comme le lui enjoignaient les ordres du gouvernement; il prit le parti de temporiser; mais la junte n'avait point adopté le même système, sa résolution avait été prompte.

Son opposition ne resta pas long-temps secrète; le gouverneur vit bientôt qu'on opposait la force à la force. Dans cette circonstance son parti fut le plus faible : déjà les troupes étaient en présence lorsque la plupart des siens l'abandonnèrent; il montra du courage, mais sa fermeté ne put le sauver; il reçut la mort sans que le petit nombre de ceux qui l'entouraient eussent le temps de le défendre.

Les comuneros ne connurent pas de bornes dans leur vengeance, et dans cette circonstance ils se mirent en opposition tellement directe avec le gouvernement, sans toutefois lever l'étendard de l'indépendance, que tout accommodement devenait impossible.

Cependant la commune prit alors le titre de junte générale; elle choisit un gouverneur pour le Paraguay : Juan Ortiz de Vergara fut nommé son défenseur. Un

changement complet fut encore opéré dans l'administration, et l'évêque de Buenos-Ayres, qui, étant partisan du nouvel ordre de choses, avait changé sa résidence, ratifia tout en signant les nouvelles ordonnances.

Les jésuites ne pouvaient guère espérer alors de revenir jamais à l'Assomption, et l'on fut même sur le point de raser les bâtiments du collége; un arrêt du nouveau gouverneur, D. Jean d'Arregui, confisqua les biens qu'ils possédaient dans cette ville, et une nouvelle ordonnance devait les obliger de transférer au-delà du Parana toutes les missions qui se trouvaient en-deçà de cette rivière. Cette mesure de sûreté paraissait indispensable dans un moment où l'on allait être probablement attaqué par les ordres du gouvernement.

1734. Mais D. Bruno de Zavala s'opposa, comme on devait le penser, à l'exécution de cette ordonnance. Le père d'Aguilar reçut l'ordre de faire marcher vers les frontières du Paraguay un nombre considérable d'Indiens. On voit, par ces guerres

interminables, combien les réductions étaient loin de cet état de paix que l'on vantait en Europe.

Trois mille Indiens marchèrent vers les rives du Tebiquari ; alors la consternation s'accrut dans la capitale du Paraguay ; car il paraît que les néophytes, rendus à leurs anciennes habitudes militaires, étaient souvent d'implacables ennemis.

Don Bruno Maurice de Zavala résolut de 1735.
marcher de son côté contre le gouvernement du Paraguay, et il faisait les préparatifs indispensables à son expédition, lorsqu'il reçut sa nomination à la vice-royauté du Chili ; il n'en continua pas moins son entreprise.

Il fit plusieurs sommations à la junte générale, qui ne furent point écoutées. Enfin on en vint aux mains ; mais les forces de la commune n'étaient point assez considérables ; elles furent anéanties : les chefs périrent.

Les Indiens prirent une très faible part à cette affaire décisive, et bientôt ils reçurent l'ordre de rentrer dans leurs réductions. Les jésuites feignirent de ne point

vouloir retourner à l'Assomption, et se firent presser par l'autorité de reprendre leurs anciennes fonctions. On acquiesça à toutes leurs demandes; ils se trouvèrent réintégrés dans le collége, et s'ils ne furent point aimés, ils parvinrent à se faire craindre. A cette époque ils prirent une nouvelle consistance dans le pays; ils s'établirent à Buenos-Ayres et dans Montevideo, qu'on avait commencé à peupler depuis 1726.

Quoique don Bruno de Zavala fût mort en se rendant à son nouveau gouvernement, et que l'on pût craindre quelques nouveaux efforts du parti de la commune, le gouverneur qu'il avait donné au Paraguay, don Martin d'Echauri, maintint pendant assez long-temps la tranquillité; mais il était aisé de voir qu'on était plutôt las de la guerre que les esprits ne s'étaient apaisés.

Il devenait difficile que la portion commerçante de la population fût satisfaite du système que l'on avait rétabli. Les missionnaires lui faisaient un trop notable dommage, et elle ne pouvait en aucune manière supporter la concurrence, en rai-

son du bas prix auquel les chefs de réductions livraient leurs denrées, et surtout le thé du Paraguay.

SITUATION DU PAYS DURANT LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Après les évènements que je viens de rapporter, il ne se passa rien de bien remarquable dans l'administration pendant plusieurs années; mais quand les troubles furent apaisés intérieurement, il fallut songer à se défendre contre les ennemis naturels des Européens. Les Guaycourous et les Mocovis portèrent leurs ravages jusqu'aux portes de la Conception; ils furent repoussés par les néophytes, dont les chefs ecclésiastiques acquirent alors une nouvelle influence par le service qu'ils avaient rendu.

Les jésuites agrandirent alors leur système de civilisation. Ils avaient triomphé dans la lutte qui s'était établie; leur succès leur donna une nouvelle énergie : ils entreprirent de soumettre, dans l'immense province du Chaco, des peuples qui

s'étaient toujours refusés à leur joug; et s'ils ne purent réussir partout également, plusieurs établissements se formèrent. Ces missions ne furent point exemptes de dangers, des religieux y périrent avec leurs néophytes.

Bien qu'un historien affirme que les missions n'étaient point alors si peuplées qu'autrefois, la puissance et la richesse des jésuites s'accroissaient; par leurs soins l'agriculture s'était probablement perfectionnée, mais il ne paraît point que la découverte de métaux précieux les eût enrichis, comme on le pensait alors en Europe. Cependant il se peut qu'en s'avançant vers les frontières du Pérou ils eussent découvert des terrains aurifères.

L'influence que la compagnie avait alors en Europe contribuait sans doute beaucoup à augmenter la puissance des missionnaires du Nouveau-Monde, mais elle s'opposait peut-être à ce qu'ils développassent toute leur ambition. Cependant le gouvernement espagnol, surpris des trésors qui s'accumulaient dans les coffres de la compagnie sans que ses revenus augmentassent, exigea

bientôt que la capitation fût payée plus exactement. Ce qu'il y a de certain, c'est que les missionnaires s'opposaient toujours avec véhémence à ce que des laïques ou même des séculiers visitassent l'intérieur des villages; s'ils accordaient cette faveur à des gouverneurs ou à des commissaires, ils les environnaient tellement de fêtes et d'honneurs, que ceux-ci n'avaient ni le loisir ni la possibilité de rien examiner.

Qu'aurait-on observé alors ? Sans doute l'abondance était répandue sur toute la population ; mais l'on aurait vu aussi parmi les habitants le désespoir de ne pouvoir sortir des limites assignées à chaque mission, et le chagrin de ne rien posséder en propre. Il eût été facile de se convaincre de nouveau, que nulle émulation ne venait animer une population plongée dans l'apathie.

La marche qui avait été convenable dans l'origine ne devait pas être continuée. La commuuanté des biens pouvait être salutaire lorsque l'on réunit les indigènes pour la première fois, et qu'il s'agissait d'assurer leur subsistance; mais plus tard elle n'était utile qu'aux chefs ecclésiastiques, et sans

doute les néophytes ne tardèrent pas à le remarquer. On prétend qu'on n'usa point envers tous du même système, et que l'on finit par accorder quelques propriétés particulières; mais ce ne dut être qu'à l'époque où l'intérêt de la compagnie l'exigea impérieusement. Il paraît alors que les commandeurs laïques imitèrent le système des missions, et qu'ils concédèrent des fermages dans l'intérieur des établissements qu'on leur avait soumis.

ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE DES JÉSUITES. GUERRE AVEC LES DEUX PUISSANCES LIMITROPHES.

Ce qui fit surtout penser que les jésuites voulaient se créer un état indépendant de la métropole, ce fut la guerre qui survint à la suite du traité où, sous le nom de leurs catéchumènes, ils furent en guerre avec deux puissances.

Depuis long-temps le gouvernement espagnol désirait posséder un établissement fondé sur la côte par les Portugais, auxquels il n'était point d'une extrême im-

portance. La colonie d'El-Sacramento offrait non seulement un port aux navires qui se rendaient à Buenos-Ayres, mais sa possession présentait encore un autre avantage à l'Espagne, qui se trouvait à même d'empêcher la contrebande active que l'on faisait depuis plusieurs années avec ses possessions, au moyen de ce point de relâche où l'on trouvait un entrepôt facile pour les marchandises.

Sans doute il eût été beaucoup plus simple de se désister d'un système absurde, et de ne point faire, pour le soutenir, des concessions dont on pouvait se repentir; mais pour cela il eût fallu peut-être bouleverser complètement le mode d'administration employé pour les colonies. Aussi trouva-t-on fort heureux de pouvoir échanger une partie des réductions contre l'établissement maritime dont j'ai parlé.

Peut-être à cette époque l'Espagne n'était-elle point sans crainte en voyant l'accroissement du pouvoir de la compagnie, peut-être voulait-elle affaiblir ce nouvel état théocratique, fondé au sein de ses états. Son démembrement fut résolu, on

statua que les missions de l'Uraguay passeraient sous la domination portugaise.

Quand cette nouvelle parvint en Amérique, les choses changèrent complètement de face dans les divers établissements du Paraguay. Depuis quelques années, les réductions avaient présenté l'aspect d'une paix profonde; on y voit bientôt tous les ferments de la guerre : l'agriculture est abandonnée; on songe à se procurer des armes; on en trouve, parcequ'il a fallu, dit-on, s'en procurer autrefois pour repousser les tribus ennemies. Alors la guerre se déclare définitivement, on affirme que les catéchumènes ne veulent point se soumettre aux décisions de la cour; les choses prennent une tournure sérieuse.

Je crois devoir extraire d'un voyage inédit dans l'Inde les détails que nous donne sur cette circonstance un témoin oculaire.

« A la première nouvelle des conventions arrêtées entre les deux cours, les jésuites sentirent que le démembrement du Paraguay allait ruiner leur crédit; l'assemblée des missions fut convoquée; l'adresse des missionnaires échauffa

les esprits, on résolut de ne pas déférer aux ordres qui viendraient d'Espagne, et de prendre même les armes pour la défense de l'union. Les jésuites se flattèrent sans doute qu'ils pouvaient éluder la première exécution de l'ordre.

« Cette chaleur dans les esprits vient de la tournure que les jésuites ont donnée aux ordres du roi d'Espagne; ils ont persuadé à leurs néophytes qu'on allait les abandonner aux Paulistes, dont ils seraient les esclaves. »

L'auteur se livre ici à des réflexions assez vives contre les Paulistes; je ne les rappellerai pas, parcequ'elles sont à peu près étrangères au sujet.

« La cour d'Espagne fit embarquer, en 1754, deux mille hommes de troupes réglées, sous la conduite de don Pèdre de Cevallos, lieutenant-général. Il commença, en arrivant à Buenos-Ayres, la guerre contre les jésuites: le capitaine-général de Rio-Janeiro marcha de son côté, avec les troupes de son gouvernement, vers les frontières du Paraguay. Les Espagnols et les Portugais remportèrent plu-

sieurs avantages, dont je n'ai pu me procurer des détails certains. Les deux nations ne poussèrent pas cette guerre avec une chaleur égale, les désavantages de l'échange et les difficultés dont il était traversé devaient en effet en dégoûter les Portugais.

» A peine connaît-on en Europe l'empire que les jésuites ont fondé par la puissance de la parole, et qu'ils ont depuis défendu par la force des armes. Quelles absurdités n'a-t-on point débitées à ce sujet! Le roman de ce Père Nicolas, que nos gazettes honoraient du nom de roi, le provincial des jésuites ne l'eût pas fait couronner, les missionnaires prétendent même ne point s'écarter de la soumission qu'ils doivent au roi d'Espagne en désobéissant à ses ordres. Leurs néophytes, disent-ils, les ont contraints à cette levée de boucliers; ils tâchent même de les excuser en objectant que le désir de se conserver la qualité de sujets du roi d'Espagne est l'unique cause de leur résistance. Cette réponse n'est assurément qu'une mauvaise défaite, et la cour de Madrid ne s'en est nullement

contentée. Les jésuites ont eu, à Madrid, une défense de paraître à la cour; le roi a même renvoyé son confesseur.

» M. de Cevallos a eu ordre d'entrer dans les missions, et de contraindre les jésuites à obéir et à se soumettre à la volonté du roi; leurs néophytes ont osé risquer quelques combats, qui ne leur ont pas réussi; ils ont perdu trois ou quatre de leurs généraux, entre autres un fameux jésuite, dont les relations de ce pays content tant de merveilles, sous le nom de père Tonnerre.

» On doit remarquer que c'est la cour d'Espagne qui a mis les armes à la main des missionnaires du Paraguay; ils sollicitèrent la permission de fournir quelques fusils à leurs néophytes, sous prétexte de défendre ces nouvelles peuplades contre la multitude des nations barbares qui les environnaient, et dont la plupart, loin d'ouvrir les yeux à la lumière de l'Évangile, faisaient une nouvelle guerre à ceux qui avaient eu le bonheur d'en être éclairés. Les ministres de Philippe IV et ceux de Charles II, son successeur, ne balançaient jamais les inconvénients d'une

demande, lorsque des apparences pieuses en cachaient le motif. Le Paraguay devint bientôt un grand dépôt d'armes de toute espèce. Il est difficile qu'une société qui sent ses forces, et qui a en mains la puissance des armes, ne soit pas tentée d'en exercer les droits ; c'est ce qui vient d'arriver aux jésuites ; mais il est probable qu'ils seront enfin contraints d'obéir, et que le Paraguay sera divisé. L'intérêt de l'Espagne le demande ; elle obligera le Portugal à continuer une guerre qu'il n'a entreprise qu'à regret, jusqu'à ce qu'il ait été mis en possession d'un pays inutile à sa grandeur, qui le prive d'un entrepôt commode pour le commerce interlope et d'un terroir fertile et cultivé, dont la partie méridionale du Brésil tirait presque toute sa subsistance.

» Les principales places de commerce en Europe ont souvent retenti du bruit des confiscations de plusieurs grandes parties de marchandises appartenantes aux jésuites ; les toiles, les draps, les vins, les huiles, le fer, en masse et travaillé, ne se trouvant pas dans leurs colonies, ils en faisaient venir de France et d'Angleterre

pour leur consommation. Ils ont mis depuis leurs vassaux en état de se procurer, par leur travail, une partie de leurs besoins; cependant il y a des choses pour lesquelles ils sont encore dans la dépendance de l'Europe; mais, afin de remédier aux inconvénients des confiscations, ils ont pris le parti de ne plus charger leurs ballots sur les flottes de Cadix et sur les vaisseaux de Lisbonne: des particuliers à leur dévotion obtinrent, par le crédit des jésuites, de ces sortes de permissions qu'on nomme indults, en vertu desquelles un vaisseau peut aller en droiture des ports d'Espagne et de Portugal dans les possessions des deux couronnes en Amérique. Les particuliers munis de ces indults chargent des navires à Lisbonne et même en Angleterre: ils se rendent au Brésil sous le pavillon portugais; à la vue des terres, ils arborent un grand pavillon blanc traversé d'une croix noire, c'est la bannière des jésuites du Paraguay. On les reçoit sous ce pavillon dans les ports du Brésil. Il y en avait un dans la rade de Rio-Janeiro lorsque nous y sommes arrivés. Le capi-

taine, le second, le pilote, sont jésuites; ils viennent débarquer leurs marchandises dans la rivière d'Argent, d'où elles remontent facilement jusqu'au Paraguay.

»Ce fait paraît incroyable, mais rien au monde n'est mieux constaté, la côte du Brésil est souvent visitée par ces religieux commerçants. On a peine à comprendre la facilité que les officiers espagnols et portugais leur ont procurée jusqu'à présent, au mépris des ordres de leur cour et contre le bien de leur colonie. Le Paraguay ne communique à la mer que par la rivière d'Argent; ainsi les armements des jésuites ont besoin de la connivence du gouverneur de Buenos-Ayres et de celle du commandant du Saint-Sacrement, soit pour descendre à la mer, soit pour remonter au Paraguay. Ces vaisseaux ont pour passe-port un certificat du provincial des jésuites; mais ces pères n'ont pas encore eu le crédit d'en faire comprendre l'authenticité dans les conventions générales, et un capitaine de mauvaise humeur serait capable d'enlever leurs vaisseaux, sous prétexte de ne pas trouver

le pavillon des jésuites dans le nombre de ceux qu'on a ordre de respecter. »

Après avoir parlé encore de la manière surprenante dont était conçu le gouvernement de son temps, et avoir indiqué que l'on fut contraint, vers les dernières années, d'établir la propriété particulière, et de se rapprocher de notre état social, qu'il regarde comme moins heureux, le voyageur continue ainsi : « Un petit peuple peut être gouverné comme la république de Platon ; mais les premiers accroissements ébranlent sa constitution, laquelle étant une fois entamée, doit être naturellement changée ; d'ailleurs, la nécessité dans laquelle les jésuites ont été d'armer leurs néophytes devait opérer leur changement, et amener la propriété particulière. Une société nouvelle sent ses forces dès qu'on lui met les armes à la main ; il est impossible qu'elle puisse se contenter des lois qu'elle a reçues originairement, surtout lorsqu'elle n'a pas été formée d'abord pour être guerrière ; il est donc naturel qu'elle se donne d'autres lois : c'est ce qui serait arrivé au Paraguay, dans

une progression plus lente, si les troubles qui se sont élevés à l'occasion de ce singulier établissement n'en avaient pas absolument changé la forme primitive.»

Lorsque tout fut rentré dans l'ordre, les missions continuèrent à prospérer, elles s'agrandirent même encore; les négociants de l'Assomption continuèrent aussi à se plaindre amèrement du tort que la compagnie leur faisait, mais leurs réclamations furent pendant quelque temps complètement inutiles.

Cependant ces réclamations se succédèrent avec tant d'activité, que le gouvernement sentit la nécessité d'intervenir dans cette affaire. Une ordonnance obligea les néophytes à ne plus importer dans l'Assomption plus de douze mille arrobas (1) d'herbe du Paraguay.

L'ordre et l'activité régnaient à un tel point dans les missions, que cette mesure ne diminua guère leur puissance. On trouva de nouveaux débouchés, et le com-

(1) L'arroba vaut trente-deux livres. Voyez la *Chorographia brasilica*.

merce continua avec l'intérieur; on ne négligea rien en même temps pour accroître les pâturages, et l'on comptait dans les missions jésuitiques près de deux millions de têtes de bétail.

Le nombre des villages ne s'était pas considérablement accru; mais ceux qui dataient de la formation des établissements étaient devenus beaucoup plus considérables, et présentaient des constructions infiniment plus commodes. Les églises offraient un luxe d'ornements inconnu dans le reste des établissements espagnols de cette partie de l'Amérique méridionale. Bientôt même l'égalité cessa d'exister entre les missions comme dans le principe; Yapegu et Candellaria furent regardés comme les deux capitales. Enfin les choses en vinrent au point que la cour d'Espagne, en considérant la nouvelle puissance dans l'influence qu'elle pouvait avoir un jour, résolut de l'anéantir (1). Les missions con-

(1) Les évènements d'Europe lui donnèrent bientôt la possibilité d'effectuer ses projets.

tenaient alors près de deux cent mille habitants.

EXPULSION DES JÉSUITES.

Lorsque les jésuites reçurent l'injonction de quitter l'Espagne, des ordres partirent presque immédiatement pour qu'ils abandonnassent tous les pays soumis à la domination espagnole. Le marquis de Buccarelli était alors vice-roi de Buenos-Ayres ; il reçut l'injonction expresse d'expulser les pères de toutes les missions ; mais comme on craignait de leur part une certaine résistance, il était de la plus haute importance d'exécuter secrètement les ordres de la cour, et le moindre délai pouvait entraîner de graves inconvénients. En conséquence le vice-roi envoya vers les différentes peuplades d'Indiens des officiers sûrs chargés de dépêches qu'ils ne devaient ouvrir qu'au moment où ils en recevraient l'ordre. Malgré cette prompte détermination et ces mesures de prudence, le marquis de Buccarelli craignit un moment de voir échouer son projet ; on ap-

prit qu'un navire venant d'Europe avait été battu par la tempête, et s'était vu contraint de relâcher sur la côte : par lui tout pouvait être découvert, et les missions devaient se mettre promptement en état de défense.

La résolution du général Buccarelli fut aussi prompte que l'évènement était inattendu ; il envoya sur les pas des officiers, et leur prescrivit d'ouvrir leurs dépêches, quoique tous ne fussent point parvenus à leur destination. Ses ordres furent ponctuellement exécutés : on s'assura des jésuites dans les différentes missions où ils commandaient ; ils ne mirent aucune opposition à ce que l'on exécutât le décret qui les expulsait de l'espèce d'empire qu'ils avaient fondé. Leurs papiers furent saisis, mais l'on ne sut jamais d'une manière bien positive ce qu'ils contenaient d'important pour la politique de l'époque (1). 1768.

M. de Bougainville était à Buenos-Ayres lorsque cet important évènement arriva ; il fut même témoin de la manière dont on

(1) Voyez à ce sujet la *Chorographia brasilica*.

reçut les chefs des villages indiens envoyés en députation pour assurer le roi de l'adhésion des missions à ses ordres. Le fameux Nicolas, qui avait joué un instant le rôle de cacique supérieur, était alors parvenu à un âge extrêmement avancé, et ne put point venir à Buenos-Ayres; il acheva paisiblement le reste de sa vie.

Après l'expulsion des jésuites, le Paraguay, qui avait excité un moment toute l'attention de l'Europe, cessa d'occuper les esprits. Il était curieux en effet de voir se former, à l'extrémité sud du Nouveau-Monde, un gouvernement ecclésiastique qui réunissait les tribus sauvages les plus considérables, et qui pouvait un jour exercer la plus grande influence sur le reste de l'Amérique. Cet état, qui s'était formé en si peu d'années, tomba en un instant. Sa chute n'excita pas assez vivement l'attention du gouvernement espagnol; il avait su renverser un pouvoir qu'il craignait, mais il ne sut point profiter de tout ce qui avait été créé, et son indolence habituelle donna au souvenir du gouvernement des jésuites une durée qu'il n'eût point eue

sans cela. On resta persuadé qu'après eux la décadence était inévitable; on ne fit pas assez d'attention au gouvernement qui devait continuer leurs travaux, et l'on ne voulut pas se rappeler qu'une puissance qui n'améliorait point son administration en Europe ne changeait point de système dans ses colonies.

Livrés à l'oubli par l'Espagne, les gouvernements de Buenos-Ayres et du Paraguay devinrent d'une si faible importance, que l'on n'en parlait qu'en se rappelant cet empire d'Indiens dont on s'était plu si souvent à peindre le bonheur, et sur lequel personne ne voulait prendre de justes idées.

L'agriculture était si peu favorisée dans ces contrées, que dans quelques endroits les cultivateurs, au défaut d'instruments en fer, se servaient d'os (1) d'animaux pour remuer la terre. Il y avait en même temps si peu d'encouragement pour le commerce, qu'il était défendu aux négociants d'envoyer leurs denrées dans les ports d'Eu-

(1) Voyez d'Azara.

rope. Le gouvernement se chargeait des exportations, et ce ne fut que bien tard qu'on le vit modifier ce système absurde qui devait laisser le pays dans un état inculte, également défavorable et à son bien-être et aux intérêts de la métropole.

Je terminerai ces réflexions en ajoutant que tout ce qu'on vient de lire sur une institution fort extraordinaire aura sans doute dissuadé une foule de personnes d'une idée assez généralement répandue, savoir : qu'il n'existait point au Paraguay d'autre gouvernement que celui des jésuites. On a vu que le gouvernement espagnol lui était peut-être soumis en plusieurs circonstances; mais qu'il n'en existait pas moins, complètement séparé par ses lois, par son administration et surtout par ses intérêts. Après l'expulsion de la Compagnie, la direction ecclésiastique des missions fut remise à divers ordres religieux qui ont continué jusqu'à nos jours à donner leurs soins aux bourgades d'Indiens convertis (1).

(1) J'ai rejeté dans les notes quelques autres documents sur ce gouvernement extraordinaire.

ÉTAT PHYSIQUE DU PAYS A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Il reste maintenant à faire connaître la partie la plus importante de l'histoire de ces contrées; mais avant de passer aux détails politiques qui nous feront connaître la dernière révolution, je crois devoir entrer dans quelques détails sur la situation physique et morale du pays, vers la fin du dix-huitième siècle.

Après avoir été administré pendant quelque temps par un gouverneur relevant du vice-roi du Pérou, Buenos-Ayres et les provinces limitrophes formèrent une vice-royauté qui se composait de neuf provinces, savoir : Buenos-Ayres, le Paraguay, Cordova, Salta, Portos, Plata, Cochabamba, la Paz et Puerto (1). Le voyageur européen qui parcourait ces provinces était surpris de la diversité des

(1) Comme tout le monde le sait, on a ajouté au nouveau gouvernement le Tucuman, détaché de la province de Salta, Mendoza, qui faisait partie de celle de Cordova; Corientes, entre Rios, et la Banda orientale.

productions ; il voyait dès lors la fertilité succéder à un pays stérile à mesure que l'on s'éloignait des bords de la mer, et les plus beaux bois de construction s'élevant loin des lieux où ils pouvaient être le plus utiles.

Comme de nos jours, ces vastes plaines de Buenos-Ayres, qui ont jusqu'à neuf cent milles d'étendue, étaient peuplées d'innombrables bestiaux, mais on y voyait errer encore en plus grand nombre les jaguars qui s'élancent sur une proie facile, les chiens marrons qui échappent à la domesticité, et ces troupeaux d'autruches qui cherchent dans de vastes plaines la liberté qu'elles ne peuvent point trouver, comme les autres oiseaux, dans les airs. On commençait à planter dans les pampas monotones qui entourent la ville un arbre précieux, venu de l'Orient pour embellir de sa verdure l'extrémité de l'Amérique méridionale : le pêcher, qui s'est si rapidement propagé, formait quelques plantations

On ne préparait pas en aussi grande quantité ces viandes sèches, qui depuis ont alimenté une grande partie de l'Amé-

rique méridionale ; cependant les côtes de la Patagonie offrent un sel excellent, qui pouvait dès lors approvisionner une partie du Nouveau-Monde. Les innombrables lacs salés du Tucuman présentaient les mêmes avantages, mais l'indolence empêchait de connaître mille ressources qui ont été appréciées depuis.

Cette indolence était parvenue à un tel point, que les habitants libres du Paraguay eurent pendant une année de fertilité des moissons abondantes qu'ils négligèrent de couper, et qu'il fallut un ordre du gouvernement pour les contraindre à un travail de quelques jours, dont ils devaient obtenir l'abondance pour un long espace de temps.

Dans quelques provinces, des vignes et des amandiers avaient été plantés (1) ; mais

(1) Il est à remarquer que la vice-royauté, selon sa nouvelle organisation, formait dès lors deux parties, distinctes par leur histoire et par la nature de leur sol. Les provinces qui avaient été détachées du haut Pérou présentent un aspect bien différent de celles qui relevaient de l'ancienne capitainerie de Buenos-Ayres.

toutes n'avaient pu obtenir de voir croître sur leur sol ces utiles végétaux de l'Europe. Le gouvernement s'y opposait comme s'il eût été envieux des bienfaits de la nature.

Les provinces occidentales, telles que Mendoza et la Paz, qui sont plus fertiles, voyaient leur agriculture méprisée pour l'exploitation des mines qu'elles seules renferment. Ces mines elles-mêmes, dont on eût pu tirer quelques avantages, étaient mal administrées et ne présentaient point tous les résultats qu'elles peuvent offrir. Partout on voyait les funestes effets de l'abandon de la métropole et de la négligence du gouvernement qui la représentait.

Son système était si singulier, qu'on n'admettait aucun étranger dans la vice-royauté de Buenos-Ayres. Le climat eût convenu cependant plus que tout autre aux Européens; car on n'y connaît point la fièvre jaune, et la plupart de ces maladies qu'on peut redouter dans le reste du Nouveau-Monde.

Qu'était-il résulté de cet isolement dans lequel on s'efforçait de mettre l'Amérique du sud. Une absence d'industrie portée à

un tel point, que, dans quelques endroits, comme je l'ai déjà dit, on cultivait la terre avec des ossements de chevaux, et que les habitants des campagnes ne possédaient pas les ustensiles de ménage les plus indispensables dans tous les pays ; le gouvernement ne portait pas même ses regards sur les points les plus importants. Il ne pouvait ignorer l'avantage qu'on devait tirer des havres excellents situés le long de la côte de la Patagonie, et il ne s'occupait en aucune manière de peupler cette immense contrée, qui pouvait être envahie d'un moment à l'autre par une puissance maritime de l'Europe.

L'administration intérieure de la vice-royauté offrait un désordre auquel il était de jour en jour plus difficile de remédier. Le plus grand mal venait du nombre excessif des employés et de leurs petites déprédations, répétées continuellement (1).

Les moyens d'éducation, qu'on a depuis si rapidement propagés, se trouvaient presque nuls alors, et l'on ne pouvait

(1) Voyez d'Azara.

guère les obtenir qu'en envoyant ses enfants dans la métropole, et en leur donnant des idées fort contraires peut-être à celles qu'exigeait la situation de leur véritable patrie.

Cependant les choses se seraient peut-être maintenues ainsi pendant quelques années, sans les mouvements qui avaient lieu en Europe.

ÉVÈNEMENTS POLITIQUES QUI PRÉCÉDÈRENT LES PREMIERS MOUVEMENTS D'INDÉPENDANCE.

Comme on a déjà pu le remarquer depuis la conquête, ce pays fut souvent en proie à de violentes [dissensions intestines; mais il fut rarement attaqué par des puissances étrangères, Dans le dix-septième siècle, les Français, conduits par Timoléon Osmat, tentèrent de s'emparer de Buenos-Ayres; ils abandonnèrent leur
1653. entreprise en voyant les dispositions qui avaient été faites pour les recevoir. Plusieurs années après ces tentatives se renouvelèrent et elles furent aussi infruc-
1671.
1681. tueuses.

Le gouvernement ne craignait donc rien au dehors; mais il avait à redouter les indigènes, qui sentaient se réveiller souvent leur amour pour l'indépendance; toutefois il n'avait point à réprimer des révoltes aussi terribles que celles de Tupac Amaro et de Tupac Cutari, dont le courage effraya un moment le vice-roi du Pérou.

On a pu comprendre quelle était la situation de cette contrée vers la fin du dix-huitième siècle; les Anglais la connaissaient parfaitement, ils espérèrent la mettre à profit, et en tirer peut-être d'immenses avantages par la suite.

Le général Béresfort se présenta donc devant Buenos-Ayres avec quinze ou dix-huit cents hommes, et l'évènement prouva 1805.
que cette entreprise n'était point téméraire comme on aurait pu le supposer. Buenos-Ayres tomba entre les mains des Anglais.

Ils n'en restèrent point long-temps les maîtres. Un de nos compatriotes leur arracha bientôt leur nouvelle puissance. Linier, capitaine au service d'Espagne,

ne put voir sans indignation cette conquête facile rester au pouvoir de nos rivaux. Après la reddition de Buenos-Ayres, il se rendit à Montevideo pour implorer des secours de don Pascal Huidobro, et marcha bientôt à la tête de mille hommes contre les Anglais, qu'il contraignit à abandonner le pays après leur avoir fait souffrir des pertes considérables, malgré la supériorité du nombre (1).

(1) Ce fut vers cette époque que les milices, selon Funes, s'organisèrent, grâces à l'activité et au dévouement de Linier. Après nous avoir dit que, conduits par un même sentiment, le riche marchait à côté du pauvre, et l'esclave près de son maître, qui lui donnait la liberté pour la défense d'une juste cause, cet historien continue ainsi : « Les hommes les plus habiles dans l'art de la guerre avaient peine à comprendre comment des milliers d'hommes, exclusivement livrés au commerce, à l'agriculture et aux arts, avaient pu parvenir, en moins de six mois, à acquérir cette perfection de mouvements qu'on remarquait dans leurs évolutions. » Voyez *Ensayo de la Historia civil del Paraguay, Buenos-Ayres*, etc., t. III, p. 433.

Après cet évènement, Linier fut nommé commandant civil et militaire de la province par le cabildo de Buenos-Ayres. Mais le vice-roi Sobremonte voulut bientôt reprendre son ancienne autorité, et le peuple s'opposa à ce qu'il rentrât dans la ville. On n'avait point oublié qu'il s'était retiré dans l'intérieur pendant que les côtes se trouvaient attaquées.

Malgré un premier échec, les Anglais ne se découragèrent point; ils attaquèrent de nouveau Buenos-Ayres. Sous la direction du général Whitlock, ils prétendaient s'emparer du gouvernement au nom du roi d'Angleterre. Linier les chassa de nouveau.

Comme le dit un écrivain judicieux (1), « Cet évènement eut une grande influence sur la révolution de ces provinces. Les Américains venaient d'éprouver leurs forces, de libérer leur territoire, de repousser les entreprises d'une nation puissante. Cet effort, ce succès rendit à ces peuples accourus pour défendre leur patrie le sen-

(1) M. de F., *Précis historique sur la révolution des provinces unies de l'Amérique du sud.*

timent de leur indépendance; ils rougirent, après avoir chassé des Européens, d'être encore courbés sous le joug d'une nation européenne. Enfin l'invasion de l'Espagne acheva de déterminer les Américains à rompre les liens qui les enchaînaient à la métropole. »

Ce fut alors que les évènements politiques qui se passaient en Europe, eurent une prodigieuse influence sur le sort du Nouveau-Monde. Tandis que l'Angleterre voulait agir par la force dans ces contrées, la France chercha à obtenir par la persuasion ce que le courage refusait aux armes d'une puissance rivale. Mais les habitants de Buenos-Ayres sentirent que dans l'un et dans l'autre cas, c'en était fait de leur indépendance. Et ils ne se laissèrent point leurrer par de fausses espérances.

Linier fut bien mal récompensé des services éminents qu'il avait rendus à l'Espagne. Sa nomination à la place de gouverneur, loin d'être confirmée par la métropole, fut abolie par la junte de Séville, qui suspecta encore une fidélité dont on lui avait donné des preuves évidentes; mais

pour retirer au général français les importantes fonctions qu'on lui avait confiées, il fallait trouver un prétexte quelconque. On le chercha dans sa qualité d'étranger.

Don Balthazar Cisneros fut promu à la dignité de vice-roi, et Linier se vit contraint d'abandonner un pays qu'il avait défendu courageusement. Il finit par se retirer à Cordova, mais il n'y resta point paisible spectateur de la lutte qui commençait à s'engager.

SITUATION DE BUENOS-AYRES AVANT 1812. INFLUENCE QUE DUT AVOIR L'ARRIVÉE DES FRANÇAIS EN ESPAGNE.

Sans anticiper davantage sur la marche des choses, on peut dire que l'esprit d'indépendance faisait des progrès rapides dans ces contrées, à l'insu du gouvernement, et presqu'à l'insu des habitants eux-mêmes. Ils se contentèrent pendant long-temps de cette liberté que leur donnait la nature du pays; ils en jouirent en quelque sorte tacitement, parceque la métropole, en les vexant dans certaines circonstances, ne pouvait les atteindre

dans une foule d'autres. Mais quand les lumières s'accrurent parmi eux, ils comprirent qu'il leur manquait des institutions, et ils résolurent d'en avoir qui convinssent à leur caractère et à leur situation. Que l'on y fasse attention, ceci arriva dans presque toute l'Amérique.

Les habitants de Buenos-Ayres sentirent pendant quelque temps les injustices dont ils étaient victimes sans pouvoir révéler ce qui irritait leur raison et flétrissait leurs cœurs. Il fallait une occasion favorable pour montrer toute l'impression que leur causaient l'injustice et l'abandon de la métropole, elle ne tarda pas à se montrer: mais quelques années auparavant une fermentation cachée indiquait combien le premier effort que l'on ferait pour échapper au pouvoir de l'Espagne pourrait être puissant.

Lorsque les Français entrèrent en Espagne, et que ce royaume sembla devoir rester leur conquête, les Américains réclamèrent la liberté de ne point se soumettre à un joug étranger; sans lever l'étendard de la rébellion, ils réclamèrent le

pouvoir de conserver leur indépendance. Ils se rappelèrent alors, comme les Péruviens et les Mexicains, que tandis que six à huit millions d'Espagnols étaient représentés par cent cinquante députés de leur choix, quinze millions d'habitants de l'Amérique n'avaient pour soutenir leurs droits que vingt-huit individus que l'on prenait sans discernement parmi les colons établis à Cadix. Les hommes de couleur libres ne purent oublier que le gouvernement ne voulait point les comprendre dans le cens, tandis qu'il en agissait tout autrement en Europe.

Les Français étant maîtres de l'Espagne, et l'ancien gouvernement se trouvant renversé, la régence qui s'établit pour conserver les droits de la couronne, voulut aussi conserver sur l'Amérique tous les droits devenus l'apanage de la royauté; mais le mécontentement était parvenu au plus haut degré dans les possessions d'outre-mer, et l'on commença à sentir les premiers effets de cet amour de l'indépendance qui depuis s'est déclaré si rapidement.

Néanmoins les Américains ne préten-

daient point alors se soustraire entièrement au pouvoir de l'Europe et de la monarchie ; ils n'exigeaient que des changements dans leur administration, et il est curieux pour l'histoire de connaître les griefs dont ils faisaient leurs plaintes au gouvernement européen. Un ouvrage assez récent (1) nous a conservé ce document, je le transcris ici.

Ils se plaignaient : 1° du pouvoir arbitraire exercé par ses vice-rois et les capitaines-généraux, qui éludaient souvent les lois, et même les ordres du roi. (Voyez *Leg.* 173, *tit.* 15, *lib.* II, de la *Recopilacion* dans laquelle ils disent que les officiers envoyés par le roi d'Espagne sont fréquemment accusés et déposés, ce qui n'arrive jamais aux fonctionnaires nommés par les vice-rois.) 2° Ils se plaignaient encore de ce que l'*audiencia* était composée d'Européens, seuls juges dans les procès, et qui avaient le droit d'interpréter les lois

(1) *Esquisse de la révolution de l'Amérique espagnole*, par un citoyen de l'Amérique méridionale ; traduit de l'anglais, 1817.

en leur faveur. 3° Que l'audiencia prenait souvent des décisions clandestines, prononçait le bannissement, et rendait une foule d'arrêts cruels, sans jugement légal. 4° Qu'ils étaient traités avec méfiance par le gouvernement, malgré la loyauté qu'ils avaient manifestée dans la guerre de la succession pour la couronne d'Espagne, en résistant aux insinuations de la France et de l'Angleterre, et, par-dessus tout, malgré le dévouement et le rare courage qu'on leur avait vu déployer, lorsque Carthagène et Buenos-Ayres furent attaqués par les Anglais. 5° Qu'ils étaient obligés de supporter les insultes d'un Espagnol, par cela seul qu'il était Européen, et qu'en cela il se regardait comme un être d'une nature supérieure, et comme maître de l'Amérique espagnole. » (Ici, l'auteur cite un exemple de cet orgueil, dont on aurait peine à croire l'excès en Europe; selon lui, on considérait les Indiens comme une race se rapprochant de celle des animaux.

Le sixième sujet de leurs plaintes venait de ce que les colons avaient été graduellement écartés de toute participation au com-

mandement et aux dignités dans leur pays même. Et, en dernier lieu, ils exprimaient leur mécontentement de ce que la métropole s'opposait à l'établissement de toute manufacture, et ajoutait à ce dernier genre de vexation des entraves, arrêtant certaines espèces de culture qui pouvaient rendre ces contrées indépendantes du commerce de l'Europe

La régence, comme je l'ai déjà dit, bien loin de faire cesser le mécontentement, l'augmenta encore davantage. L'Amérique espagnole commença d'un commun accord à prendre une attitude imposante vis-à-vis la métropole, ses différentes provinces ne l'abandonnèrent cependant pas complètement comme elles eussent pu aisément le faire. Une sorte de générosité les en empêcha. Cependant cette générosité ne pouvait point aller jusqu'à les décider à perdre leurs droits. Des proclamations de Napoléon étaient parvenues dans le pays; elles n'eurent point le succès qu'on en attendait; la plupart des anciens gouverneurs, nommés par l'Espagne, jaloux de conserver leur autorité, oublièrent ce qu'ils de-

vaient à ceux dont ils tenaient leur pouvoir; ils témoignèrent le désir d'adopter le parti du vainqueur.

Ce fut alors que l'on eut l'intention d'établir des juntes qui devaient diriger l'administration intérieure; mais ce mode de gouvernement ne convenait plus à des hommes aigris depuis long-temps et qui avaient déjà médité de recouvrer leur indépendance. L'on crut devoir faire quelques concessions, et l'on permit la sortie de deux navires qui devaient porter dans les ports étrangers le superflu de ces cuirs et de ces denrées communes que l'on amassait inutilement dans les magasins des différentes villes.

En froissant les intérêts des colons, en les rendant plus étrangers que jamais à la patrie de leurs pères, et en les affranchissant même de ces besoins que l'on puise dans un commerce continuel avec un pays entièrement civilisé, le cabinet de Madrid ne s'était point aperçu qu'il créait en quelque sorte une nation à part, différente par ses mœurs, par ses inclinations, par ses besoins.

L'habitant de Buénos-Ayres, méprisant heureusement le faste de l'Europe, se contenta de ces moyens de subsistance que la nature a répandus de tous côtés sur son territoire. Toujours en présence de ces hommes qui sont libres par leur caractère et par de simples institutions, il se sentit promptement disposé à les imiter, en dédaignant les principes de son ancien gouvernement.

Qu'il descendît d'un blanc sans mélange ou d'une indigène alliée à l'Européen, l'habitant de ces contrées sentait toujours le feu de l'indépendance couler dans ses veines, car les premiers conquérants n'avaient presque point admis entre eux de ces distinctions que donnent les titres. Dès le principe, un blanc à Buénos-Ayres ne servit jamais un autre blanc, et il fallut que l'indigène fût vaincu dans les combats, pour descendre aux fonctions de l'esclave, dont souvent encore il s'avait s'affranchir.

Les noirs ne se mêlèrent que faiblement à la population, car les besoins de l'agriculture n'étaient point très con-

sidérables, l'humilité de l'esclave servit donc rarement le despotisme du maître. Les gens de couleur se trouvèrent promptement libres par le genre de vie qu'ils adoptaient. On a senti si bien depuis qu'en un pays essentiellement libre dans ses institutions il ne devait point y avoir d'esclaves, que l'on a affranchi tous ceux que la prudence permettait de rendre indépendants.

Le caractère de la population semblait donc indiquer dès lors l'esprit d'égalité que l'on a vu depuis agir avec tant de force; mais le changement ne devait pas s'établir sans difficulté : il allait y avoir du sang de répandu dans la lutte qui s'établissait entre les deux partis. La régence avait rabattu de ses prétentions ; elle adressa même aux Américains une proclamation, où elle leur accordait des droits qu'elle avait toujours méconnus, et dans laquelle en reconnaissant le despotisme du vice-roi, elle trouvait bon qu'on fût parvenu à s'y soustraire. Cet aveu des torts qu'on avait eus jusqu'alors envers les habitants du Nouveau-Monde arrivait un peu tard; le gouver-

nement américain se regardant comme n'ayant de puissance que par le pouvoir qui régissait la métropole, les membres influents résolurent de former un corps d'administration indépendant : le corps municipal prit les rênes du gouvernement et adopta le titre de Junte suprême : ses actes étaient publiés néanmoins au nom de Ferdinand VII.

PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE. — MORT DE LINIERS.

De toutes les provinces unies de la Plata, ce fut à Buenos-Ayres que la nouvelle mesure s'effectua le plus facilement. Le vice-roi Cisneros ne cacha point les doutes qu'il conservait sur la validité de son pouvoir, et il activa en quelque sorte les mesures qui devaient le déposséder de son autotité (1).

(1) Voici les noms des habitants qui opérèrent ce changement : D. Juan Jozé Castelli, D. Manuel Belgrano, D. Filiciano Chiclana, D. Juan Jozé Paso, D. Hipolito Vyeites, D. Nicolas Pena, D. Jozé Daragueira, D. Francisco Paso, D. Florencio Terrada, D.

Le congrès s'assembla; la junte fút formée, et bientôt elle commença ses sessions. Un des premiers actes qui émanèrent de son autorité fut d'envoyer un député à Monte-Video pour faire prendre à cette ville le même système de gouvernement qu'elle avait adopté; il n'était point difficile de persuader aux habitants de secouer le joug de la métropole; leurs dispositions les y portaient : mais le parti royaliste était encore assez fort dans cette place, et beaucoup de personnes pensent qu'il recevait des secours du Portugal, à l'instigation de la reine, épouse de Jean VI : des troupes espagnoles furent débarquées et entrèrent dans la ville; dès lors la guerre commença dans ce pays.

25 mai 1810.

Soit que dès cette époque le Paraguay eût l'intention de se séparer de Buenos-Ayres, soit que les Espagnols y fussent plus puissants que dans les autres gouverne-

Tompson, D. Ramon Vyeites. D. Juan Ramon Balcarsel, D. Antonio Luiz Beruti, D. Martin Rodriguez, D. Augustin Dorado, D. Mathias Yrigoyen.

ments, les chefs s'opposèrent à la junte, et, ce qu'il y a de plus étrange, ils furent secondés secrètement par Cisneros, qui n'avait probablement provoqué les mesures des patriotes que par esprit de crainte ou pour avoir le temps de former un parti.

Ce parti avait pris de la force à Cordova ainsi qu'à Chuquisaca, et il comptait plusieurs hommes entreprenants, parmi lesquels on distinguait le général Liniers. Celui-ci leva bientôt une armée de deux mille hommes et fit tous ses efforts pour s'opposer aux troupes de la junte, qui menaçaient de s'emparer du pays; on s'aperçut alors de la perfidie du vice-roi, et l'on se contenta de l'exiler aux Canaries avec quelques uns des membres de l'audiencia qui avaient agi dans le même système.

Cependant les troupes de la junte poursuivaient leurs opérations sous le commandement du colonel O Campo; Liniers fut vaincu, et il eut le malheur de tomber au pouvoir de ses ennemis à une époque où des services encore récents auraient pu lui faire pardonner. Ce général et les mem-

bres les plus influents de son parti perdirent la vie ; c'était un homme de talent, que ses qualités rendaient digne d'un meilleur sort.

Ici commence une longue suite d'évènements ; ils devaient être nécessairement le résultat de cette activité dans les esprits, qui avait fait si promptement adopter une révolution importante dans tous ses mouvements : nous en rappellerons les circonstances les plus remarquables.

Il était de la plus haute importance pour Buenos-Ayres d'avoir un allié qui le secondât dans ses efforts. Le gouvernement agit avec assez d'adresse pour se faire donner des secours par la junte du Chili. Bientôt l'armée victorieuse occupa le haut Pérou : mais ce qui afflige dans le commencement de cette guerre, et ce qui afflige plus encore par la suite, ce sont ces exécutions qui suivent les victoires ; il semble qu'il se mêlait des inimitiés particulières au désir de l'intérêt général, et que la guerre de l'indépendance fût devenue une guerre à mort pour les deux partis.

L'armée de Buenos-Ayres reçut bientôt un renfort de cinq mille hommes et continua à s'avancer sous les ordres du brigadier Balcarces, tandis que les opérations diplomatiques étaient dirigées par Castelli, membre de la junte.

Quelque temps auparavant cette espèce d'invasion, les Cortès formées alors en Espagne avaient senti combien était impolitique la conduite de la régence; ils s'alarmèrent vivement de l'esprit qui régnait parmi les Américains et commencèrent à écouter les réclamations du petit nombre des députés d'Amérique qui siégeaient parmi eux. Onze propositions, tendantes à abolir les abus qui régnaient dans les possessions d'outre-mer, furent présentées à l'assemblée qui gouvernait provisoirement l'Espagne: après bien des retards ces propositions furent rejetées, malgré la modération qui avait présidé à leur rédaction.

Pour arrêter les troupes de Buenos-Ayres, le corps municipal de Lima vint demander une suspension d'armes à Castelli; et, comme bases d'une paix future, on lui présenta les propositions que l'on disait avoir été ac-

ceptées. La junte de Buenos-Ayres ayant eu connaissance de cette nouvelle circonstance, résolut de conclure un armistice avec l'armée royaliste qui se trouvait alors sous les ordres du général Goyeneche; mais il existait aussi une armée royaliste au Paraguay. La junte envoya alors contre elle des forces trop peu considérables, sous les ordres de Belgrano; ses troupes furent battues sur les rives du Tacoary.

Bientôt cependant le Paraguay suivit l'impulsion générale qui avait été donnée à cette portion de l'Amérique méridionale; le parti royaliste fut renversé, une junte se forma; mais quoiqu'elle jugeât à propos de faire alliance avec celle de Buenos-Ayres, elle en resta séparée.

Par sa situation géographique, le Paraguay se voyait dans la nécessité de chercher un allié sur le bord de la mer. N'ayant aucun port pour l'exportation de ses marchandises, il devait tendre à se créer un débouché; et s'il a depuis changé de système, c'est d'après la volonté d'un seul homme (1), qui veut appa-

(1) Le docteur Francia.

remment se créer des ressources intérieures avant de songer à son commerce. Il n'en est pas des états situés dans l'intérieur de l'Amérique méridionale comme de ceux qui se trouvent loin de la mer en Europe. Parmi ces derniers, la quantité de population, le nombre des routes, la variété des produits industriels, font naître un commerce intérieur qui ne peut guère exister dans le Nouveau-Monde, où partout l'industrie est à peu près la même, où des contrées désertes entourent des pays civilisés.

Le Paraguay doit faire tous les efforts pour devenir un pays agricole et industriel ; et, jusqu'à ce qu'il ait acquis assez de puissance, il doit chercher à se créer des débouchés par des alliances habilement ménagées ; il suivit en 1811 un meilleur système que celui qu'il développe maintenant, où il semble se refuser à toutes relations.

La révolution, comme on l'a vu, s'opérait rapidement à l'extrémité de l'Amérique du sud, mais l'union ne régna pas long-temps parmi tous les membres du gouvernement. Il ne pouvait guère en être

autrement ; trop d'intérêts, trop de passions, venaient d'être mis tout-à-coup en mouvement. Saavedra et Moreno étaient chefs de deux partis opposés, et s'accusaient mutuellement de vouloir augmenter leur puissance, en employant des moyens opposés ; mais un homme qui devait avoir la plus grande influence sur son pays, commençait à se faire connaître et adoptait la cause qui le rendit célèbre : Artigas abandonnait le parti des royalistes et se rangeait sous les drapeaux de l'indépendance.

Dans la querelle qui s'était élevée au sein de la junte, Moreno se vit contraint d'abandonner ses prétentions : celles de Saavedra triomphèrent ; cette opposition hostile de deux hommes marquants avait porté la dissension jusque dans l'armée républicaine, qui se partagea en deux partis, et qui laissa l'armée royaliste obtenir quelques succès sous le commandement du général Goyeneche, qui par de sanglantes exécutions fit voir encore le caractère odieux que cette guerre allait prendre.

Il fallait que le désir d'une juste indépendance fût entré bien profondément dans le cœur des Américains, pour qu'il fût toujours le même au milieu du choc des partis et de ces mouvements de quelques ambitieux qui pouvaient lui faire prendre une autre direction. Les vues de Saavedra n'échappèrent point aux yeux clairvoyants qui veillaient à la conservation d'un bien plus grand que tous les autres; il fut déposé.

Quoique la déclaration de l'indépendance n'eût point été officiellement présentée à la métropole, on marchait à grands pas vers le but que l'on s'était proposé. Mais pour éviter les troubles qui avaient jusqu'alors signalé l'établissement du nouveau gouvernement, on résolut d'améliorer ses institutions; les habitants s'assemblèrent, et la direction des affaires fut confiée à trois membres qui partageaient l'administration avec deux secrétaires de six mois en six mois. Des députés municipaux devaient nommer un successeur à l'un des nouveaux directeurs, dont le pouvoir était encore

modifié, quant à la liberté de la presse, par une junte spéciale renouvelée chaque année.

Après que ces changements se furent opérés à Buénos-Ayres, Artigas et Rondeau assiégèrent Montevideo, et ce fut alors que la politique du cabinet de Rio Janeiro se montra davantage. Il devint à peu près évident que l'on voulait ou conserver l'extrémité sud de l'Amérique à Ferdinand VII, ou s'emparer de son port principal dans le cas où l'on ne devait point réussir; cependant, à cette époque, le général Ellio fit des propositions de paix au gouvernement de Bue- 1811.
nos-Ayres, qui les accepta, surtout en prenant en considération la clause qui obligeait les Portugais à se retirer sur leur territoire; c'était alors une chose assez remarquable que le peu de bonne foi qu'on mettait de part et d'autre à tenir les conventions des traités. Le siége de Montevideo fut levé; non seulement les troupes Portugaises ne s'éloignèrent pas, mais elles commirent des hostilités sur le territoire de Rio de la Plata, comme

si on se fût fait un jeu de tromper des gens que l'on regardait comme des rebelles.

Ce fut alors que le gouvernement de Buenos-Ayres commença à se trouver dans une situation inquiétante; ses troupes avaient été battues non loin du Pérou, et il fallait que sur un point tout différent on s'opposât aux troupes portugaises; celles-ci craignirent heureusement les efforts de la nouvelle armée qu'elles allaient avoir à combattre : on conclut un armistice, qui fut observé plus fidèlement
1812. que le premier traité de paix.

Il fut alors très heureux pour la république que la paix régnât au dehors; car une conspiration se tramait à Buenos-Ayres, et l'on se proposait de renverser le gouvernement.

Le complot, dit-on, fut découvert par une imprudence : l'on en parla devant un esclave qui en rapporta les circonstances principales. Selon d'autres documents, les révélations vinrent de plus haut : vingt personnes environ qui avaient trempé dans la conjuration reçurent la mort.

Cependant ce gouvernement que quelques particuliers avaient voulu renverser le fut bientôt par le vœu de la nation ; on trouva que les discussions qui survenaient nécessairement entre les trois directeurs, mettaient trop d'entraves à la marche des affaires dans les circonstances où l'on se trouvait. En conséquence le pouvoir fut remis à D. Pozadas, auquel on adjoignit sept conseillers.

Ce fut alors que l'on vit un homme qui 1813.
n'avait point eu l'occasion de déployer ses talents prendre une activité indiquant assez le rôle qu'il allait jouer désormais.

Belgrano avait été battu par Goyeneche, San-Martin fut mis à la tête des troupes, et il prouva dès le principe que sous sa direction les choses allaient promptement changer de face. A ses ordres, une armée de près de quatre mille hommes s'organisa dans le Tucuman ; elle eut bientôt mis les troupes royalistes dans l'impossibilité de renouveler leurs approvisionnements, au moyen d'une foule de guérilas qui se portaient rapidement sur différents points. Tandis que San-Martin

obtenait quelques succès dans l'entreprise dont il avait été chargé, le ministre des finances Don Juan Larrea s'occupait de former une flottille que l'on pût opposer à celle du parti ennemi. Un négociant anglais, nommé Brown, fut chargé, sous le titre d'amiral, de diriger ses opérations ; il n'obtint d'abord aucun résultat important, mais il parvint cependant à chasser la flottille royale en s'emparant de quelques uns de ses bâtiments; et bientôt il fut devant Monte-Video, dont il commença le blocus.

L'époque à laquelle nous sommes parvenus dans l'histoire de ces contrées offre encore un autre évènement trop important dans la situation politique du nouveau monde, pour que nous ne lui accordions point un article séparé : il s'agit de la liberté des noirs.

ÉMANCIPATION DES NOIRS A BUENOS-AYRES.

Sans vouloir diminuer en rien le mérite d'une action généreuse, je dirai ici qu'il était peut-être moins difficile à

Buenos-Ayres qu'à toute autre puissance de l'Amérique du sud, de commencer à prendre une résolution vigoureuse relativement aux noirs et au rang qu'ils doivent occuper dans l'ordre social.

Leur nombre et celui des gens de couleur a été de tout temps fort limité dans les états de Buenos-Ayres. Dès l'origine les commanderies d'indigènes les remplacèrent pour la culture des terres, et pour le service intérieur des habitations; plus tard on se fit servir par des Indiens libres. Cependant le nombre des noirs s'accrut avec l'établissement des missions; et il est probable qu'il fût devenu beaucoup plus considérable, si l'agriculture avait fait de plus grands progrès dans les districts qui n'étaient point soumis au pouvoir ecclésiastique. Mais la manière dont on exploita les terres qui furent consacrées à la nourriture des bestiaux n'exigea point un nombre considérable de bras. Les blancs furent donc dans une proportion plus forte vis-à-vis des esclaves qu'au Brésil et dans d'autres parties de l'Amérique méridionale.

Voici ce que dit à ce sujet d'Azara : son voyage est encore assez récent pour servir d'autorité.

1809. « D'après le dernier cadastre, au rôle de population du Paraguay, il y a dans le pays cinq Espagnols pour un mulâtre; et quoiqu'on n'ait pas pensé à faire un pareil dénombrement dans le gouvernement de Buenos-Ayres, on peut assurer que la proportion y est la même, et que peut-être les Espagnols y sont plus nombreux que les mulâtres. Ceux-ci, dans le Paraguay, se divisent en libres et en esclaves; et leur proportion est de 174 à 100, c'est-à-dire que pour 100 nègres ou mulâtres esclaves il y en a 174 de libres. Si l'on compare cette colonie espagnole avec celles que d'autres nations possèdent en Amérique, on trouvera une différence énorme dans la proportion réciproque des blancs aux gens de couleur; car dans les colonies qui ne sont pas espagnoles, les blancs sont tout au plus aux nègres et aux mulâtres, comme 1 est à 25; et quant à l'état de liberté, la proportion est peut-être encore moins

favorable aux gens de couleur. Cette disette d'esclaves doit nécessairement rendre plus cher le prix des journées et des objets manufacturés dans cette colonie espagnole, parceque tout y est l'ouvrage de gens libres et qui se font payer davantage. »

« On ne peut donc s'empêcher d'admirer ici la générosité des Espagnols du Paraguay qui ont donné à liberté à cent soixante-quatorze de leurs nègres et de leurs mulâtres, sur cent, quoique personne n'en eût un plus pressant besoin qu'eux(1). »

Le voyageur continue en affirmant que le sort du petit nombre d'esclaves qui existaient alors était infiniment plus heureux que dans les autres colonies, et l'on pourrait peut-être expliquer cela par le génie indépendant qui a toujours caractérisé les habitants de cette portion de l'Amérique méridionale. Cependant il ne se dissimule point que le despotisme des gouverneurs n'eût s'ingulièrement altéré les résultats d'une bienveillance générale pour les gens de couleur ; et il en donne

(1) Voyez d'Azara, *Voyage au Paraguay*.

la preuve en parlant de l'odieux usage de l'amparo, auquel pouvaient être soumis les mulâtres.

D. Francisco de Affaro arriva au Paraguay pour examiner, par ordre du gouvernement, les commanderies, et il jugea à propos de soumettre chaque homme de couleur libre, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante, à un tribut annuel de trois piastres. Si le malheureux ne pouvait point payer cet impôt, souvent exorbitant pour ses faibles moyens, on le livrait aux ecclésiastisques et aux propriétaires dans l'opulence, pour lesquels il devait désormais travailler; alors, en payant pour lui le tribut, ils lui accordaient cette odieuse protection pécuniaire, connue sous le nom de *l'amparo*, elle finissait par être un véritable esclavage. Les gouverneurs donnèrent encore plus d'extension à cette loi abusive, et l'appliquèrent à tous les sexes et à tous les âges : cependant la bienveillance de la population envers cette race infortunée triompha, et l'état du pays servit aussi leur indépendance. Au commence-

ment du siècle, un grand nombre d'entre eux vivaient en toute liberté sans payer aucune contribution; néanmoins une observation rigoureuse des ordonnances pouvait tout-à-coup les priver de cet avantage.

On imagina également de les soumettre à une espèce de conscription lors des guerres avec les Indiens Mbayas. Une partie de ceux qui étaient en amparo furent déclarés libres du tribut pour être employés au service militaire; on en forma même une peuplade connue sous la nom de *l'emboscada:* et, depuis cette époque, ce qui n'était qu'une ordonnance arbitraire eut force de loi. La fuite dans l'intérieur pouvait seule dérober à son action; et l'on sent aisément quelle était sa funeste influence.

En réformant plusieurs abus dans l'administration, le gouvernement de Buenos-Ayres a senti promptement qu'il était nécessaire d'assurer l'existence sociale d'une partie intéressante de la population. Il a fait une loi qui concerne non seulement les immunités des gens de couleur libres, mais qui donne la li-

berté aux enfants des esclaves. Par ce moyen sage, un des plus grands maux de l'humanité sera extirpé d'une manière certaine quoique lente. Ce gouvernement a senti qu'il y avait des abus, comme certaines maladies, qu'on ne devait point guérir tout-à-coup pour les détruire d'une manière infaillible ; ainsi les noirs appelés à défendre le pays reçurent par cela même leur liberté. L'assemblée ne fut pas moins juste envers les indigènes; elle abolit le *mita* ou servitude, et le tribut qu'ils payaient depuis tant d'années.

13 janv. 1813.

Après avoir jeté un coup d'œil sur l'important changement survenu dans la situation d'une portion bien intéressante de la nation, nous allons revenir aux évènements politiques qui agitaient toujours les provinces unies de la Plata (1).

(1) Je rappellerai ici qu'un ami de l'humanité. M. de la Saudraye, premier magistrat de l'île de Saint-Domingue, voulut mettre en activité un moyen d'émancipation qui avait de l'analogie avec celui-ci, et qui devait avoir le résultat le plus heureux pour le sort futur de la colonie : il avait proposé d'établir des écoles pour

ARTIGAS SE SÉPARE DE LA RÉPUBLIQUE DE BUENOS-AYRES.

Si l'on examine l'espèce d'apathie dans laquelle était demeuré ce pays pendant plusieurs siècles, et que l'on observe attentivement l'activité que l'on montra dès le commencement de la révolution, on ne peut s'empêcher d'en être extrêmement surpris; car on trouva des troupes nombreuses où depuis bien des années aucune armée ne s'était réunie, et l'on équipa une flottille où l'on expédiait à peine quelques bâtiments marchands.

Vers cette époque à peu près Posada fut nommé directeur; mais un de ces évènements qui doivent nécessairement arriver où les formes du gouvernement ne sont pas encore bien établies vint changer la situation de la république.

l'instruction des jeunes noirs, et d'en émanciper un certain nombre parmi ceux qui se seraient distingués. Pour prix de ce vœu, vraiment philanthropique, et dont la suite a prouvé toute l'importance, M. de la Saudraye fut en butte à la vengeance de ceux qui n'avaient rien prévu.

Artigas ne partageait point les principes des membres du gouvernement qui lui étaient adjoints, et principalement ceux du général Rondeau ; il sépara sa cause de la leur, et retira ses troupes du blocus: Monte-Video, n'en tomba pas moins au pouvoir des indépendants.

1814. Dès lors Artigas forma un parti à part, et devint chef d'une armée complètement opposée au gouvernement de Buenos-Ayres.

En agissant ainsi, il excita à un tel point la colère de Posada, que ce directeur le déclara infâme, et mit sa tête à prix. Cette mesure n'eut point l'effet qu'il croyait pouvoir en attendre ; non seulement Artigas ne tomba point en son pouvoir, mais le parti de ce chef augmenta bientôt; et comme la réconciliation devenait impossible, la guerre prit un caractère plus sérieux.

On pense assez généralement qu'Artigas ne sépara ainsi ses intérêts de ceux de Buenos-Ayres que par un véritable amour de la liberté de son pays, et par la crainte que lui inspirait l'ac-

croissement du pouvoir de quelques individus.

L'armée envoyée contre les royalistes du Pérou existait toujours. Bientôt Alvear, à qui l'on devait la prise de Monte-Video, en sollicita le commandement ; mais les troupes ne ratifièrent point le choix du gouvernement, et le nouveau général ne tarda pas à sentir combien sa position devenait fausse ; il revint à Buenos-Ayres, où il eut le crédit de se faire nommer directeur suprême.

On peut dès lors se figurer dans quelle 1815.
situation se trouva ce malheureux pays : l'anarchie fut à son comble, l'armée du Pérou refusa de reconnaître pour chef du gouvernement celui qu'elle n'avait point accepté comme général. Artigas vit triompher son opinion. La guerre qu'il avait entreprise prit un caractère plus légitime; enfin deux provinces importantes (1) se divisèrent, et tandis que les unes voulaient conserver Alvear à la tête du gouvernement, les autres demandaient instamment le général Rondeau.

(1) Cordova et Santa-Fé.

On doit aisément sentir le fâcheux effet que devait produire sur la masse générale de la nation cette mésintelligence qui régnait entre les chefs ; et elle est d'autant plus louable sans doute d'avoir persisté dans son dessein ou de ne point s'être abandonnée à un funeste découragement, que ceux qui devaient être le plus intéressés au triomphe de l'indépendance semblaient faire tout ce qu'il fallait pour la renverser.

A cette époque on voit l'anarchie la plus complète régner dans ces contrées. Artigas, ne partageant pas les principes des membres du gouvernement, semble avant tout vouloir défendre la liberté; son armée devient de jour en jour plus forte, il acquiert une influence qui est encore augmentée par son habitude de vivre au milieu de ses soldats, par la confiance que leur inspire ses connaissances des localités, par ce caractère entreprenant, qu'il semble tenir du pays où il est né, et qui lui donne tant de ressemblance avec les premiers conquérants. Un homme d'une semblable activité doit,

comme on le pense bien, donner une vive inquiétude à ceux qui veulent se partager le pouvoir suprême. On envoie des troupes contre lui. Ce n'était point la première fois que la guerre civile était allumée dans ce pays, mais jamais peut-être elle n'avait pris un caractère aussi sérieux ; car une lutte qui n'avait plus aucun rapport avec celle de l'Espagne commençait à s'établir.

Il semble que, bien assurés de leur indépendance vis-à-vis de la métropole, les deux partis ne songeassent plus qu'à faire triompher leurs idées. On marcha donc contre Artigas ; mais un de ses généraux, nommé don Ribeiro, battit les troupes de Buenos-Ayres, commandées par le colonel Dorrego. Monte-Video ayant été abandonné, Artigas en avait pris possession; il s'était emparé quelque temps après de la ville de Santa-Fé. On voit avec quelle rapidité son pouvoir s'affermissait. La complication des évènements devient maintenant plus étrange; et, pour asseoir un jugement certain, il faut attendre les documents officiels qu'on nous promet.

CHUTE D'ALVEAR.

Alvear avait cru pouvoir affermir son pouvoir, en lançant une nouvelle proclamation contre Artigas. Mais elle fut sans aucun effet, et la haine du dominateur de la *banda oriental* s'accrut encore davantage.

Se voyant trompé dans son espoir, et ne pouvant gagner l'amitié du peuple, Alvear résolut d'asservir par la force un parti qu'il n'avait pu gagner par les promesses. Il avait encore du pouvoir sur l'armée, et il la fit marcher contre Buenos-Ayres; mais celui en qui il s'était peut-être principalement confié ne devait point servir ses projets. D. Ignacio Alvares commandait l'avant-garde qui devait marcher contre Artigas. Il ne voulut point servir les projets ambitieux du directeur, ou peut-être aspirait-il lui-même aux dignités que pouvait lui accorder le parti du peuple. Il tourna donc ses forces contre Alvear, qui se vit bientôt abandonné par la plus grande partie de ses troupes et dans l'impossibilité de ressaisir le pouvoir.

Je crois devoir offrir un document qui présente les mêmes résultats, mais qui diffère dans les détails (1).

Le cabildo de Buenos-Ayres reprit les rênes du gouvernement. Il se trouva donc

(1) Le directeur envoya deux mille hommes sous les ordres du directeur Viana et du colonel Alvarès pour arrêter les progrès d'Artigas. Alvarès profita de sa nomination pour agir contre Alvear ; il fit arrêter son général, et se déclara ouvertement pour Artigas. Jonte arriva dans ce moment, député par l'armée du Pérou, qui demandait la destitution d'Alvear. Celui-ci reconnut enfin l'impossibilité de se maintenir en place malgré le vœu du peuple, auquel il avait déplu par son excessive ambition ; il quitta la cité en envoyant sa démission. Le peuple s'amassa en foule ; il venait d'apprendre la détermination d'Alvarès, de revenir sur Buenos-Ayres, et il manifesta, par de grands cris,
sa fureur. Cette révolte eut lieu le 15 avril *. 1815.

* *Esquisse de la révolution*, etc. Cet ouvrage ajoute cependant qu'on craignit un instant de voir revenir Alvear à la tête de l'armée, dont il avait conservé le commandement.

investi du pouvoir suprême, qu'on retira à l'assemblée, qui fut enveloppée dans la ruine de l'ancien directeur.

L'issue de cette lutte ne resta point longtemps douteuse ; Alvéar fut contraint de s'embarquer à bord d'une frégate anglaise. Un nouveau corps délibératif s'étant formé pour choisir un chef à ce gouvernement si peu affermi, le général Rondeau, qui se trouvait au Pérou, fut nommé directeur. Alvarès remplit provisoirement l'emploi dont ce général venait d'être revêtu.

Le nouveau gouvernement avait un assez grand intérêt à regagner l'amitié d'Artigas. La proclamation qui avait été lancée contre lui fut brulée par la main du bourreau. Mais ces apparences d'amitié ne lui parurent point suffisantes pour déposer les armes, la guerre fut continuée.

Il est assez probable que ce chef indépendant craignit de perdre une autorité dont il sentait tous les avantages, et qu'il pouvait opposer au gouvernement qui l'avait banni. Buenos-Ayres ne tarda point à envoyer des troupes contre lui ; et, dans cette nouvelle lutte de deux pou-

voirs ennemis, Santa-Fé devint le théâtre des plus grands désordres ; ils ne cessèrent pas même entièrement au moment où Jean-Francisco Tarragona fut reconnu gouverneur de la ville.

Si les choses restaient encore indécises au sein des provinces de la Plata, l'armée du Pérou, qui s'était trouvée dans une situation critique durant la direction d'Alvear, prit enfin une attitude plus imposante. Le général Rondeau, qui la commandait, obtint dès lors divers avantages contre l'armée espagnole, qu'affaiblissait la désertion. Mais les pertes qu'éprouva le brigadier Rodriguès lui firent abandonner ensuite une partie des avantages qu'il avait acquis : long-temps il chercha habilement à éviter le combat que lui offrait Pezuela ; chez les royalistes celui-ci l'attaqua bientôt à Sepesippe, remporta la victoire, et le contraignit à se retirer avec les débris de son armée, que Buénos-Ayres se décida bientôt à secourir.

En se rendant maître de tout le haut Pérou, Pezuela était loin d'avoir adopté un système de pacification ; il excita con-

tre lui les hommes vraiment braves, et sa puissance n'empêcha point de nombreux partis de l'attaquer (1).

Cette situation des provinces unies de la Plata, vis-à-vis le parti royaliste, était favorable à Artigas, dont la puissance s'accroissait; mais bientôt plusieurs des provinces qui formaient l'ancienne confédération imitèrent son exemple. Toute union avait cessé; les opérations du gouvernement ne conservaient plus aucune harmonie. On ne tarda point à comprendre que cette marche conduirait à une entière dissolution, et qu'il fallait adopter un système qui ralliât les diverses provinces dont se formait l'ancienne vice-royauté.

Il était aisé de sentir l'urgence d'une prompte détermination; bientôt les députés furent rassemblés, et un congrès souverain tint sa première séance dans la ville
15 mars de Tucuman.
1816. Le premier soin de cette assemblée gé-

(1) On cite principalement Camargo, Le Madrid, Padrilla, Varnes et Muneca.

nérale fut de nommer un directeur. Son choix tomba sur D. Martin Puyredon, qui fut investi du pouvoir suprême. Comme de nouvelles mesures furent alors adoptées, que l'administration prit un autre caractère, et qu'enfin le système du gouvernement fut sur le point de changer totalement, nous allons entrer dans quelques détails sur le nouveau gouvernement, qui dura trois ans.

SITUATION DES PROVINCES DE LA PLATA DURANT L'ADMINISTRATION DU GÉNÉRAL PUYREDON.

On ne doit point se dissimuler que ce nouveau directeur eut besoin de montrer une extrême activité dans sa conduite, en même temps qu'il lui fallut de l'énergie. Il était encore au Pérou quand la nouvelle de sa nomination lui parvint; aussitôt il se dirigea vers Buenos-Ayres, et sur son passage il eut une entrevue avec San-Martin, gouverneur de Mendoza. Alors sans doute ils concertèrent cette importante expédition qui fit le destin du Chili. Mais le

nouveau directeur devait hâter son voyage; un parti assez fort s'opposait à ce qu'il prît les rênes du gouvernement; ce trouble momentané s'apaisa assez rapidement; il fut bientôt investi du pouvoir.

Il y avait beaucoup à faire pour que toutes les provinces marchassent sous la même administration. Tant de secousses les avaient séparées qu'il devenait même bien difficile de les réunir d'une manière stable. Cela était impossible pour la *banda-oriental;* le chef qu'elle avait adopté la maintenait sous sa puissance; le Paraguay, dominé par le directeur Francia, se refusait à adopter le système d'union; les royalistes étaient maîtres du haut Pérou; les Brésiliens cherchaient à étendre leurs limites, ou plutôt ils se préparaient à envahir la rive gauche de la Plata, grâces au secours que l'on attendait du Portugal.

Le nouveau directeur sentit que tout le danger viendrait des efforts d'un voisin puissant; mais il n'oublia point en même temps ce qu'il y avait à craindre d'un ennemi plus éloigné. Dans cette circonstance il fallait porter ses regards de tous côtés;

le danger menaçait en bien des endroits différents, et le moindre péril n'était point, dit-on, du côté de l'Espagne, car l'on pensait que l'Europe projetait une expédition contre la nouvelle république.

Il négocia avec le Brésil pour qu'on s'opposât à cette attaque; mais tandis qu'on invoquait le secours de cette puissance contre les efforts de l'ancienne métropole, le général qui commandait les forces brésiliennes n'en continuait pas moins ses opérations (1). Lecor s'avançait sur le territoire de la Banda orientale; il ne trouvait aucune résistance de la part de Buenos-Ayres: Artigas seul s'opposait à ses efforts.

Bientôt ce général, qui se trouvait à la tête de dix mille hommes, entra dans Monte-Video. Il parut à quelques personnes que c'était acheter bien cher la protection du Brésil contre l'Espagne. Artigas continuait ses opérations et se maintenait indépendant; l'énergie de sa conduite lui fit quelques partisans. 20 sept. 1817.

Le directeur ne put se dissimuler l'im-

(1) Le baron de la Laguna.

pression que sa politique avait produite sur les esprits indépendants; il voulut l'effacer en adoptant un système différent sur un autre point; par ses ordres, une armée destinée pour le Chili s'organisa dans Mendoza. Elle prit le titre *d'exercito del Sul* et fut dirigée dans ses opérations par le général San-Martin; bientôt elle traversa les Andes, renversa la puissance espagnole dans le Chili; une alliance fut conclue entre les deux républiques: la délivrance du Pérou était projetée.

Cependant Puyrédon ne tarda point à développer davantage le système qu'il avait suivi, ce système était opposé à l'opinion
1818. générale adoptée dans le pays. Bientôt la lutte s'engage entre deux partis; l'un veut une constitution entièrement démocratique; l'autre demande une monarchie constitutionnelle, et le directeur est son appui; ses opinions se propagent, mais il ne peut les faire triompher, et les républicains conservent assez de puissance pour s'opposer à ses projets. Cependant leurs efforts ne peuvent encore renverser le directeur; les mouvements d'insurrection se multi-

plient en vain contre lui : son pouvoir s'affaiblit, mais il se soutient encore.

Pendant ce temps l'administration fait quelques efforts pour l'amélioration du pays ; mais ce mouvement est faible ; de trop hauts intérêts occupent les esprits.

La volonté de Puyrédon ne resta pas long-temps douteuse. Ce n'était point pour lui qu'il voulait le trône ; il n'aurait pu le conserver. Un journal royaliste nous fait connaître ses intentions : on affirme qu'il offrit la couronne à un prince de la maison de Bourbon : l'infant de Lucques devait régner sur les rives de la Plata en adoptant la constitution, qui serait modifiée selon le système monarchique.

Cette négociation ne réussit point ; l'Espagne, qui conservait encore l'espoir de reconquérir ses anciennes possessions, s'opposa à ce qu'on en acceptât la souveraineté. Ce fut alors, dit-on, que le Brésil tenta de faire tourner à son profit un projet que l'Europe avait refusé d'adopter, et dont il espérait tirer d'immenses avantages. L'infant dom Sébastien, fils du prince dom Pèdre, aurait occupé le trône de Buenos-

Ayres; les provinces unies de la Plata devaient être unies à l'empire brésilien.

Une invasion étrangère serait donc devenue le résultat des opérations de Puyréden: on sent dès lors l'effet que dut produire son gouvernement sur des hommes qui avaient fait tant de sacrifices pour leur indépendance. Ses projets échouèrent complètement; le parti républicain se releva et prit une force nouvelle; le congrès publia une constitution, changeant nécessai-
25 mai 1819. rement le système qu'on avait adopté depuis quelques années.

Le directeur se démit immédiatement de son pouvoir; le général Rondeau lui succéda dans l'administration, et il eut probablement encore assez de pouvoir pour le faire parvenir à cette dignité.

Cependant le mécontentement avait formé dans les provinces voisines un parti qui ne s'était point encore apaisé. On le désignait sous le nom de fédéralisme; il se composait des habitants de la rive orientale de la Plata. Les provinces de Santa-Fé et d'entre Rios entrèrent dans cette coalition

entièrement opposée aux partisans de Puyrédon.

L'armée marcha contre Buenos-Ayres, qui était sous la direction du général Rondeau; ce chef fut vaincu à Cepeda. 1819. 1er janv. 1820.

Le congrès ayant repris le pouvoir souverain traita immédiatement avec les chefs du parti fédéraliste, qui lui proposaient de s'unir contre les amis de Puyrédon.

Ces généraux, dont la position était alors complètement indépendante, résolurent, pour agir d'une manière plus assurée, de traiter avec un gouvernement qui eût toute la confiance du peuple, et qui ne fût soumis en aucune manière à l'influence des anciens chefs.

Une assemblée générale fut donc convoquée; bientôt l'on procéda à l'élection d'un nouveau gouvernement, et la nation choisit douze représentants qui furent chargés de conclure la paix avec les provinces confédérées. 16 févr.

Don Manuel Sarratea se trouvait alors chargé de l'administration de la province; il se rendit auprès de don Francisco Ramirez et de don Stanislas Lopes, gouver-

neurs des provinces d'entre Rios et de Santa-Fé.

Il paraît que le général Artigas ne prit aucune part aux délibérations qui eurent lieu. Les négociations marchèrent avec rapidité; on fut bientôt d'accord sur les points principaux, et l'on convint avec franchise, que les griefs qu'on avait à se reprocher de part et d'autre seraient complètement oubliés. Ce traité de paix fut conclu à la chapelle d'El Pilar, le 23 février.

Comme l'union de ces provinces doit être le premier fondement de leur liberté, l'on convint sagement qu'elles se réuniraient de nouveau en formant une confédération sous un gouvernement central. Des secours d'hommes et d'argent furent promis pour délivrer la Banda orientale de l'invasion dont elle se trouvait complètement menacée.

Pour se justifier d'avoir porté la guerre sur le territoire de Buenos-Ayres, les fédéralistes demandèrent que les membres du dernier gouvernement fussent mis en jugement, et eussent à rendre

compte de leur conduite. Artigas devait recevoir une copie de ce traité, et en adopter les clauses sans restriction.

Bientôt la junte de Buenos-Ayres le ratifia; l'on célébra par des fêtes publiques l'important changement qui venait de s'effectuer. Les trois négociateurs convinrent définitivement des bases sur lesquelles devait reposer le gouvernement fédéral, et, quelques jours après, les généraux de Santa-Fé et d'entre Rios retournèrent dans leurs provinces. Un grand mouvement politique venait d'être comprimé; mais dans un pays tel que Buenos-Ayres, où tant d'intérêts divers excitaient depuis quelques années sans cesse de nouvelles secousses, la paix ne put être rétablie tout-à-coup. De sages institutions donnaient l'espoir de la posséder, mais elles ne pouvaient l'imposer à des esprits toujours ardents, qui craignaient de voir enfreindre leurs droits, qui avaient besoin pour se calmer d'un homme qui les respectât et qui reçût toute leur confiance. L'horizon politique commençait

cependant à devenir moins obscur; l'on voyait les éléments de la prospérité; on sentait qu'on les possédait. Peut-être n'est-il point hors de propos d'interrompre ici un moment le simple récit des évènements pour jeter un coup d'œil rapide sur la situation d'un pays que ses institutions ont prodigieusement amélioré.

Tant que les provinces unies de la Plata firent seulement des efforts pour assurer leur liberté elles n'excitèrent peut-être point l'intérêt politique autant que les autres républiques : il en fut bien autrement quand on vit que, malgré sa position isolée, le gouvernement de Buenos-Ayres faisait tout pour assurer l'indépendance des contrées limitrophes. L'intérêt fut général; on vit avec étonnement une république naissante qui avait été la première à secouer le joug de l'Europe offrir des secours aux pays qui voulaient l'imiter; elle en demanda elle-même aux états de l'Amérique du nord. Les États-Unis s'intéressèrent à son sort; ils se firent rendre compte de sa position par un agent diplomatique. Ce

fut alors que l'Europe fut instruite de la véritable position des provinces unies, dont elle s'était fait une idée assez inexacte faute de relations capables de la guider.

Des agents diplomatiques avaient donc été envoyés à Buenos-Ayres. Parmi ceux-ci on remarque M. Rodney, qui fit bientôt passer à son gouvernement un mémoire circonstancié sur la véritable situation où se trouvait tout le pays. A cette époque, les républiques fédérées des provinces unies de la Plata formaient six divisions : Buenos-Ayres, Mendoza, Tucuman, Cordova, Salta, et Corientes. On n'avait point encore de données parfaitement exactes sur le nombre des habitants; mais comme la population totale de la ci-devant vice-royauté se montait à 1,300,000 âmes sans compter les indigènes, qu'on croyait former un total de 700,000 individus, on pensait que la confédération, qui comprenait les provinces les plus peuplées, pouvait posséder les deux tiers de ce qui avait été indiqué dans le dénombrement primitif. M. Gra-

1819.

ham, de son côté, fit monter son calcul à 1,012,000 habitants (1).

A cette époque l'armée était plus considérable qu'on ne le croyait généralement, et, d'après une note officielle remise à M. Rodney, elle s'élevait à trente mille hommes, ce qui semble d'accord avec ce qu'on indiquait comme étant le total de la population. L'artillerie comptait douze cent quatre-vingt-seize hommes, l'infan-

(1) Ceci, comme on voit, est bien éloigné des documents de M. Calcdeleugh, qui donne aussi l'état de la population de toutes les provinces depuis qu'elles étaient réunies; je le présente ici pour qu'on puisse faire la comparaison.

Buenos-Ayres.	140,000
Santa-Fé.	60,000
Cordova.	45,000
Mendoza.	50,000
S. Juan.	20,000
Puenta de S. Luiz.	20,000
S. Iago del Estero.	30,000
Tucuman.	28,000
Salta.	20,000
Total.	413,000

terie treize mille six cent quatre-vingt-treize, et la cavalerie quatorze mille sept cent dix-huit. On ne sera pas surpris du peu de proportion qui existait entre ces deux derniers corps, en se rappelant combien les chevaux sont multipliés et quelles sont en général les habitudes de la nation : il paraît du reste qu'il ne fallait compter que douze mille cent quarante-trois hommes de troupes de ligne de toute arme. Le reste se composait de milices et de pasteurs des plaines, qui depuis sont encore devenus plus belliqueux; ils ont fait voir combien ils pouvaient devenir utiles dans une foule de circonstances, grâce à leur genre de vie et à leur incroyable activité durant les guerres de partisan.

Quoique le commerce de la république ne fût pas alors aussi florissant qu'il l'est devenu depuis, le revenu s'élevait à trois millions de piastres, qu'on tirait en grande partie des douanes ; mais ce revenu devait varier beaucoup : on s'était vu contraint de réduire les droits d'entrée. Il n'était pas encore probable qu'un nouveau système de

finances se créerait peu à peu dans le pays et augmenterait sa richesse. Malheureusement tout le commerce extérieur consiste dans l'exportation des cuirs, des viandes sèches et des suifs; les provinces qui fournissent d'autres denrées ne pouvaient point les faire descendre facilement vers le bord de la mer; d'ailleurs elles avaient de l'analogie avec celles du Brésil. Je pense qu'alors on s'occupa de donner une nouvelle impulsion au commerce. Les exportations consistaient surtout en peaux et en suifs: elles s'élevaient, selon un rapport, à dix millions de piastres; mais cette valeur pouvait augmenter avec la population des contrées limitrophes, surtout en faisant entrer pour une somme assez considérable l'exportation de la viande sèche, et en se livrant au tannage des cuirs, au lieu de les envoyer sans qu'ils aient subi d'autre préparation que celle qui consiste à les saupoudrer grossièrement de sel, et à les charger ainsi sur les navires, où l'odeur qu'ils répandent ne peut manquer de les rendre nuisibles aux équipages.

Les différents rapports qui furent faits

aux États-Unis par ses commissaires durent exciter toute l'attention de ce gouvernement relativement à la situation de la nouvelle république; car vers cette époque son état politique était assez inquiétant, surtout quand on se rappelle combien les habitants devaient être las des dissensions: on comptait alors un si grand nombre de partis que l'esprit en était effrayé.

Celui qui tenait pour les Espagnols, et dans lequel se trouvaient accumulées les plus grandes richesses, était alors assez formidable. Cependant il avait des adversaires persévérants dans les républicains, qui toujours unis par une forte pensée, conservaient la puissance, et se composaient de la portion active de la population. Le parti qu'on désignait sous le nom de Capitalismo désirait faire dominer Buenos-Ayres sur les provinces, et altérait ainsi le principe primitif, que voulaient garder dans son intégrité les fédéralistes, dont le but tendait à abaisser ce genre de prétentions. « Le parti des Belgranistes, dit un voyageur du temps, veut un roi inca; mais il a beaucoup perdu de son crédit. Le parti

portugais se compose non seulement d'individus de cette nation, mais d'insurgents bannis, ou de factieux trompés dans leurs espérances.

On peut encore compter au nombre des partis celui qui voudrait que Buenos-Ayres se séparât des provinces et se constituât en port libre; celui des quiétistes, ou indifférents; et enfin celui qui veut un dictateur, à l'exemple du Paraguay. »

On vit cependant alors que, dans ces contrées, le caractère espagnol avait subi de notables changements et que la masse générale de la nation était infiniment plus disposée à adopter les principes de l'Amérique du nord que les idées chevaleresques qu'elle avait si long-temps conservées.

Les différents partis opposés à celui des royalistes étaient tous d'accord dans ce principe, qu'il fallait secouer le joug de la métropole; mais tel fut dans le reste leur peu d'union, que la république se vit livrée à l'anarchie la plus complète.

Après s'être maintenu pendant cinq ans dans une complète indépendance sur la rive gauche de la Plata, après avoir été,

dit-on, l'espoir de ceux qui voyaient s'altérer les institutions sur lesquelles se fondait l'indépendance de ce pays, Artigas, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, errant sans cesse au milieu de ces plaines, où il rassemblait des hommes infatigables comme lui, que sa bravoure électrisait et qui lui étaient entièrement dévoués, Artigas, par un motif qui nous est inconnu, ne voulut point se soumettre au traité qui lui avait été imposé. Il fut vaincu: ses déserts ne le protégeant plus suffisamment, il alla implorer les secours d'un homme indépendant ainsi que lui, mais dont les idées politiques étaient fort différentes, et auquel il était bien imprudent de se confier. Le directeur Francia ne tarda point à lui faire sentir l'étendue de la faute qu'il venait de commettre; il l'accueillit d'abord, et bientôt le retint prisonnier. Cet homme, que l'Amérique du sud avait tour à tour admiré, haï, ou redouté, périt misérablement dans une bourgade du Paraguay.

Il n'y a nul doute qu'Artigas n'ait été sur le point de réussir; dans ce cas il est fort difficile de savoir la marche qu'il eût

adoptée. Selon quelques auteurs, ce chef a toujours combattu non seulement pour l'indépendance de l'Amérique, mais encore pour l'indépendance dans les formes du gouvernement; jamais on ne l'a vu varier dans ses principes. Cependant je crois que le genre d'existence qu'il avait été contraint d'adopter devait le rendre assez étranger à la science de la politique; il avait fini par faire une guerre de partisan, commandant des hommes qui, par leur genre de vie, jouissent de la plus entière liberté, celle qui vient de la nature des lieux et des moyens de subsistance: je ne sais comment il eût réglé le gouvernement intérieur d'une ville considérable; je vois parfaitement comment il convenait aux troupes qu'il conduisait. Né dans le pays, où on le voyait encore naguère faire de rapides conquêtes, il connaissait, par son propre caractère, le génie des habitants, et n'ignorait ni leur manière de combattre ni leur habitude de souffrir les plus grandes privations. Les pasteurs errants dont nous avons déjà parlé, et qui ont tant d'analogie avec les Tartares de l'ancien monde, devaient nécessairement

se rallier à un semblable chef, dont ils connaissaient les habitudes, et dont ils savaient apprécier l'ardent courage: comme lui ils volaient sans cesse à de nouveaux combats pour l'indépendance; mais il est très incertain qu'ils comprissent ses principes politiques, car dans leurs plaines on jouit d'une liberté que nul gouvernement ne peut enlever, et à laquelle nul gouvernement ne peut rien ajouter.

Si Artigas n'eût point été imprudemment chercher des secours chez un chef absolu, qui craignait sans doute pour lui son génie entreprenant, il est infiniment probable qu'on eût vu se renouveler dans le Nouveau-Monde ce qui se passe encore dans quelques déserts de l'Europe et de l'Asie. Un peuple nomade aurait pris de la consistance; la fermeté de son chef l'eût rendu influent et redoutable; mais il aurait difficilement abandonné son genre d'existence primitif; il eût fallu que la civilisation la plus avancée le pressât sur tous les points, et cela devait être l'ouvrage des siècles. On ne peut affirmer que les Gauchos ne trouveront pas un nouveau

chef qui réalise ce qu'eût fait celui en qui ils avaient mis leur confiance.

SITUATION DU PARAGUAY. — LE DOCTEUR FRANCIA.

L'homme qui va nous occuper est un des chefs les plus extraordinaires qu'on ait vu s'élever depuis quelques années dans l'Amérique méridionale. Son système est bien différent de celui qui a été adopté par les autres états du Nouveau-Monde. Il règne d'une manière absolue, et paraît ne vouloir partager son pouvoir avec qui que ce soit. Il conserve la tranquillité dans les pays soumis à son gouvernement; mais il ravit toute indépendance aux habitants, et semble de plus en plus vouloir persévérer dans le même système, si peu en harmonie avec les besoins actuels du Nouveau-Monde. Doué d'une activité prodigieuse, il impose des lois et les fait exécuter. On le voit tour à tour magistrat et soldat. Quelques succès lui donnent une incroyable certitude qu'on ne peut l'atteindre au milieu de ce beau pays, gardé par ses fleuves et par ses forêts. Des

voyageurs nous le représentent comme ayant une sévérité dans son gouvernement dont il n'y a plus guère d'exemple qu'en Asie. Un ordre semblable de choses va sans doute se modifier, et le congrès de Panama sera appelé à en décider.

Nous avons déjà vu que le Paraguay, lors des changements qui s'opérèrent dans l'Amérique méridionale, se vit entraîné par les circonstances, et forma un état indépendant de la métropole. Les principaux habitants se réunirent pour former un gouvernement qui offrît quelque sécurité. Il fut décidé que chaque département enverrait sept députés qui connaîtraient des affaires les plus importantes, et que la suprématie du pouvoir serait accordée à un gouverneur. Dès le principe, deux candidats furent adoptés pour remplir cette place. Le docteur Francia et M. Igross partagèrent les votes, et, pour éloigner toute espèce de discussion, les soins de l'administration leur furent répartis également. Chacun d'eux gouverna un district séparé. Ce mode d'administration ne pouvait être durable, et d'ailleurs la con-

duite ultérieure du dictateur du Paraguay nous prouve assez qu'il ne convenait point à ses vues d'ambition. Le docteur Francia fut complètement investi du pouvoir.

Cet homme extraordinaire sentit bientôt que la durée de sa puissance devait tenir complètement à l'activité qu'il déploierait dès le commencement, et que, voulant suivre un système opposé à celui de ses voisins, il devait être en état de leur résister. En conséquence il organisa promptement une milice assez considérable, à laquelle il adjoignit quatre légions de volontaires, faisant le service habituel du pays. Trois petits bâtiments défendaient la rivière de Paranna, et s'opposaient à ce qu'on opérât un débarquement par cet immense affluent du Rio de la Plata.

L'évènement prouva au docteur Francia que ces précautions n'avaient point été inutiles. Buenos-Ayres envoya, comme nous l'avons déjà vu, une expédition assez importante contre le Paraguay. L'armée de la république entra facilement dans le pays, elle fit même un chemin considé-

rable à travers les forêts sans être attaquée. Le général qui la commandait commença à croire qu'aucun obstacle ne s'opposerait à ce qu'elle prît possession de l'Assomption; l'étonnement de ses troupes redoublait, lorsqu'une nuit le bivouac se trouva tout-à-coup entouré de grands feux; un trompette s'avança vers le camp, et déclara, au nom de Francia, que le gouverneur ne voulait point répandre de sang; qu'il consentait à ce que les troupes se retirassent paisiblement; mais que si elles marchaient en avant, il leur opposerait ses forces, et qu'elles seraient victimes de leur témérité. Le général hésita, dit-on, quelque temps, et finit par rétrograder. Le voyageur (1) dont j'emprunte ces détails affirme que ce chef, qu'il ne nomme point, fut ainsi environné tant qu'il se trouva sur le territoire du Paraguay.

D'après d'autres renseignements il ne paraît point cependant que les habitants de Buenos-Ayres s'en soient tenus à cette

(1) Calcdeleugh.

attaque. Néanmoins ces tentatives furent infructueuses, et l'incroyable activité du docteur Francia sut mettre à profit, contre des hommes remplis d'ardeur et de bravoure, les défenses naturelles qu'opposait le pays.

Il est probable cependant qu'il n'eût pu résister à des attaques plus sérieuses, et plus souvent réitérées. Mais on a vu dans quelle agitation se trouva plongée Buenos-Ayres quelques années après la proclamation de son indépendance, et combien de fois elle fut contrainte de diviser ses forces.

Le docteur Francia n'eut bientôt plus d'invasions à craindre; il augmenta ses ressources intérieures, la dictature lui appartint, et il déploya une activité prodigieuse à consolider l'indépendance de son pouvoir.

S'il faut en croire quelques voyageurs, lorsqu'il visait à obtenir ce pouvoir absolu, il eut à combattre l'opinion de plusieurs gens sensés que tenaient éveillés la crainte de sa tyrannie.

Il fut convenu que sa puissance serait

tempérée par une assemblée législative, et que chaque district du Paraguay enverrait à l'Assomption ses députés pour prendre part aux délibérations; mais le directeur n'ignorait point que la plupart de ces représentants n'avaient pas la possibilité de résider pendant long-temps loin de leurs possessions, que la fortune de quelques uns d'entre eux ne leur permettait point ce long séjour dans une capitale, qui est loin d'être organisée comme celles de l'Europe pour recevoir un grand nombre d'étrangers. Les retards se multiplièrent, les délibérations n'offrirent aucun résultat. L'ardente ambition du directeur sut mettre à profit le mécontentement qui s'était emparé des divers envoyés des provinces. Il les obligea à convenir qu'il était moins embarrassant que toutes les charges de l'administration fussent remises à un seul homme, et que cet homme ce fût lui.

A la tête de cette administration, il étonna par son activité les habitants qui en ont si peu hors de la sphère de leurs occupations habituelles. Il administra la justice,

et il dirigea les forces militaires. Juge suprême et général en chef, il créa à diverses reprises de nouvelles institutions. Mais, s'il rendit quelques services dans un pays où beaucoup était à faire, il fit plier sous son joug tout ce qui semblait élever la voix en faveur de l'indépendance. Son gouvernement a quelque analogie avec celui des Missions, en ce qu'il ôte aux habitants la possibilité de s'éloigner du pays. Mais ce qui n'était appliqué jadis qu'aux Indiens est devenu une loi pour les colons. Tout est soumis à une tyrannie odieuse. Il paraît cependant qu'avec la ferme volonté de ce chef suprême l'administration intérieure s'est améliorée.

C'est un bruit généralement répandu que, dans le gouvernement du docteur Francia, la peine de mort est abolie. Une réclusion perpétuelle punit les crimes dont elle était le châtiment. Malgré cet adoucissement dans le système pénal, jamais les routes n'ont été si sûres au Paraguay que maintenant.

S'il faut en croire un voyageur anglais, le docteur Francia frappe l'esprit de la

multitude en donnant un caractère mystérieux à sa manière de vivre. A certaines heures, il va faire sur un édifice élevé des observations météorologiques, et il affecte de mettre une sorte d'importance dans ses recherches, qui excitent chez les habitants l'étonnement et presque la terreur.

Faut-il adopter une autre assertion de M. Calcdeleugh ? doit-on croire que, sous peine des plus sévères châtiments, les habitants de l'Assomption soient obligés de se retirer quand le dictateur traverse la ville?

D'un autre côté, il paraît que l'instruction a fait de grands progrès dans ces contrées. Des lycées ont été fondés à l'instar de ceux qui existaient autrefois en France, et l'on y reçoit une éducation entièrement militaire. Selon l'auteur qui me fournit ces détails, tous les habitants du Paraguay, Indiens et créoles, savent lire et compter; des écoles publiques sont établies en grand nombre, et les enfants ne quittent ces écoles que lorsqu'ils sont suffisamment instruits.

Les villes et les bourgades sont régies

d'après le système municipal. Chaque année, les cabildos sont renouvelés, dit-on, selon le choix de la nation.

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire dans le gouvernement du docteur Francia, c'est que rien n'a transpiré jusqu'à présent de ses intentions ultérieures, comme directeur suprême; car le mode d'administration qu'il a adopté ne semble point devoir durer toujours. Quelques personnes ont pensé qu'il était affilié à l'ancienne compagnie si puissante dans ces contrées. Cette opinion ne s'est point réalisée. D'autres croient qu'il est un agent de l'ancien gouvernement, et qu'il veut conserver à la métropole une partie de ses anciennes possessions. Quoique jusqu'à présent rien n'ait prouvé que le docteur Francia n'ait point agi pour lui-même, les dernières nouvelles semblent indiquer qu'il était en rapport avec le gouvernement espagnol par l'intermédiaire de la reine de Portugal : dans tous les cas, la situation géographique du pays où il commande n'était guère propre à l'exécution d'un projet d'invasion, en supposant surtout que le gouvernement

de Buenos-Ayres eût développé son énergie accoutumée.

On nous annonce que le général Sucre va entrer incessamment sur le territoire du Paraguay. L'armée de cet homme étonnant par son courage et par sa persévérance, changera complètement la situation du pays. Alors sans doute les étrangers qui y sont retenus, au mépris du droit des gens, recouvreront leur liberté, et la France reverra un de ses savants les plus distingués (1).

(1) M. Bonpland, qui a partagé les admirables travaux de M. de Humboldt. (Tout le monde sait que ce voyageur est détenu depuis longtemps au Paraguay.) On assure qu'il a excité les craintes du dictateur en se livrant à la culture du thé du Paraguay, dont on craignait apparemment qu'il ne fît baisser le prix d'exportation; il est relégué maintenant à Santa-Maria de Fé, à vingt-cinq lieues d'Itapua. Selon l'intéressant document fourni par M. Granpré, il y exerce la médecine et la chimie; vingt Indiens sont employés par lui à conduire ses travaux, qui le mettent à même de vivre honorablement; mais il est privé de sa liberté, et

SITUATION DE BUENOS-AYRES DANS LES DERNIERS TEMPS. — GOUVERNEMENT DE RODRIGUEZ. —AMÉLIORATIONS DANS L'ADMINISTRATION, DUES A MM. RIVADAVIA, GARCIA, LAS HERAS.

On a pu voir qu'après le traité d'El-Pilar, la paix intérieure commençait à s'établir sur des bases solides. Alliée aux autres provinces, mais séparée d'elles, la république de Buenos-Ayres accorda la direction suprême à don Martin Rodriguez. Le département des affaires extérieures fut confié à don Bernardino Rivadavia, et bientôt cet habile administrateur prouva ce que peut le désir du bien uni à une solide instruction et à un véritable amour patriotique. Il sentit l'importance des fonctions qui lui étaient confiées; tout était à faire, et il prit la ferme

cette liberté est précieuse pour les amis de la science et de l'équité. Le nombre des étrangers retenus naguère au Paraguay se montait à soixante-sept, et quelques uns d'entre eux sont distingués par leur caractère et par leur talent.

résolution d'opérer un changement général dans la situation du pays.

Cette contrée, si agitée jusqu'alors, commença donc à jouir des avantages d'une paix intérieure. Cependant, comme s'il avait été dans ses destinées d'éprouver tous les genres de malheurs, au moment où se fondait son indépendance, des tribus nombreuses de sauvages vinrent l'attaquer, et il fut bien heureux alors que l'on pût leur résister, car leur audace, en s'accroissant, pouvait les rendre plus redoutables que jamais.

Ces hommes ne sont plus ce qu'ils étaient lors de la conquête ; ils ont conservé tout leur courage et augmenté leurs moyens de subsistance. L'imprévoyance naturelle à tous les Américains a disparu chez eux devant la possibilité de se procurer du bétail ; ils sont peut-être moins nombreux, mais ils ont des armes, des chevaux ; et sans doute ils ne pourront être jamais qu'à moitié soumis, comme ces hordes tartares qui paient seulement hommage et tribut à l'empereur de Russie.

Un évènement politique fort important

dans ses conséquences eut lieu quelque temps après cette invasion. L'indépendance de la république fut reconnue formellement par le gouvernement portugais et brésilien, qui envoya à Buenos-Ayres un ministre chargé d'affaires. Ce fut à sa sollicitation et à celle de l'envoyé des États-Unis, qu'on s'occupa de réformer cette foule de corsaires qui tenaient leur pouvoir de la république, et qui s'opposaient continuellement aux opérations du commerce dans ces parages. Les lettres de marque furent supprimées; on prononça la cessation générale de la course en mer.

6 févr. 1821. Les personnes qui ont été témoins des dommages causés par ces corsaires sentiront que c'était le plus grand bienfait des nouvelles négociations. Avant cet heureux résultat d'une paix désirée depuis si longtemps par les Brésiliens, il arrivait fréquemment que des pirates infestassent les mers en se disant porteurs de lettres de marque qui ne leur avaient jamais été accordées.

Après ces premiers pas vers le bien

général, Buenos-Ayres voulut consolider sa prospérité naissante sur des bases solides, en affermissant le gouvernement. L'assemblée générale fut réorganisée, elle forma une junte composée de vingt-quatre députés : dans le choix de ces représentants, le vœu du peuple fut écouté, dit-on, et l'assemblée délibérative exerça dès lors une force d'opinion que n'avaient point montrée celles qui l'avaient précédée. Il faut ajouter cependant que les motifs de dissension paraissaient moins nombreux, et se rappeler que la seule province de Buenos-Ayres avait alors à débattre ses propres intérêts.

C'était de la situation des finances que devaient provenir les plus grandes améliorations, et dans ce département tout était à réformer. M. Garcia unit ses efforts à ceux de M. Rivadavia pour opérer le changement désiré.

Comme aux États-Unis d'Amérique la plus grande partie du revenu public venait des droits de douane; il était indispensable de réformer les abus qui s'étaient introduits dans la manière dont se perce-

vaient les droits d'entrée et de sortie. Durant les divers gouvernements qui s'étaient succédé, les revenus n'avaient pas même suffi aux frais de l'administration; on s'était vu contraint, non seulement de lever des contributions volontaires, mais de faire des emprunts forcés, et, dans ces moments de crise, le régime des douanes avait subi un accroissement si effrayant, que parfois les marchandises étaient taxées à cent et cent cinquante francs au-dessus de leur valeur, lors de l'entrée. Ceci devait nécessairement amener la contrebande; elle se fit de la manière la plus active, et ses effets étaient si évidents qu'on vendait publiquement dans la ville certains objets pour un prix inférieur à celui qu'elles acquittaient: le nombre des priviléges augmentait le désordre.

Il est aisé de se figurer quels étaient les résultats de ce déplorable système: le crédit public tomba d'une manière effrayante, le papier d'amortissement perdit jusqu'à 30 pour cent.

On s'occupa donc de porter un prompt remède à cette décadence des finances;

on adopta des taxes plus raisonnables (1); on écarta ceux des priviléges qui n'étaient point indispensables, après avoir assuré le respect dû aux propriétés. Le nombre des personnes employées par le gouvernement fut restreint; l'on mit en évidence le traitement alloué à celles que l'on conservait. Il en fut agi ainsi envers l'armée. Enfin chaque mois un registre officiel présenta un tableau des recettes et des dépenses, et l'on fut à même de s'assurer que l'état du trésor s'était sensiblement amélioré.

L'administration s'organisait sur des

(1) Un excellent mémoire de M. Varaigne, auquel j'emprunte ces détails, fait voir d'une manière palpable les heureux changements opérés par l'adoption des principes les plus simples d'économie politique: le produit moyen d'un trimestre pour les années 1819, 1820, 1821, était de 827,502 piastres; les droits ayant été considérablement réduits au commencement de 1822, le produit du premier trimestre de cette année-là fut de 966,441 piastres, et la contrebande disparut presque entièrement. Ainsi le produit a été d'un seizième trois quarts

bases nouvelles, et le crédit public, reprenant de la faveur, on fonda unè banque nationale du capital d'un million de piastres, partagé en mille actions. On créa une caisse d'amortissement, à laquelle fut affecté, entre autres dotations, le produit de toutes les ventes de terre et de propriétés en biens fonds appartenant à l'état.

Ce qui nuit surtout au commerce de Buenos-Ayres, c'est l'absence d'un port sûr. Je sais qu'il y a trois ans on s'occupait d'en faire creuser un d'après les moyens hydrauliques usités en Angleterre; on espérait obtenir un havre fort beau,

plus fort que celui des années antérieures; en outre, ce produit a été en argent comptant, tandis que celui des autres époques était en papier, qui perdait trente, cinquante et jusqu'à soixante-dix pour cent, perte qui déconsidérait encore l'autorité, parcequ'on la supposait intéressée dans ce trafic.

Le droit de timbre rapporta infiniment davantage, et cela prouve, comme le dit avec justesse le mémoire que j'ai sous les yeux, une meilleure administration et un accroissement considérable dans les transactions.

au moyen d'un banc de sable situé à peu de distance de Buenos-Ayres, et presque à fleur d'eau, susceptible, dit-on, d'être converti en presqu'île; il se joindrait à la terre-ferme, et offrirait un excellent abri.

Les exportations et les importations se sont élevées annuellement à la valeur de cinquante millions. J'ai déjà fait connaître les objets sur lesquels pouvait agir le commerce; j'ajouterai seulement que si les Anglais et les Américains jouissent de la faveur générale pour certains articles commerciaux, nous avons l'avantage pour la librairie, la bijouterie, les divers objets de luxe, la toilerie, la soierie et la chapellerie, et que les habitants de Buenos-Ayres semblent disposés à nous favoriser plus que les autres nations dans les rapports commerciaux que nous pouvons avoir avec eux.

Bunos-Ayres ne doit jamais cesser d'être une place commerciale fort importante; elle doit cet avantage à sa situation géographique, et le Chili ou le Paraguay ne peuvent guère séparer leur commerce du

sien en raison des dangers du cap Horn ou du détroit de Magellan.

La route par terre est longue et fatigante, mais elle est sûre. Pendant longtemps on l'adopta ; néanmoins la métropole ayant défendu, à une certaine époque, le genre de commerce qui s'opérait de cette manière, Buenos-Ayres avait commencé à déchoir. Il existe un chemin direct de cette ville au Chili, en passant par Mendoza, et il en existe un autre où l'on trouve des auberges et des relais : elle va jusqu'à Lima, et passe par Potosi (1).

Plusieurs personnes se rappelleront probablement avoir lu, dans les *Annales des voyages* de M. Malte-Brun, des considérations curieuses sur la côte de la Pa-

(1) Elle forme un espace de deux mille huit cent trente-deux milles géographiques. En général on peut consulter avec fruit, sur la manière de voyager dans cette partie de l'Amérique méridionale, le voyage peu connu de Mellet ; il indique avec exactitude les lieux par lesquels on doit passer, et ceux qui doivent être évités.

tagonie et sur la destinée à laquelle elle semblait devoir être appelée. Il était aisé de voir que les Anglais tenteraient de s'en emparer exclusivement, pour y former une colonie semblable à celle qu'ils ont fondée dans la Nouvelle-Hollande, et qu'il est difficile de considérer maintenant comme un lieu de châtiment, en raison des avantages qu'y ont multiplié le travail et l'industrie. Cet écrivain disait avec raison que la pointe de l'Amérique méridionale est la troisième position dominatrice de l'hémisphère austral (1). Ce terrain, abandonné jusqu'alors, égale en étendue la France, et n'avait point de maître reconnu, si l'on en excepte les tribus sauvages qui y vivent dans toute leur indépendance.

L'état de Buenos-Ayres a senti probablement le danger qui le menaçait si une

(1) Les deux autres sont le cap de Bonne-Espérance et l'île de Van-Diemen, qui forment les deux extrémités connues de deux parties du monde vers les mers polaires du sud. Avec la côte magellanique, ces contrées ferment les deux routes par lesquelles un navigateur peut faire le tour du monde.

puissance influente s'emparait de ce pays, moins stérile qu'on ne le croit généralement, et présentant d'ailleurs, par la pêche de l'éléphant de mer, d'immenses avantages au commerce. Selon les documents qui m'ont été fournis, la république s'est occupée, depuis plusieurs années, d'établir des relations amicales avec les naturels, et d'acquérir d'eux des droits de propriété sur la côte qu'on projette de se faire céder complètement. De vastes concessions ont été faites à plusieurs reprises : et il n'y a nul doute que des établissements importants ne se fondent dans ces contrées jusqu'à présent incultes (1).

M. Rivadavia a senti que, dans un état

(1) L'on peut consulter à ce sujet l'un des premiers numéros de la *Revue britannique*, ainsi qu'un petit ouvrage que j'ai déjà donné sur ce pays dans la collection de Nepveu. Le mémoire que j'ai sous les yeux dit que l'on a fixé à six piastres par tonneau le droit de chasse et de pêche sur la côte de Patagonie ; une fanègue de sel paie un réal de droit de sortie sur les navires nationaux, et deux sur les étrangers.

si fréquemment troublé, on s'était peu occupé d'établir les moyens d'instruction sur des bases solides : il s'est empressé de remédier à ce grave inconvénient, et bientôt Buenos-Ayres a présenté un aspect bien différent de celui qu'il offrait jadis. Une bibliothèque publique fut d'abord fondée, et telle est son organisation, qu'on peut en jouir à toutes les heures du jour. On fit venir de France les divers objets nécessaires à un cabinet de physique, l'étude de la chimie ne fut plus négligée ; ce fut surtout à l'établissement de l'université que l'administration voulut donner ses soins : elle sentit que l'instruction élémentaire devait subir une réforme complète, et elle sut l'opérer (1).

(1) L'université est divisée en six départements, savoir : 1° premières lettres ; 2° études préparatoires, comprenant six chaires, dont une de littérature française et d'économie politique ; 3° sciences exactes ; 4° médecine, comprenant trois chaires ; 5° jurisprudence, comprenant deux chaires, le droit des gens et le droit civil. La sixième division est consacrée

On établit aussi une société littéraire, une société destinée à l'encouragement des sciences et des arts; une autre s'occupa de jurisprudence, et enfin l'on vit s'élever une école de musique et de dessin : tout fit espérer un heureux changement.

COUP-D'OEIL SUR LES DERNIERS ÉVÈNEMENTS.

On vient de voir clairement, que de grandes améliorations s'étaient opérées dans le gouvernement de Buenos-Ayres. Au temps venu pour le renouvellement des membres composant l'administration suprême, la chambre des représentants fut convoquée. M. Rivadavia, qui avait exercé les fonctions de gouverneur par interim, fut chargé de recevoir le nouveau

aux sciences sacrées. Il y a trois ans, environ, les divers départements contenaient trois mille six cent dix-neuf étudiants, douze cents quarante-deux jeunes gens et mille vingt-deux jeunes filles; Buenos-Ayres renfermait onze écoles publiques; le gouvernement envoie en outre plusieurs jeunes gens terminer leurs études en Europe.

directeur; et dans un discours rapide(1) il rapela tout ce qui avait été fait durant les années qui venaient de s'écouler : on vit alors ce que peut sur les institutions d'un peuple neuf la ferme volonté de quelques hommes de bien. M. de Las Héras fut nommé à la place de président: l'on s'occupa toujours avec activité d'opérer dans le gouvernement les améliorations qui depuis long-temps avaient été méditées.

Telle était la situation de ce pays quand un important évènement eut lieu. De cet évènement peuvent résulter les plus grandes conséquences pour deux vastes pays.

On a pu voir combien de fois déjà ce magnifique territoire situé entre Buenos-Ayres et le Brésil avait été un objet de discussion pour les deux états. Sans contredit il est plus utile à la république de la Plata qu'à l'empire voisin, et il est très

(1) On le trouvera dans l'ouvrage qui vient d'être traduit par M. Varaigne : il a pour titre, *Esquisses historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayres*, pag. 376.

naturel qu'ils attachent tous deux la plus grande importance à sa possession. Il semble toutefois que la question s'était singulièrement simplifiée dans les dernières années. Ce beau pays s'était constitué en état indépendant, et formait comme un boulevard entre les deux contrées rivales; mais il ne présentait pas une attitude assez imposante pour conserver une indépendance complète : il devait trouver des protecteurs, ou plutôt on devait l'envahir sous prétexte de lui accorder un appui. L'esprit de la politique est le même dans le nouveau monde que dans l'ancien. La république cisplatine fut incorporée au Brésil; mais on
1823. ne put changer l'esprit des habitans : ils refusèrent de se soumettre au joug qui leur était imposé, et l'on dit que leurs représentants protestèrent alors contre la nouvelle mesure qui venait d'être prise.

Il y a, comme on le sait, certaines circonstances que tous les efforts d'une politique puissante ne peuvent point changer : le territoire de la Banda oriental présente une population descendant des Espagnols, et se trouvant par consé-

quent peu en harmonie avec la nation brésilienne, qui perpétue dans le Nouveau-Monde les coutumes, les usages, les mœurs d'une nation rivale. Cette espèce de démarcation morale ne peut guère s'effacer tout-à-coup. Il est certain que les habitants de la Banda oriental se trouvaient bien moins disposés à voir dans les Brésiliens un peuple de frères qu'ils ne l'étaient à adopter les lois de Buenos-Ayres, dont ils ne s'étaient séparés que momentanément, sans motif de haine. Ce qui devait avoir lieu était facile à prévoir; mais les évènements se succédèrent plus rapidement qu'on ne l'avait imaginé.

Le Brésil présentait une attitude assez imposante; mais, quoique résolu à prendre les armes pour se faire rendre un territoire qu'il regardait comme faisant partie de la confédération, Buenos-Ayres était résolu à attendre la réunion du congrès général afin de lui adresser ses réclamations, lorsqu'un soulèvement qui eut lieu dans la Banda oriental hâta la marche des évènements.

Les esprits étaient depuis plusieurs mois

dans cette espèce d'agitation qui n'attend qu'une mesure soudaine pour s'accroître et pour opérer un changement complet, quand le colonel Lavalleja, né dans la Banda oriental, mais établi à Buenos-Ayres, résolut de faire servir à l'indépendance de son pays le mécontentement général. Son dessein fut aussitôt exécuté qu'il avait été conçu; mais peu de personnes le partagèrent. Suivi seulement de trente-trois compagnons d'armes, il entra sur le territoire cisplatin; là il se réunit à un ancien officier d'Artigas, Fructuoso Rivéra, et joignit sa fortune à la sienne. Au bout de quelques jours ils se virent à la tête de quelques milliers de soldats. La Banda oriental était complètement soulevée, la guerre entre Buenos-Ayres et l'empire du Brésil fut déclarée, et les hostilités commencèrent immédiatement.

On a pu voir dans les journaux les principaux évènements de cette nouvelle guerre: les troupes de la république ont remporté, dit-on, quelques avantages. Buenos-Ayres a été mis en état de blocus; mais les forces navales qui se trouvent

devant ce port sont loin, dit-on, d'être suffisantes pour changer complètement la face des choses.

Un grand changement a été fait dans l'administration intérieure de Buenos-Ayres : M. de Las Héras a cessé d'être président ; M. Rivadavia le remplace et se trouve maintenant à la tête des affaires.

Il est bien difficile de prévoir quelle sera l'issue de la guerre qui se poursuit avec activité entre Buenos-Ayres et le Brésil ; mais on sent que l'agriculture et le commerce des deux pays doivent en recevoir un notable préjudice. Espérons que l'empereur du Brésil, qui a donné dernièrement une preuve de son amour pour le bien public, saura concilier les intérêts du Brésil avec ceux de la justice. Peut-être dans l'intérêt commun la Banda oriental devrait-elle former un état complètement indépendant.

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE DU CHILI.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE SOL ET SES PRODUCTIONS.

Le Chili acquit en Europe une juste célébrité dès le commencement de la conquête. Les Espagnols y trouvèrent des ennemis qui surent leur résister; ils immortalisèrent le courage, mais ils ne surent point toujours le respecter. Là comme dans le reste de l'Amérique il y a eu des victimes: elles ont seulement résisté plus long-temps, elles ont coûté plus de sang à leurs ennemis.

Par sa position géographique le Chili est déjà digne de fixer notre attention: il peut devenir l'entrepôt d'un commerce actif entre les deux mers, et répandre l'industrie dans une portion de l'Amérique méridionale. Borné au nord par le Pérou, au sud par la Patagonie, à l'est par le

Tucuman et les provinces de Buenos-Ayres, à l'ouest par l'océan Pacifique, il comprend treize provinces, qui, par leur situation, permettent à l'agriculteur d'occuper son industrie d'une foule de manière. Ici l'on voit prospérer les diverses productions communes à la plupart des contrées soumises au soleil des tropiques; en s'avançant vers le sud on cultive les céréales qui enrichissent le sol de l'Europe, la vigne semble même devoir offrir dans quelques districts des résultats beaucoup plus avantageux que ceux qu'on a obtenus en d'autres endroits de l'Amérique méridionale; il est fâcheux que de ridicules priviléges aient retardé l'accroissement de cette branche d'agriculture; maintenant que l'abus a cessé, l'industrie va jouir de tous ses droits.

On connaît depuis long-temps les richesses métalliques possédées par le Chili; mais on n'a peut-être point fait assez d'attention aux avantages qui peuvent résulter pour ce beau pays de la multiplication d'un animal qui y est indigène ainsi qu'au Pérou, et que l'on peut difficilement

transporter dans d'autres contrées. En supposant que nos moutons ne pussent point réussir dans le Nouveau-Monde aussi bien qu'en Europe, il est certain que les différents genres d'alpaca peuvent fournir une laine souvent préférable à celle que nous employons; malheureusement les animaux qui la fournissent ne se soumettent point aisément au joug de la domesticité. Habitants des montagnes, ils conservent cet esprit de liberté qu'on remarque chez presque toutes les créatures vivantes accoutumées à vivre dans les lieux élevés. Des mémoires écrits sur les lieux pourraient même faire craindre que l'insouciance des peuples civilisés qui habitent maintenant ces pays ne laisse anéantir une espèce utile qu'on voyait se propager rapidement au milieu de nations barbares (1). En serait-il des animaux comme des hommes? ceux de l'Europe doivent-ils remplacer partout ceux que la nature créa pour le pays?

(1) Voyez un mémoire très curieux sur la manière de naturaliser cet animal en Europe, dans les *Annaes das sciencias e artes*.

Il est certain du reste que l'introduction des chevaux a été un grand bienfait pour le Nouveau-Monde. Ce bienfait sera plus vivement senti quand des routes nouvelles auront été tracées. Il est reconnu aussi que les Péruviens auraient poussé beaucoup plus loin leur civilisation s'ils avaient eu l'avantage de posséder ces utiles animaux; peut-être même n'eussent-ils point été anéantis. On sait de quelle terreur les frappèrent nos cavaliers. Les lamas, si utiles maintenant par leur toison, pouvaient bien quelquefois leur servir à transporter de légers fardeaux ; mais jamais il n'était possible de s'en servir pour se transporter d'un lieu à un autre : aussi sous le règne des Incas le nombre des routes était-il extrêmement borné. La civilisation se concentra, et ne se répandit point, faute de moyens de communication. Les Péruviens cependant étaient trop rapprochés du Chili pour ne point y pénétrer, ce dut être même l'asile de quelques uns de leurs chefs victimes des révolutions. Ce contact d'un peuple barbare avec un peuple sauvage eut un effet dont il est encore facile

aujourd'hui de s'apercevoir. Les peuples de cette partie de l'Amérique étaient plus avancés dans la civilisation que ceux des contrées environnantes; peut-être aussi qu'ils sentirent s'animer leur esprit d'indépendance en voyant ce gouvernement despotique sous lequel vivaient les Péruviens, et qui était si contraire aux institutions sociales des tribus errantes, où règne en général la plus parfaite égalité.

GUERRES DES ARAUCANS AVEC LES ESPAGNOLS.

Avant la conquête des Espagnols, des guerres terribles avaient donc ensanglanté ce beau pays. Un peuple que sa civilisation naissante mettait au-dessus des autres nations du Nouveau-Monde avait voulu asservir les habitants du Chili.

Il ne nous est resté que de faibles documents sur ces temps antérieurs à l'envahissement des Européens; on sait cependant que, vers le milieu du quinzième siècle, l'Inca Yuepanqui résolut d'agrandir son empire en asservissant ses voisins.

Un prince royal nommé Sinchinuca se mit à la tête des armées et commença la conquête : une partie du Chili fut rapidement envahie.

Il paraît que le général péruvien dut ses premiers succès autant à la persuasion, qu'à la puissance de ses armes. Bientôt une nation guerrière venue du sud lui disputa le passage et lui prouva qu'il y avait dans le Chili des hommes capables de conserver leur liberté. Sinchinuca craignit cet amour d'indépendance ; il arrêta le cours de ses conquêtes, et résolut de réunir seulement à l'empire des Incas les provinces déjà soumises. Il paraît que la rivière de Rapel servit de limites aux deux nations.

Les choses étaient dans cette situation quand les Européens découvrirent le Nouveau-Monde. Après que les Espagnols furent entrés dans le Pérou, quand ils eurent commencé la destruction d'un empire puissant, ils songèrent à asservir d'autres peuples : il semble que leur audacieux courage eût sans cesse besoin de nouvelles conquêtes. Almagro pénétra le

premier dans le Chili, espérant sans doute y trouver d'immenses richesses ou cherchant à rendre plus célèbre un nom
1535. dont Pizarre affaiblissait la gloire.

Le général espagnol conduisait une armée forte de cent soixante-dix Espagnols et de quinze mille Péruviens. Il montra dès le début son esprit entreprenant : la route la plus courte était la plus périlleuse, ce fut celle qu'il choisit.

Accoutumés à vaincre depuis qu'ils avaient débarqué sur ces rivages, les Espagnols espéraient sans doute une facile conquête ; ils ne tardèrent pas à se convaincre que les Américains n'étaient point faibles partout, et que dans les lieux où l'on chérissait l'indépendance on avait du courage.

Les Chiliens marchèrent à la rencontre de ces nouveaux conquérants : les armes de l'Europe ne purent les intimider, et en battant les Espagnols sur la rivière de Cachapoal, ils leur donnèrent une première preuve de cette haine implacable qui les a animés pendant trois siècles.

Almagro se retira pour la première fois.

Les Espagnols s'enfuirent devant ces peuples dont ils avaient dédaigné la sauvage intrépidité.

Malgré ce premier revers, Pizarre, enhardi par ses succès au Pérou, résolut d'entreprendre une nouvelle tentative. Cette fois il résolut de former une colonie au Chili avant d'asservir les habitants. Deux cents Espagnols marchèrent sous les ordres de Pedro Valdivia, et malgré l'opposition des indigènes ils fondèrent un établissement durable, la ville de Santiago s'éleva. 1540.

Mais des peuples voisins se rappelèrent que les Espagnols avaient été déjà vaincus. Les Araucans environnèrent la ville naissante, et peut-être la garnison eût-elle été détruite si cette nation guerrière eût eu des armes capables de servir son courage.

Malgré les dangers dont se trouvaient environnés les Européens, la soif de l'or fut plus forte encore cette fois chez eux que la crainte du péril; ils se dirigèrent vers la vallée de Quillota, où des mines d'une grande richesse tentaient leur cupidité. Un fort s'éleva pour protéger le nouvel établissement. 1544.

Quoique l'amour de l'indépendance soit ardent chez ces nations sauvages, il ne peut point se montrer par des efforts continus; ces peuplades ont besoin de subvenir à leurs besoins en même temps qu'elles voudraient conquérir leur liberté, c'est ce qui explique la plupart du temps le peu de succès de leurs guerres. Il n'y a point chez eux assez de prévoyance, unie au courage; ils laissent presque toujours bâtir des villes, et sont effrayés à l'aspect d'une domination nouvelle dont ils n'avaient point redouté la puissance : ils combattent alors; il n'en est plus temps, le pays se trouve asservi.

C'est ce qui arriva dans cette contrée au milieu du peuple le plus brave de l'Amérique entière : Valdivia eut le temps de bâtir Coquimbo, et la domination des Espagnols se trouvait assurée quand ce chef fut battu sur les rives d'Itata par un parti considérable d'Indiens.

Ce revers lui fit comprendre qu'il ne pourrait point conquérir entièrement le Chili sans augmenter le nombre de ses soldats. Il retourna au Pérou, et après

avoir aidé Pizarre dans ses desseins, il en obtint des secours qui le firent triompher.

S'il fut injuste, il ne fut point ingrat : ceux qui l'avaient aidé dans ses anciennes conquêtes reçurent en récompense d'immenses concessions de terrains.

Il abandonna donc le nord du Chili pour se diriger vers le sud : la ville de la Conception s'éleva, et cette cité nouvelle, qui devait être bientôt renversée par les tremblements de terre, prêta le secours de ses murailles à des guerriers 1550.
qui allaient commencer une guerre longue et terrible.

A la nouvelle de cette invasion les tribus des Araucans prennent la résolution de chasser ceux qui viennent envahir leur territoire. Ils marchent avec courage au secours des Penconiens; le bruit de nos armes les étonne, ils s'accoutument à l'entendre.

Bientôt on a la preuve que les foudres de l'Europe ne peuvent plus les effrayer; leurs attaques se multiplient, leur tactique se perfectionne, ils sont en plus grand

nombre que leurs ennemis, ils ont une cause sainte à défendre; Valdivia prévoit tout le danger qui le menace, et veut le prévenir par une attaque prompte et décisive. Le Bio-Bio est traversé, on se trouve sur le territoire des Araucans; leur énergie s'accroît, une guerre éternelle est jurée aux Européens.

Tant que les Araucans n'avaient fait que porter du secours aux nations voisines, toutes les tribus ne marchèrent point contre les Espagnols; mais après le passage du Bio-Bio la nation entière se réunit.

A l'arrivée des Européens les Araucans formaient quatre tribus séparées, gouvernées par un chef héréditaire nommé toqui, dont le pouvoir cessait en temps de guerre, ou plutôt s'abaissait devant celui d'un chef électif; les apo-ulmènes et les ulmènes partageaient le pouvoir avec ceux qui guidaient la nation.

Quand on vit clairement quels étaient les projets des Européens, les Araucans sentirent la nécessité d'élire un chef capable de résister à de si redoutables ennemis. Un simple ulmène fut élevé à la

dignité de toqui. Caupolican avait prouvé à ses compatriotes qu'il était digne de les commander. Ses nouveaux exploits effacèrent les anciens. 1553.

Instruits par les guerres précédentes, les Araucans cessèrent de combattre comme leurs ancêtres; ils opposèrent des manœuvres moins irrégulières à la tactique des Européens. Bientôt les Espagnols se virent réduits à la situation la plus déplorable. Privés de leurs établissements, ils résolurent de faire un dernier effort: une bataille fut livrée sur les hauteurs de Tucapel; des deux côtés on fit des prodiges de courage; enfin Caupolican l'emporta, Valdivia périt, et il n'y eut qu'un bien petit nombre de ses soldats qui échappèrent au carnage.

Il faut le dire cependant, la trahison eut part aux succès des Araucans, et peut-être sans cela n'eussent-ils point triomphé de leurs intrépides ennemis. Au moment du combat un jeune Araucan élevé par Valdivia écouta l'amour de la patrie au mépris des lois de la reconnaissance, il entraîna les Indiens qu'il commandait dans les rangs

de ses anciens frères, et sauva sa patrie peut-être aux dépens de l'honneur.

Quoi qu'il en soit ses compatriotes ne furent point ingrats ; en récompense du service qu'il venait de rendre, on lui accorda la dignité de second toqui. Instruit de la manière de combattre des Européens, Lautare ne craignit point de se diriger vers Santiago. Il détruisit la Conception, et faisait déjà trembler les habitants de la capi-
1555. tale du Chili, quand il se vit surpris, durant la nuit, par un parti d'Espagnols.
1556. Dans cette circonstance il prouva que l'amour de son pays était la cause de sa première faute : il préféra sa mort à la captivité, et se tua. Malgré son extrême jeunesse et ses fautes on peut le regarder comme un des êtres les plus extraordinaires qu'aient eus à combattre les Espagnols. Son intrépidité sauvage avait pris quelque chose de la valeur réfléchie des conquérants. Caupolican continuait à agir de son côté : mais la mort du jeune chef arrêta ses succès ; il ne songea plus à assiéger les Espagnols dans leurs villes, et il se retira sur les frontières pour les protéger.

Mais dans ces contrées sauvages, où jamais une bataille décisive ne pouvait être livrée par les Européens, la guerre devait être longue : elle offrait tour-à-tour aux deux partis de grands revers à éprouver et de grands succès à obtenir. Don Garcia Hurtado de Mendoza arriva enfin avec des forces considérables : on espérait qu'il anéantirait les tribus indomptées. Il crut y parvenir par une conduite cruelle : il ne fit que rendre plus justes les sentiments de haine et d'horreur qu'on avait voués aux conquérants.

Le nouveau général ne se livrait pas seulement aux soins des armes; il fit rebâtir la ville de la Conception, fonda quel- 1558
ques autres établissements, et découvrit ce célèbre archipel de Chiloé qui, plusieurs siècles après, devait voir les derniers efforts du parti royaliste. Explorer de nouvelles contrées et s'en voir repousser, fonder des villes qui étaient anéanties au bout de quelque temps, voilà ce qui se passait dans ce premier siècle de conquêtes, voilà ce qui éternisait la haine des Espagnols, voilà sans doute ce qui excita

leur cruauté. Caupolican fut pris, et ce fut en vain qu'il demanda à avoir la tête tranchée : on lui fit subir le plus horrible des supplices (1).

Une semblable exécution pouvait satisfaire un moment le désir de vengeance dont les Européens étaient altérés ; mais elle était bien impolitique : car, dans la pensée des Araucans, le sang d'un tel chef exigeait la destruction des villes ; son sang ne pouvait s'apaiser que par le sang de plusieurs milliers d'ennemis. Le fils de Caupolican guidait les vengeurs de son père ; la guerre se continua avec fureur. Il battit d'abord les Espagnols en plusieurs rencontres, jusqu'à ce que l'issue mal-
1559. heureuse de la bataille de Quipeo l'eût contraint à se retirer.

Les Espagnols étaient vainqueurs ; ils relevèrent leurs villes, ils en fondèrent de nouvelles (2) ; ils cherchèrent cet or pour lequel ils avaient déjà versé tant

(1) Il fut empalé.

(2) Ce fut alors que s'éleva San-Juan de Mendoza.

de sang. Mais les Araucans ne voulaient point d'or : ils voulaient être vengés; ils ne tardèrent point à recommencer la guerre.

Malgré tout la puissance des conquérants s'était consolidée. Rodrigues Quiroga, qui avait remplacé D. Garcia et Villagran, ravagea le territoire des ennemis. Quelques années après, Ruiz Gamboa fonda la ville de Castro, dans l'île principale de Chiloé.

Le Chili ayant pris plus d'importance aux yeux de la métropole, Philippe II y érigea une audience royale, indépendante du Pérou. Deux hommes célèbres dans l'histoire de ces contrées se partagèrent le pouvoir civil et militaire. Quiroga étant devenu président, Ruiz Gamboa se mit à la tête de l'armée. Une conduite énergique devenait indispensable, car la ville de Canète avait été attaquée par les Araucans. Ces peuples furent battus, et laissèrent un grand nombre des leurs aux mains des Espagnols; ils refusèrent toutes les propositions de paix qui leur furent adressées. Leurs ancêtres leur avaient laissé trop

de preuves de ce que peut la persévérance. Un homme en qui la cour d'Espagne se reposait venait au Chili investi des deux
1568. pouvoirs : Melchior de Bravo voulut mériter cette faveur par une action signalée. Il marcha contre Caillatura-Toqui, et fut battu complètement. Le désastre eût été peut-être irréparable sans Gamboa, qui reprit le commandement des troupes.

Mais une de ces catastrophes qui se renouvellent si fréquemment dans ces contrées contraignit les habitants à mettre une trêve à leurs fureurs. Un affreux tremblement de terre eut lieu : le bouleversement de la nature fit naître un moment de repos parmi les hommes. Quelle paix ! on avait cessé seulement de s'égorger : la ville de la Conception avait été détruite. La trêve dura quatre ans ; au bout de ce terme les hostilités recommencèrent.

Rappeler rapidement cette nouvelle guerre, ce serait en quelque sorte répéter ce qui a été dit ; ce serait présenter sans cesse des scènes d'héroïsme et de cruauté qui n'amenèrent aucun résultat. Enfin Alonzo Sotomayor arriva au Chili,

et il résolut d'imiter la conduite de Garcia. Sous cet homme exécrable on crut un moment que cette longue guerre allait être terminée, car le pays des Araucans nagea dans le sang. En 1585, les tribus animées par le désespoir obtinrent quelques succès; mais ce furent les Indiens auxiliaires des Espagnols qui supportèrent le poids de leur fureur. Les conquérants repassèrent le Bio-Bio, et s'y fortifièrent.

Jusqu'alors ce pays n'avait été agité que par des guerres intérieures; les Anglais envièrent cette belle possession aux Espagnols : Thomas Cavendish tenta de s'en 1587.
emparer; mais il fut contraint, comme on le sait, à se rembarquer assez précipitamment.

La même époque présenta le singulier spectacle d'un combat chevaleresque entre les deux chefs des armées ennemies. Le toqui Cadeguela avait obtenu les plus grands avantages sur les Espagnols; il voulut se mesurer avec le général Ramon : le défi fut accepté; mais le chef sauvage fut tué en présence des siens.

1591. Je ne dirai rien de Quintugenu, qui mourut dans un combat en invoquant la liberté; mais je ne puis passer sous silence le fameux Utamalpu, qui mit les Espagnols à deux doigts de leur perte. D. Martin Loyola, neveu du fondateur des jésuites, gouvernait alors le Chili : il fut massacré après avoir fondé quelques établissements. Aussitôt après sa mort les provinces indiennes se soulèvent, les Espagnols qui s'y trouvent sont massacrés, neuf villes sont investies. Enfin le terrible Utamalpu traverse le Bio-Bio, et va brûler Chillan et la Conception. Ces peuples, qu'on a traités d'une manière si cruelle, font sentir jusqu'où peut aller le désir de la vengeance. Envoie-t-on contre eux un général habile, il est vaincu : D. Quinones ne peut empêcher que la ville de Valdivia ne soit détruite, et que ses trésors enrichissent les Araucans. Cet évènement n'est pas le seul qui signale une époque désastreuse : au commencement du dix-
1600. septième siècle les îles de Chiloé sont ravagées par les Hollandais.

Quinones a remis le commandement :

deux généraux lui succèdent; leurs efforts ne peuvent arrêter Utamalpu dans ses succès : l'opulente Villa Rica, Osorno, Impérial, se rendent. Dans le court espace de trois ans la plupart des grands établissements sont détruits. Jamais le Chili n'a pu se relever d'un semblable revers.

Durant cette période, des traits d'héroïsme honorent le courage des Espagnols, et l'on cite encore avec admiration le nom de cette Inès Aquilera, qui défendit la ville d'Impérial contre de farouches ennemis.

Cette époque sans doute est désastreuse pour les colons; car au chef le plus terrible, on voit encore succéder un grand guerrier parmi les Araucans. Utamalpu meurt; Huenecura lui succède; et malgré 1609.
les efforts de la métropole, les Espagnols sont toujours vaincus.

Huenecura poursuivit la guerre. Grâces aux nouveaux sacrifices faits par l'Europe, le général Ramon était parvenu à le contenir pendant quelque temps : mais ce gouverneur mourut, et le chef des Indiens ne tarda pas à le suivre.

La cour de Philippe III sentit alors la nécessité de faire la paix avec ces ennemis, qui n'avaient oublié aucune des injures faites à leurs ancêtres. Un jésuite nommé Valdivia essaya même de les convertir au christianisme. Ce peuple avait sans doute devant les yeux l'exemple des Guaranis : on ne put le soumettre.

La guerre recommença ; plusieurs gouverneurs se succédèrent, et sous Louis Cordova les Espagnols obtinrent quel-
1620. ques avantages. Enfin on eut une preuve de ce que pouvait opérer une conduite opposée à celle qui avait été tenue jusqu'alors envers les Araucans. Don Francisco Laso, par la douceur de son gouvernement, par l'équité de sa conduite, prépara une paix long-temps désirée.

Le Chili devint encore un objet d'envie pour les Hollandais et pour les Anglais : les premiers virent leurs ambassadeurs massacrés par les Araucans, les autres se perdirent dans le détroit de Magellan ; l'espoir du succès s'évanouit pour eux,

Près d'un siècle s'était écoulé dans des guerres continuelles avec la plus terrible

des nations indiennes, quand un traité de paix fut conclu entre elle et l'Espagne, sous le marquis de Baydes. Il fut convenu que le Bio-Bio servirait de frontière aux territoires occupés par les Araucans et les Espagnols. Ceux-ci obtinrent pour leurs missionnaires la permission de prêcher l'évangile parmi les diverses tribus; mais ces missionnaires ne se présentèrent point seulement avec un appareil de paix, une escorte militaire les accompagnait, et ils étaient protégés par un officier auquel on donna le titre de *capitaine des amis*.

Une nation fière et généreuse ne pouvait pas être long-temps victime des petites exactions qu'on se croyait permises envers elle ; elle sut repousser les offres que lui fit la Hollande, mais elle ne put supporter l'insolence de quelques soldats. Après le tremblement de terre qui détruisit, en 1647, une partie de Sant-Iago, la guerre prit un caractère plus grave, le toqui Clentaru ravagea les établissements de ceux qui n'avaient point su conserver l'amitié de sa nation. La paix fut rétablie en 1665; toutefois la conduite des missionnaires et

1723. celle des gens de leur escorte cessa d'être prudente. Les hostilités recommencèrent; ensuite la bonne intelligence reparut, mais on abolit la charge de capitaine des amis; les Araucans avaient appris, à leurs dépens, ce que valent certains titres parmi les Européens.

1742. Vers le milieu du dix-huitième siècle, un grand nombre d'établissements furent fondés; D. Jozé Ramo reçut l'ordre de réunir dans des villes la population qui s'était accrue, et qu'on voyait disséminée sur tant de points différents. Toujours remplis de cette idée, que les Américains doivent se soumettre à nos opinions et à notre manière d'exister, on voulut, plus tard, obliger les Araucans à suivre le même système. Pour plaire aux colons, ces peuples devaient aussi fonder des villes. Ils prouvèrent, d'une manière terrible, qu'ils voulaient conserver leurs anciens usages (1). Enfin, vers la fin du siècle, un

(1) Cette dernière guerre coûta à l'Espagne près de deux millions de dollars. (*Précis historique sur la révolution des provinces unies de l'Amérique du sud.*)

nouveau traité ramena la paix. Elle n'a point été encore durable; et, comme on le verra, les Araucans ont pris part aux guerres de l'indépendance. 1783.

Ce peuple célèbre, si digne de l'attention de l'Europe, offre une preuve nouvelle que le courage et la persévérance ont pu seuls conserver les nations américaines. Excepté les peuplades qui étaient déjà accoutumées au joug, celles qui se sont soumises ont été détruites lentement. Durant leur fréquent contact avec les Européens, les Araucans ont modifié leurs usages: ils occupent une ville, ils ont rassemblé des bestiaux, le cheval a été dompté pour servir à leurs besoins; enfin un voyageur nous apprend qu'ils avaient conquis des armures sur les Espagnols (1), et qu'ils en faisaient usage. Le capitaine Hall fait un tableau curieux du mélange de barbarie et de civilisation qu'on remarque chez eux; mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est que ce peuple, qui a si long-temps combattu pour sa liberté, a servi contre le parti

(1) Voyez Fraisier.

qui a conquis l'indépendance. Bientôt nous allons le voir figurer dans ces guerres.

CONSIDÉRATIONS RAPIDES SUR L'ÉTAT DU CHILI AVANT LA RÉVOLUTION. PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE.

Comme toutes les contrées de l'Amérique méridionale, ce beau pays si vanté par Robertson resta inconnu en Europe, et l'on eût peut-être ignoré les guerres terribles qui l'ensanglantaient sans un poëme célèbre qui en chantait les principales circonstances. Raynal n'était parvenu à obtenir sur ces contrées que des données fort imparfaites; et Fraisier fut long-temps le seul auteur qu'on pût consulter avec fruit sur ses coutumes et ses institutions, car Molina était peu connu.

Le système commercial qui interdisait toute communication entre le Chili et la métropole devait nécessairement tomber de lui-même. Il cessa en 1778; les ports d'Espagne ayant été ouverts aux habitants du Chili, leur commerce ne tarda pas à

prendre un peu plus d'activité : on commença à comprendre que les richesses dont la nature avait été prodigue envers eux pouvaient ne pas être inutiles. Une partie des échanges se fit par le Pérou, et surtout par le Rio de la Plata; mais les marchands de Lima obtinrent la singulière concession que ce commerce se ferait par l'isthme de Darien. L'abbé Molina dit que vingt-trois ou vingt-quatre navires de six cents tonneaux environ suffisaient alors pour conduire dans les ports du Pérou les divers objets d'exportation, sur la quantité desquels on ne peut avoir que des données assez incertaines (1).

Quant à l'industrie de ces contrées, pour en donner une juste idée, il suffira de rapporter qu'on ne savait y faire la

(1) Elles consistaient en vin, légumes, amandes, noix, noix de cocos, conserves, fruits secs, suif, lard, fromage, semelles de souliers, bois de construction, cuivre. Le Chili obtenait en échange de l'argent, du sucre, du riz et du coton. (Voyez *Journal d'un jeune Américain*, *Revue américaine*, 1er n°.)

farine, il y a peu d'années, qu'en broyant le grain entre deux pierres à force de bras (1). De tels faits sans doute disent tout ce qu'on doit penser d'un gouvernement et de son administration.

Les propriétés particulières sont, dit-on, immenses au Chili, parcequ'elles se sont conservées dans les familles et dans les communautés religieuses depuis l'époque de la conquête. La révolution n'a rien changé à cet ordre de choses. On affirme qu'il y a des propriétés qui s'étendent depuis le bord de la mer jusqu'au sommet des Andes, et même jusque sur le revers oriental de ces montagnes; elles ont de soixante à soixante-dix lieues de longueur (2). Ces immenses districts ne sont guère habités que par des bestiaux errants et par leurs pasteurs, qu'on peut comparer aux guauchos de Buenos-Ayres.

Les terres les plus susceptibles de rapports, celles qui se trouvent aux portes de la ville, sont vendues à peu près 350 francs

(1) Voyez le *Voyage du capitaine Hall*.

(2) Voyez le journal *le Globe*.

l'hectare, et c'est en France, comme le fait observer *le Globe*, le prix des plus mauvais terrains cultivés.

Si jadis on labourait la terre au Paraguay avec des ossements de cheval ou de bœuf, les instruments aratoires n'avaient pas reçu beaucoup plus de perfection au Chili; on se contente encore maintenant de la charrue la plus grossière, ou d'une branche d'arbre recourbée qui sillonne la surface de la terre; les irrigations sont négligées; enfin l'habitude veut qu'une partie du froment soit perdue parceque la moisson commence toujours trop tard. Le grain est excellent, mais petit; il paraît que le sol s'est appauvri, et si la récolte s'élevait à cent, deux cents et trois cents pour un, elle ne produit plus guère maintenant que soixante ou soixante-dix pour un dans les districts de l'intérieur, et quarante à cinquante dans ceux qui avoisinent le bord de la mer. Ce changement vient sans doute du préjugé ridicule qui fait négliger l'usage des engrais comme contraire à la volonté de Dieu.

Il importe surtout à la prospérité du

Chili de perfectionner la culture de ses vignes, car ce pays semble destiné à fournir de vin une partie de l'Amérique méridionale. L'extrême négligence qu'on met dans l'exploitation des vignobles les rend d'une qualité médiocre. Le vin des environs de la Conception ressemble beaucoup au malaga ; il est désigné sous le nom de vin de Penco.

DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE AU CHILI.

1810. Les raisons qui avaient développé le premier sentiment d'indépendance à Buenos-Ayres, exercèrent à peu près la même influence au Chili. Le comte Carrasco s'était vu contraint de remettre le commandement de la province au comte de la Conquista, lorsque les nouvelles idées se répandirent. Les personnages les plus importants par leur fortune ou par la considération dont ils étaient revêtus, se réunirent pour délibérer sur le parti qu'on devait prendre relativement à la métropole. On apprécia sa situation. La première idée fut d'échapper

au pouvoir de la puissance étrangère qui semblait devoir l'asservir. Une junte fut formée, le comte de la Conquista fut nommé président de l'assemblée.

Ce qui importait le plus à cette époque aux habitants des différentes provinces américaines, c'était l'abolition des priviléges qui entravaient d'une manière si honteuse le commerce, l'agriculture, l'industrie; et certes les nouveaux législateurs avaient plus de réformes à introduire au Chili que partout ailleurs; les lois des colonies y étaient exercées avec une rigueur telle, que la contrebande était devenue nécessaire aux besoins des habitants et qu'elle se faisait à main armée de la manière la plus audacieuse.

Le nouveau gouvernement fut sur le point d'échouer dans le bien qu'il voulait faire, et le désir qu'il avait de donner plus de force à ses institutions pensa renverser le nouvel ordre de choses. La formation d'un congrès avait été résolue; la junte s'était rassemblée pour élire les représentants, lorsqu'un certain Figueroa, qui s'était déclaré en ap-

parence pour la révolution, mais qui avait formé un parti contre elle, se montra à découvert, et voulut agir contre l'assemblée. Il avait su gagner un bataillon destiné à faire respecter la junte, il en prit le commandement, et marcha contre les troupes restées fidèles au nouveau gouvernement; de cette faible escarmouche dépendait peut-être le triomphe des nouvelles institutions: la junte triompha; Figueroa reçut le prix de sa trahison.

Après cet évènement la tranquillité ne se rétablit point tout-à-coup; des divisions intestines se développèrent, des réformes furent faites à l'instigation de trois frères devenus célèbres, les Carrera.

1811. Il était bien difficile, dans une révolution où les évènements se succédaient avec tant de rapidité, que des hommes complètement opposés dans leurs principes pussent vivre dans les mêmes lieux, sans être les uns pour les autres un objet de crainte; ou plutôt le gouvernement n'était point encore suffisamment affermi pour contenir à l'intérieur des ennemis

puissants, qui pouvaient favoriser ceux du dehors. Les Espagnols mécontents reçurent l'ordre de retourner en Europe ; on leur accorda six mois pour disposer de leurs propriétés.

Un autre décret déclara libres tous les enfants des esclaves. La population indépendante s'augmenta par cette mesure. On accorda également la liberté aux esclaves qui viendraient s'établir dans le Chili : il leur suffisait d'un séj our de six mois pour qu'ils pussent obtenir cet avantage.

Le congrès ne se borna point là dans ses décisions ; il abolit une foule de places inutiles à l'administration ; il créa plusieurs institutions indispensables dans un pays qui devait désormais se suffire à lui-même, et qui loin de recevoir des secours de l'Europe allait bientôt avoir à combattre ses armées.

Le Chili cependant n'était pas encore complètement séparé de la métropole ; on entretenait des relations amicales avec le vice-roi du Pérou ; l'effigie de Ferdinand VII était toujours empreinte sur la monnaie.

Cette marche, dans la révolution, était fort naturelle : des abus énormes se faisaient sentir au Chili et devenaient chaque jour plus insupportables aux habitants; on regarda comme la chose la plus importante de les faire disparaître, sans songer, en quelque sorte, au pouvoir dont ils émanaient. D'autres réflexions suivirent la réforme : ce fut alors que des hommes novices en politique sentirent s'accroître les difficultés.

La séparation complète d'avec la métropole n'avait peut-être jamais été envisagée comme indispensable; car ces hommes, que le gouvernement espagnol faisait tous ses efforts pour isoler du reste du monde, marchaient avec leurs propres lumières, sans pouvoir se guider par celles de peuples plus avancés dans la science de la politique.

Il leur fallut bientôt opposer de la fermeté aux insinuations par lesquelles on essaya de les ébranler; on alla jusqu'à leur faire entendre que les changements qui s'étaient opérés déplaisaient fortement à l'Angleterre, et qu'elle les désapprou-

vait hautement. C'était le gouvernement provisoire d'Espagne qui faisait courir ces bruits alarmants. Le cabinet britannique les fit cesser plus tard, par l'organe de lord Strangford, en mission alors à Rio-Janeiro.

Avant qu'ils fussent rassurés de ce côté, les habitants du Chili étaient bien loin de se trouver dans un état paisible : la situation du pays faisait fermenter une multitude de têtes ardentes. N'ayant point encore adopté un parti décisif, les Chiliens pouvaient être le jouet de plusieurs partis. Les trois frères Carrera furent les premiers qui résolurent de s'emparer d'un gouvernement encore incertain. Sûrs de l'esprit des troupes, dont ils faisaient partie, protégés par une jeunesse ardente, ils obligèrent la junte à dissoudre le congrès, et affermirent leur pouvoir naissant, en faisant donner à l'un d'eux le commandement d'un nouveau régiment de cavalerie.

Investis du pouvoir, ils semblaient préluder à la séparation du pays avec la métropole, en changeant le pavillon espagnol contre le pavillon tricolore.

1812. Quelle que fût l'intention des nouveaux chefs, l'influence qu'ils acquéraient donna sans doute de l'ombrage à ceux qui naguère étaient les victimes d'un pouvoir illimité. Plusieurs conspirations se formèrent contre les trois frères. Ils parvinrent à en empêcher les effets; mais ils ne purent parvenir à garder cette harmonie, qu'il est si difficile de conserver quand on partage le pouvoir. La bonne intelligence se rétablit enfin parmi eux.

L'Angleterre, à cette époque, profitait bien des avantages que lui offrait le commerce du Chili, mais elle ne prenait pas une part décisive dans les affaires. Les choses ne lui paraissaient pas encore assez affermies pour se décider.

Jusqu'alors ce pays n'avait été troublé que par des divisions intestines. Bientôt il eut à combattre les ennemis de sa liberté. Cette crise devait avoir un heureux effet, elle pouvait anéantir le nouveau gouvernement; on allait voir les véritables intentions de la métropole relativement à son ancienne colonie.

La manière dont les choses se passaient

au Chili donnait une vive inquiétude au vice-roi du Pérou. Mais jusqu'alors il n'avait point osé attaquer des hommes qui semblaient disposés à faire toute espèce de sacrifices et d'efforts pour affermir leurs nouvelles institutions. Les partis qui se développaient, le peu d'union qu'on remarquait entre les chefs du gouvernement, firent concevoir l'espoir que l'on pourrait les soumettre. L'attaque du Chili fut résolue. Des troupes peu nombreuses partirent de Lima, et se signalèrent par quelques succès sous les ordres de Pareja.

A la nouvelle de cette invasion les nouveaux directeurs du Chili craignirent pour leur puissance, et ne négligèrent rien pour la conserver. J. M. Carrera laissa le soin des affaires à ses frères, et prit le commandement de l'armée. Le général royaliste lui opposa d'abord quelque résistance; cependant il finit par promettre d'évacuer les places dont il s'était emparé.

S'il faut en croire plusieurs documents, Carrera combattait plutôt pour lui que pour le bien de la liberté. Ses succès lui donnèrent une nouvelle ambition, son

despotisme alla toujours croissant; il en arriva un malheur qui eût pu devenir funeste à la cause de l'indépendance, dans le cas où elle n'aurait point été déjà si bien affermie. L'intendance de la Conception changea de parti, et se déclara pour les royalistes, par horreur pour l'abus du pouvoir.

La junte sentit si bien le tort irréparable qu'un semblable évènement pouvait causer à la cause de l'indépendance, qu'elle destitua le chef qui l'avait provoqué.

Ce fut alors que l'on vit paraître sur la scène politique l'homme qui depuis a eu tant d'influence sur le sort de ces contrées, le colonel O'Higgins fut investi du commandement de l'armée. Ce militaire, né d'un père irlandais et d'une mère espagnole, offrait par son caractère et par son instruction des garanties qui pouvaient rassurer le gouvernement sur l'emploi du pouvoir qu'on lui accordait.

1813. Carrera, comme son caractère devait le faire présumer, refusa de rendre le commandement des troupes; mais il n'avait point su se concilier davantage l'esprit de

l'armée que celui du gouvernement, elle se décida en faveur de son successeur qui fut proclamé général en chef. Quant à lui il eut le malheur de tomber au pouvoir de l'ennemi en retournant à Sant-Iago. Ses frères furent conduits à Chillan.

Pendant un an il ne se passa rien d'important entre les deux partis. Pareja mourut, et le brigadier Gainza prit le commandement de l'armée royaliste. Il avait amené des renforts de Lima, et voulut sans doute signaler son arrivée par quelque action d'éclat; mais il se fit battre à deux reprises différentes par O'Higgins, qui montra alors une activité surprenante, et l'empêcha, par une savante manœuvre, d'approcher de Sant-Iago, dont il voulait s'emparer.

Toutefois le général des indépendants n'avait pu s'opposer à la prise de Talca; ce fut là que se retira Gainza. Sans ce lieu de retraite il eût peut être été anéanti, mais la ville tomba en son pouvoir par le manque d'énergie de la junte, qui, pour retourner à Sant-Iago, s'était fait escorter par une partie de la garnison.

Après cet évènement l'Astrea fut nommé

directeur suprême. Une capitulation, conclue le 5 mai 1814, avec Gainza, devait délivrer le Chili des troupes espagnoles. Bientôt le général royaliste Osorio parut avec des forces plus importantes ; au mépris de tout ce qu'il y a de sacré, les hostilités recommencèrent. Échappés du lieu où ils étaient captifs, les Carrera reparaissent; l'Astrea est dépossédé par eux du gouvernement ; O'Higgins lui-même leur cède le commandement en chef de l'armée; malgré le courage de ce général, Osorio triomphe à Racangua ; les Carrera se réfugient à Mendoza ; le Chili tombe en-
1814. tièrement au pouvoir des royalistes ; de cruelles persécutions signalent leur nouvelle domination.

ARRIVÉE DU GÉNÉRAL SAN-MARTIN. — TRIOMPHE DE L'INDÉPENDANCE.

Malgré les efforts qu'il avait faits dès le principe pour assurer son indépendance, le Chili se voyait dominé complètement par l'ancien système, mais alors il ne lui restait pas la possibilité de s'en affranchir.

Ses tentatives énergiques devenues inutiles, il ne se sentait pas la force d'en faire de nouvelles. Il fallait renoncer à tout espoir. Sans vouloir accorder au gouvernement de Buenos-Ayres plus de générosité qu'il n'en eut véritablement dans cette circonstance, on ne peut se dissimuler qu'il agit avec beaucoup de prudence et de fermeté : soit qu'il sentît que l'invasion des royalistes ne s'arrêterait pas sur les côtes de la mer du Sud, soit qu'il voulût venir au secours d'un allié naturel, la détermination fut assez rapide ; et il confia l'exécution de cet important projet à un homme sur lequel on fondait de grandes espérances : San-Martin fut mis à la tête de l'armée qu'on destinait au Chili.

Il est assez remarquable qu'un des défenseurs de l'indépendance américaine ait pris naissance dans une des bourgades où un ordre puissant avait le plus comprimé cette simple liberté, que répriment si rarement les institutions les plus rigides : le général de Buenos-Ayres était né à Yapegu, capitale des Missions.

Aux yeux de bien d'autres c'eût été peut-

être une chose impossible que de traverser l'espace immense qui sépare les deux mers, et de franchir des déserts pour entrer dans un pays déjà désolé par une guerre qui avait pris un caractère si inquiétant. On peut affirmer que des troupes venues d'Europe n'auraient pas pu effectuer un semblable projet, dans le cas même où elles auraient eu le courage d'en entreprendre l'exécution.

1817. Comme les soldats qui sont nés dans les campagnes du Paraguay, il fallait savoir se procurer sa subsistance en s'emparant de bestiaux sauvages, qui errent dans ces campagnes incultes, et qui font l'unique nourriture des habitants; il fallait pouvoir supporter les excès d'une marche fatigante au milieu d'un pays brûlé par le soleil. Il était nécessaire de gravir des montagnes escarpées, et d'opposer un nouveau courage à de nouveaux obstacles, les premières fatigues n'instruisant pas à braver les autres, des montagnes escarpées succédant à des plaines immenses. Tout fut exécuté avec une rapidité remarquable, et San-Martin franchit avec les quatre mille

hommes qu'il commandait, un passage que l'on avait regardé jusqu'alors comme inaccessible, et paraissant bientôt devant les royalistes, il remporta une victoire complète sur eux à Chacabuco.

Le Chili se trouva délivré peut-être plus 11 févr.
promptement qu'on n'avait osé l'espérer; un peu plus d'activité rendait cette journée décisive; on pensa immédiatement à établir le gouvernement sur des bases assez solides pour qu'on n'eût plus à redouter le malheur qu'on avait craint. Celui qui avait sauvé la république fut choisi pour en être le chef. Mais il refusa le pouvoir, en proposant pour le remplacer le général O'Higgins. On se rappela que si cet ancien chef n'avait point toujours obtenu un plein succès dans ses entreprises, il avait donné des gages certains de bravoure et de talent; l'honneur du commandement lui fut décerné.

Après avoir affermi de nouveau son in- 6 déc.
dépendance par la victoire, le Chili croyait pouvoir goûter quelque temps de repos; il fallut bientôt reprendre les armes pour combattre les débris de l'armée espagnole,

qui s'étaient réfugiés dans Talcuhuano (1), ville fortifiée des frontières sud du Chili. On l'assiégea ; l'armée du Chili fut battue. Des secours arrivèrent, le Pérou envoya cinq mille hommes sous les ordres du général Osorio. Alors l'armée royaliste changea de système : loin d'attendre qu'on vînt l'attaquer dans la place qui lui avait servi d'asile, commandée par Osorio, elle marcha sur la capitale, et comme elle était alors forte de huit mille hommes, elle remporta d'immenses avantages. Le parti de l'indépendance fut sur le point d'être complètement anéanti à l'affaire de Cancha-Rayada.

San-Martin eut alors plus d'une faute à se reprocher ; toutefois, l'armée qu'il commandait sauva la cause de la liberté, que le général Rodriguez avait continué à soutenir de ses nobles efforts ; il faut dire en même temps qu'on trouva de puissants secours dans le patriotisme des habitants de Santiago, et qu'aux sacrifices de toute espèce qu'on s'empressa de faire, le général en chef dut voir

(1) C'est un port de mer.

que c'était pour un peuple ferme et généreux qu'il combattait. L'espoir qu'il avait conçu et qu'il avait donné ne fut point trompé. Quoique la nouvelle armée eût été organisée à la hâte, elle marcha contre l'ennemi avec cet élan auquel rien ne peut résister, et qui déjoue les mesures de la prudence comme il dompte les plus grands efforts du courage.

L'armée espagnole fut complètement battue à Maïpu. Elle ne put jamais se relever de cette défaite, qui assurait à jamais l'indépendance du Chili. Je n'entrerai dans aucun détail sur cette mémorable journée, je rappellerai seulement que Rodriguez Balcarcel, Heras, Alvarado, Quintana, Zaprola et Freyre y prirent une part active, et qu'ils y acquirent une glorieuse renommée. Tout le monde sait quelle fut l'issue de la bataille de Maïpu. Ce qui resterait à dire des exploits de San-Martin appartient plutôt à l'histoire du Pérou qu'à celle du Chili. Nous allons jeter un coup d'œil sur un fait intéressant, qui n'est point assez connu, et qui pouvait avoir une grande influence sur les destinées de ce pays.

BÉNAVIDES, ET DE SON INFLUENCE SUR LES AFFAIRES DU CHILI.

A une époque où l'on voit se réveiller les habitants du Chili, qui avaient été long-temps sous le joug d'une dépendance absolue; quand ces descendants d'Européens secouent les chaînes de l'Europe, il est bien naturel qu'une nation que les rois n'avaient pu dompter soit restée indépendante; mais il est étrange, sans doute, qu'elle n'ait point adopté les principes du nouveau gouvernement, et qu'on l'ait vue combattre pour ceux qui voulaient asservir le Chili. Rien sans doute n'est plus digne d'observation que cette contradiction bizarre; mais elle surprend bien moins de la part d'un peuple à demi sauvage, qui allie souvent la bravoure à la férocité, et qui aime l'indépendance sans en connaître les lois. La lutte qui s'est établie naguère entre les Araucans et les patriotes offrait un vif intérêt et pouvait en présenter un plus grand encore: il eût été curieux de voir une antique nation renommée par son cou-

rage, défendant les peuples qu'elle avait souvent combattus, se mêlant aux discussions des hommes civilisés, et profitant d'une révolution complète pour affermir sa position, pour assurer ses droits, en un mot pour former un état indépendant, que l'état voisin eût été contraint de respecter en se rappelant ses secours et sa vaillance. Presque tout a dépendu du chef qui s'est présenté pour guider les Araucans. Cet homme n'appartenait point à leur race, le sang espagnol coulait dans ses veines. Bénavides était, comme eux, un homme d'une bravoure à toute épreuve, mais comme eux aussi c'était un homme sans principes arrêtés, sans idées suivies, sans aucun des vrais sentiments qui devaient animer un Chilien à cette époque.

Rien de plus étrange que la destinée de cet homme, qui eut une influence si grande sur la destinée d'un peuple guerrier, célèbre à tant de titres. Déserteur du parti républicain, il fut fait prisonnier après l'affaire qui assurait le triomphe de ceux qu'il avait abandonnés, non par lâcheté, mais par inconstance de conduite. Traduit de-

vant un conseil de guerre, il fut condamné à perdre la vie. Son exécution eut lieu. Couvert de blessures, il feignit d'avoir reçu la mort, fut laissé par les soldats, et parvint avec une rare intrépidité à gagner un asile, où il reçut des secours qui le mirent en état de reprendre le parti des armes. Il fit connaître au général San-Martin son étrange position. Le libérateur du Chili connaissait le génie entreprenant et la bravoure de cet homme extraordinaire, il lui donna du service dans son armée, et le chargea d'aller combattre les indigènes qui semblaient vouloir s'opposer à ses opérations; mais après être entré dans les intentions de son général, Bénavides prit tout-à-coup le parti opposé. Il offrit ses services aux Araucans, et cette fois du moins il parut avoir rencontré ce qui convenait à son caractère. Bientôt il devint le chef d'une nation que son courage étonnait; mais loin d'employer l'ascendant qu'il avait sur elle pour adoucir ses mœurs, il ne lui offrit que les exemples d'une féroce bravoure. Il résolut d'étendre son pouvoir. Comme il joignait la plus grande activité

à une volonté ferme, il fut bientôt en état de porter la guerre sur les côtes, et de s'emparer de plusieurs bâtiments de différentes nations, que leur faiblesse faisait facilement tomber en son pouvoir. Après avoir ajouté à sa qualité de traître celle de pirate, il osa offrir ses services au chef royaliste de l'île de Chiloë, et celui-ci ne craignit pas de les accepter; mais sa puissance devait durer le temps qu'elle lui avait coûté à acquérir, elle devait s'évanouir en quelques moments. Irrités de ses déprédations sans cesse renaissantes, et d'une barbarie qui ne lui laissait pas même respecter les parlementaires, les Chiliens envoyèrent contre lui des forces suffisantes. La campagne se termina rapidement. Les Araucans, en se voyant vaincus, brûlèrent leur ville et s'enfuirent dans l'intérieur. Bénavides tomba au pouvoir d'ennemis dont il ne devait attendre aucune clémence, et qui voulurent cependant que les lois civiles le déclarassent coupable; il fut condamné à être pendu, et subit son jugement. Ses membres furent séparés du corps. Il semble que l'on re-

doutât après sa mort cet homme étrange, qui avait échappé à tant de périls, qui avait montré tant de résolution, et qui avait commis tant de crimes.

COUP D'ŒIL RAPIDE SUR LES DERNIERS ÉVÈNEMENTS ARRIVÉS AU CHILI.

Le journée de Maïpu décida à jamais du sort de cette partie de l'Amérique, dès lors le Chili fut en état d'offrir des secours aux puissances voisines La politique lui commandait de le faire; sa généreuse ardeur l'y engageait : les esprits se trouvaient dans cet état d'agitation qui succède à une grande victoire et qui en fait présager d'autres, quand on vit arriver un de ces hommes que les périls n'effraient jamais et qui sont propres surtout à faire la guerre en Amérique parceque leur industrie guerrière n'est jamais en défaut, qu'ils savent suppléer à tout, comprendre facilement les effets d'une nouvelle tactique, en saisir les ressources et les tourner contre les ennemis que d'autres auraient redoutés. Lord Cochrane arriva, et

il offrit ses secours au Chili ; il avait déjà donné plus d'une preuve de valeur et d'habileté : puisse-t-il faire un jour pour la Grèce ce qu'il a fait pour le Nouveau-Monde !

O'Higgins était directeur suprême du Chili ; ce général avait offert des gages nombreux de son ardent courage ; peut-être n'était-il point aussi familier avec les embarras d'une administration compliquée qu'avec les périls des combats. Il avait nommé cinq sénateurs consultants pour alléger le poids du gouvernement ; mais leurs pouvoirs se contre-balancèrent tellement, il y eut une telle dissidence dans leurs volontés, que la marche des affaires en fut entravée très fréquemment ; d'un autre côté la police intérieure fut si mal faite, que des scènes effroyables ne tardèrent pas à avoir lieu à la suite de querelles particulières. Un grand nombre d'Espagnols, qu'on désignait sous le nom de *godos*, furent massacrés, et la terreur régna de nouveau au sein des familles chiliennes.

1819.

Malgré le désordre résultant de ces dissensions, Cochrane ne tarda pas à former

une flottille avec laquelle il parvint à s'emparer de plusieurs bâtiments ennemis. Ces avantages eurent la plus heureuse influence sur l'esprit des troupes, au moment où de nouveaux combats allaient exiger une nouvelle énergie. Grâce à l'activité de l'amiral anglais, bientôt l'importante forteresse de Valdivia fut annexée au Chili; repoussés de tous les côtés, perdant l'espérance de se relever, parceque l'esprit public, exalté par la victoire, se montrait dans toute son activité, le parti royaliste avait cherché un asile dans l'archipel de Chiloë. Cochrane se dirigea vers ces contrées, mais ses forces n'étaient point assez considérables, et son attaque fut sans succès.

Ces îles, qui jusqu'alors avaient peu occupé l'Europe, devaient bientôt exciter son attention; un homme courageux y commandait. Si Rodil ne fit pas triompher le parti qu'il avait embrassé, il l'honora par ses derniers efforts.

C'est à l'écrivain qui retracera l'histoire du Pérou à faire sentir quelle habileté fut nécessaire pour fonder l'indépendance de ce pays. Ce sera une des pages les plus inté-

ressantes de l'histoire américaine, et le nom de Cochrane y rappellera les faits les plus honorables. Je dirai seulement ici que le 20 août l'amiral anglais quitta le port de Valparaiso, et qu'en unissant ses efforts à ceux de San-Martin, le Pérou fut libre au bout de quelques mois.

Après que San-Martin eut promulgué une constitution provisoire, Cochrane revint au Chili; quelques marques de dissension s'étaient élevées entre les deux chefs. La nécessité de se réunir pour le bien public les avait apaisées. L'amiral anglais reçut les témoignages les plus éclatants d'une vive reconnaissance, mais de nouveaux travaux l'attendaient, et il partit bientôt pour le Brésil.

Les victoires remportées au Pérou donnaient plus de tranquillité aux esprits; un congrès national fut convoqué à Sant-Iago, O'Higgins s'y démit de son autorité, mais il fut rétabli immédiatement dans l'emploi important que lui avait confié la république; le président, en le réintégrant dans ses fonctions, lui adressa un discours dans lequel il lui rappela que le Chili

avait encore besoin de ses lumières et de son courage (1). O'Higgins reprit de nouveau les rênes du gouvernement.

San-Martin était revenu au Chili. Il observa pendant quelque temps la marche que suivaient les affaires politiques; bientôt il n'y prit plus aucune part apparente, et il ne tarda pas à se retirer à Mendoza, le lieu habituel de sa résidence.

La célèbre journée d'Ayacucho assura l'indépendance du Pérou, que les victoires de San-Martin et de Cochrane avaient fait espérer. Malgré cet éclatant succès auquel il avait contribué, le Chili ne se trouva point dans une situation rassurante; épuisé par ses efforts, inquiété par la longue résistance de Chiloë, il ne tarda pas à être agité par des dissensions intérieures. Le général Freyre, qui commandait trois mille hommes sur les confins de l'Araucanie, profita de quelques mécontentements et contraignit le général O'Higgins à abdi-

(1) Voy. Stevenson, *Relation historique et descriptive d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du sud.*

quer ; il fut revêtu de la dictature. Quelques améliorations dans l'administration intérieure commencèrent à s'opérer, mais elles étaient encore bien faibles dans un pays où de longues dissensions politiques avaient accumulé les abus, ou plutôt n'avaient point permis de faire disparaître ceux qui existaient. Une paix durable pouvait seule les faire cesser. Le congrès qui se forma donna une constitution qui devait être bientôt renversée. La tranquillité publique se rétablit difficilement. Rodil, du fond de son refuge, bravait encore en 1825 les troupes dont on l'environnait, et il refusait d'exécuter la capitulation signée par Canterac.

Le Chili fit encore un dernier effort, il envoya contre Chiloë une flottille montée par trois mille cinq cents hommes ; Rodil demanda à capituler, et il obtint les honneurs militaires.

Le Chili n'avait plus à craindre d'en- 1826.
nemis extérieurs se liguant contre sa liberté; mais il était loin d'être tranquille intérieurement. La constitution donnée en 1823 ayant été renversée, le général Freyre

se trouva investi des plus grands pouvoirs. A en juger par le discours qu'il a prononcé dans la dernière séance du corps législatif, il s'est occupé de réformer divers abus ; mais la nation demande avec instance une constitution qui établisse ses droits.

On n'a pas encore statué sur l'invitation faite au Chili par les républiques du Pérou et de Colombie relativement au congrès de Panama ; l'amiral Blanco a pris les rênes du gouvernement et est nommé dictateur du Chili.

Rien, je crois, ne peut donner une idée plus exacte de la véritable situation du pays que le discours prononcé par le dernier directeur au moment où il a déposé le pouvoir (1) ; ce discours fait comprendre la possibilité d'une grande prospérité à venir, mais on est effrayé de la situation présente de ce beau pays qui n'est point complètement pacifié. Les finances sont dans une déplorable situation, et l'on n'a pu, jusqu'à présent, introduire un mode d'impôt

(1) V. *la Revue américaine*, sixième numéro.

qui convînt à la nation, et qui subvînt aux dépenses de son gouvernement; l'éducation est négligée, et le général Freyre appelle vers ce point toute l'attention de ses compatriotes.

L'envoyé du saint-siége a, dit-on, excité vivement le mécontentement des habitants par ses prétentions exagérées, et par son habitude de s'immiscer dans les affaires du gouvernement; d'un autre côté le Chili est sur le point d'acquérir des avantages qu'il ne possédait point. Ses mines seront mieux exploitées, grâce à de nouveaux arrangements; enfin quatre mille familles étrangères vont accroître sa population et perfectionner son agriculture. Son alliance avec plusieurs puissances lui donne lieu d'espérer que son commerce prendra un nouvel essor; mais ce que toute la nation désire avec ardeur, c'est une constitution définitive en rapport avec ses besoins. Le dernier chef du gouvernement a fait sentir aux législateurs auxquels il s'adressait toute l'importance des fonctions qui leur ont été confiées : c'est d'eux que dépend le bonheur du Chili.

NOTES.

Je crois devoir emprunter au célèbre M. de Humboldt les détails suivants : voyez page 1.

«*Buénos-Ayres*. Les éditeurs de l'excellent ouvrage périodique qui a pour titre *el Semenario* (t. I, p. 111) disent avec raison que sur les rives de la Plata personne ne connaît les véritables limites de l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres. Entre le Rio Parana et le Rio Paraguay, entre les sources de cette dernière rivière et le Guaporè, qui est un affluent de la Madeira, ces limites sont contestées par les Portugais ; vers le sud, on est incertain si l'on doit les étendre au-delà du Rio Colorado jusqu'au Rio Negro, qui reçoit les eaux du Rio del Diamante (*Abeja argentina*, 1822, nº 1, page 8, et nº 2, page 55). Au milieu de ces doutes, qui sont encore augmentés par le morcellement du Paraguay et de la province Cisplatine, j'ai calculé l'*aréa* de l'im-

mense territoire de la vice-royauté d'après des cartes espagnoles dressées avant la révolution de 1810: du côté de l'est le premier marco est placé au nord du fort de Santa-Teresa, à l'embouchure du Rio Tahym ; de là les limites se dirigent au nord nord-ouest par les sources de l'Ibicuy et du Juy (en coupant l'Uruguay par 27° 20′) au confluent du Paraguay et de l'Iguazu; au nord le long de la rive gauche du Parana jusqu'à la latit. aust. 22° 40′; au nord-ouest, en suivant l'Ivineima vers le présidio de Nova-Coïmbre latit. 19° 55′ fondé en 1775 ; au nord nord-ouest, près Villa-Bella et l'isthme qui sépare les eaux de l'Aguapchy (confluent du Paraguay) de celles du Guaporè, vers l'union de cette dernière rivière avec le Mamorè, au-dessous du fort do Principe (latit. aust. 11° 54′ 46″); au sud-ouest, en remontant le Mamorè et le Maniqui, comme nous l'avons dit plus haut, lorsque nous avons tracé les limites du Pérou et de la vice-royauté de Buenos-Ayres, entre les 21° 26′ et 25° 54′ de latit. aust. (entre le rio de Loa et Punta de Guacho) le territoire de la vice-royauté dépasse la cordillère des Andes et occupe sur quatre-vingt-dix lieues de long les côtes de la mer du Sud. C'est là que se trouve le désert d'Atacama, avec le petit port de Cobija, qui sera un jour si utile pour le commerce des productions de la Sierra, ou du haut Pérou. Vers

l'ouest, c'est la chaîne occidentale des Andes jusqu'à 37° de latit. ; vers le sud, c'est ou le Rio Colorado, appelé quelquefois desaguadero de Mendoza (lat. 39° 56′), ou, selon des autorités plus récentes, le Rio Négro qui sépare Buénos-Ayres du Chili et de la côte Patagonique.

Comme il serait possible que le Paraguay, la province entre Rios et la Banda orientale ou province Cisplatine, restassent séparées de l'état de Buénos-Ayres, j'ai cru devoir calculer séparément l'*aréa* de ces pays en litige. J'ai trouvé dans les limites de l'ancienne vice-royauté, entre l'Océan et le Rio Uruguay, deux mille huit cent soixante lieues carrées marines; entre l'Uruguay et le Parana (provinces entre Rios) six mille huit cent quarante-huit lieues carrées ; entre le Parana et le Rio Paraguay (province du Paraguay proprement dite) sept mille quatre cent vingt-quatre lieues carrées. Ces trois parties à l'est du Rio Paraguay, depuis la Nouvelle-Coïmbre jusqu'à Corrientes, et à l'est du Rio Parana, depuis Corrientes jusqu'à Buénos-Ayres, forment un espace de vingt-trois mille deux cent trente-deux lieues carrées, presqu'une fois et demie grand comme la France; il résulte de ces calculs pour les trois parties dont se compose l'ancienne vice-royauté de Buénos-Ayres y compris dix-huit mille trois cents lieues carrées de Pampas ou Savanes.

	lieues marines carrées.
Région du nord, ou haut Pérou, depuis le Tequieri et Mamorè jusqu'au Pilcomayo entre les 13 et 21° de latit. aust.	37,020
Région de l'ouest, ou pays entre le Pilcomayo, le Paraguay, le Rio de la Plata, le Rio-Négro et la cordillère des Andes, Tarifa, Jujuy, Salta, Tucuman, Cordova, Santa-Fé, Buénos-Ayres, San-Luiz de la Punta et Mendoza.	66,518
Région de l'est, c'est-à-dire tout ce qui est à l'est du Rio Paraguay et du Parana.	23,232
	126,770

Voyages de MM. Alexandre de Humboldt et Aimé Bompland, *Relation historique*, cinquième livraison. Le savant voyageur prévient en note qu'il doit plusieurs de ces éclaircissements à M. Auguste de Saint-Hilaire.

Les Mbayas, dit-il, sont une race superbe, voyez page 11.

Il est certain que les peuples sauvages de ces contrées, et surtout les *Mbayas*, sont encore fort redoutables. J'ai déjà indiqué, d'après

d'Azara, leur manière de se comporter en présence de l'ennemi *.

Lors de leurs expéditions militaires ils vont à cheval, et leur manière de combattre est assez extraordinaire. Ils font usage de la lance et du bâton pesant contre les troupes européennes ou contre les sauvages. S'ils s'aperçoivent que l'ennemi conserve ses rangs sans montrer de crainte, ils s'approchent à pied vers lui, traînent des peaux de jaguar pour épouvanter les chevaux, et attendent une décharge générale avant que d'attaquer, ce qu'ils font d'une manière terrible et avec la rapidité de l'éclair.

Cependant les districts qui avoisinent les fleuves sont en quelques endroits d'une fertilité extrême, voyez page 20.

A propos de l'agriculture je rappellerai ici ce que j'ai dit dans un autre ouvrage : « Il est infiniment probable que la vigne réussirait parfaitement dans ces contrées, puisqu'en 1602 il existait au Paraguay deux millions de ceps dont on tirait du vin et qui n'existent plus maintenant. La culture du tabac peut devenir avantageuse depuis le 29e degré de latitude, en

* Buenos-Ayres et le Paraguay, 2 vol. in-18, chez Nepveu.

tirant vers le nord : le maïs réussit parfaitement dans les états de Buenos-Ayres ; au Paraguay on en connaît quatre variétés indépendamment de celles qui sont remarquables par la couleur rouge ou violette. La plus singulière est celle qu'on désigne sous le nom d'abati guaycuru. Chaque grain est entouré de petites feuilles ayant une parfaite analogie avec les grandes qui servent à envelopper l'épi dans sa totalité. » Les voyages récemment publiés nous donnent des détails de la plus haute importance sur l'état de la végétation dans les vastes plaines, connues sous le nom de *Pampas*, où l'on ne rencontre aucun arbre ; on s'est assuré que le pêcher et le peuplier pourraient y croître : ceci est digne de toute l'attention du gouvernement. Voyez à ce sujet la *Revue américaine*.

L'imagination est surprise du nombre de bestiaux qui errent dans ces vastes plaines, voyez page 22.

Rien ne donne une idée plus exacte des diverses contrées du Nouveau-Monde que les peintures animées qu'en fait M. de Humboldt. Je transcris ici ce qu'il dit sur les plaines des diverses contrées de l'Amérique.

« Il y a quelque chose d'imposant, mais de

triste et de lugubre, dans le spectacle uniforme de ces steppes. Tout y paraît immobile. A peine quelquefois l'ombre d'un petit nuage qui parcourt le zénith et annonce l'approche de la saison des pluies, se projette sur la savane. Je ne sais si l'on n'est pas autant surpris à l'aspect des *llanos* qu'à celui de la chaîne des Andes. Les pays montagneux, quelle que soit l'élévation absolue des plus hautes cimes, ont une physionomie analogue ; mais on s'accoutume avec peine à la vue des *llanos* de Venezuela et de Casanare, à celle des *pampas* de Buénos-Ayres, et des *chaco* qui rappellent sans cesse et pendant vingt et trente jours la surface unie de l'Océan. »

M. de Humboldt n'a vu de véritables déserts sans végétation, et où il ne tombe jamais une goutte d'eau, que dans la partie basse du Pérou entre Amotape et Coquimbo.

Ces espèces de fiefs accordés aux successeurs des conquérants, qui les désignaient sous le nom de commanderies, voyez page 63.

Les commanderies fondées dans l'origine étaient désignées sous les noms de *Janaconas* et de *mitayos*. Les premières se composaient d'indigènes nourris, habillés et soignés suivant leurs

maladies aux frais d'un chef européen. Celles qui étaient connues sous le titre de *mitayos* ne renfermaient que des sauvages qui se soumettaient après la guerre ou même durant la paix; on choisissait parmi eux un cacique et un corrégidor, et le corrégidor ne pouvait obtenir d'eux que des services assez bornés. Il n'y avait même que les hommes de dix-huit à cinquante ans qui fussent contraints de venir à certains jours travailler pour ce magistrat.

Il paraît, d'après Charlevoix, que ce furent les pères Cataldino et Maceta qui, après avoir remonté le Parana, rencontrèrent quelques indigènes déjà baptisés par deux religieux de leur ordre, et fondèrent, en 1610, la première bourgade en lui donnant le nom de réduction, que toutes les autres adoptèrent.

Cela arriva au point que les nouveaux instituteurs enseignèrent bien le mécanisme de la lecture à leurs néophytes, mais qu'ils ne leur montrèrent point l'espagnol, voyez page 82.

Ce fait peut paraître assez singulier pour qu'on le révoque en doute; cependant il se passait des choses assez extraordinaires dans les missions pour qu'on puisse l'admettre. Phi-

lippe V avait ordonné, par un décret de 1743, qu'on leur enseignât l'espagnol, mais la politique des bons pères ne s'accordait guère sans doute avec l'esprit du décret, et il resta sans exécution.

On statua que les missions du Paraguay passeraient sous la domination portugaise, voyez page 116.

Lors de cet échange des missions, et quand la guerre contre les deux puissances commença à se préparer, le père provincial écrivit au marquis de Valdeliros pour qu'il la suspendît. Dans ce document précieux, que j'ai sous les yeux, le directeur des missions se plaint amèrement de ce qu'il n'a pu conserver aucun pouvoir sur les néophytes qu'on veut forcer, dit-il, à abandonner leur village pour passer sous la domination portugaise. Je ne comprends pas trop, je l'avoue, pourquoi le territoire de l'Uruguay, passant au Brésil, il était nécessaire de forcer les Indiens à émigrer. Mais le langage que tient l'ecclésiastique dans cette circonstance est curieux. Il affirme d'abord que les curés ne peuvent abandonner les missions sans courir les chances d'une mort inévitable ; il continue ainsi :

« Je ne peux, dans cet état des choses, m'empêcher de représenter à votre seigneurie, pour l'acquit de ma conscience, qu'après avoir obéi au roi notre seigneur, et lui avoir donné des preuves de mon respect, par tous les soins et tous les moyens que m'inspire mon ardent désir de mériter la confiance avec laquelle sa majesté a daigné se reposer de cette affaire sur notre fidélité, nous sommes arrivés à notre dernière ressource dans l'exécution de ses ordres, et qu'il est à présent nécessaire de remonter à l'intention primitive des deux rois qui n'avaient pour objet que des considérations plus qu'humaines, le sang de Jésus-Christ, versé pour ces pauvres âmes. » Après avoir loué les deux rois du zèle religieux qui avait animé leurs prédécesseurs lors de la conquête des deux Indes, le provincial rappelle que les habitants des missions redoutaient par-dessus tout de devenir esclaves des Portugais, et qu'ils ne se sont guéris de cette appréhension que quand ils ont vu le révérend père Diégo Alfaro, alors supérieur d'une mission, tué, des mains de leurs ennemis, d'un coup de balle tandis qu'il prenait leur défense. Il rappelle que cette crainte peut faire émigrer dans les montagnes du Chaco un grand nombre de néophytes qui se livreraient au brigandage; et il

termine ainsi sa protestation: « Je supplie votre seigneurie, pour l'acquit de ma conscience et en considération de l'imputation qui nous sera faite devant le tribunal de Dieu d'une perte irréparable, qu'il vous plaise de suspendre la guerre jusqu'à ce que vous en ayez fait part au roi, au suprême tribunal duquel j'en appelle au nom de ces pauvres délaissés, protestant contre toutes dispositions quelconques qui tendront au préjudice de leurs âmes, et que je regarderai comme violence et extorsion, puisque ce que le roi nous a ordonné, c'est que les peuplades soient livrées sans trouble. »

. . . .
. . . .
. . . .

Et je demande à votre seigneurie et la supplie de pourvoir à ma très humble supplique, qui m'est dictée par la justice et la charité, et de vouloir bien me faire donner un certificat pour que je me retire par-devant le roi, à qui votre seigneurie sera responsable, si, avant d'entreprendre la guerre, elle ne fait point part à sa majesté de la tournure périlleuse qu'a prise cette affaire, que l'on a crue, lorsqu'on l'a traitée, être bien éloignée d'être si fatale aux âmes : et pour cette raison nous sommes dans l'obligation de soutenir que toutes mesures quelconques qui

leur porteront préjudice seront contre l'intention du cœur catholique du roi notre seigneur.

« A Cordoue, le 19 juillet 1753. »

Les noirs ne se mêlèrent que faiblement à la population, voyez page 148.

Il paraît que la population se compose en général d'Espagnols européens, de créoles qui en descendent, de métis provenant de leur mélange avec les naturels, d'indigènes ayant quelque mélange de sang espagnol, et en dernier lieu de mulâtres de différents degrés.

« Toutes ces races, dit un voyageur, se mêlent entre elles sans aucun empêchement, de sorte qu'il est difficile de définir les gradations moins marquées, ou d'assigner des limites aux variétés qui se multiplient sans cesse. Peu de familles sont exemptes des traits caractéristiques, physiques ou moraux qui dènotent la race indienne. Ce mélange, continue-t-il, doit être regardé comme un mal momentané, et doit à la longue produire le bien de la société, parcequ'il concentrera dans un point commun les intérêts des différentes classes. »

25.

Ceci, comme on le voit, est bien éloigné des documents de M. Caldcleugh, voy. page 190.

Je crois devoir offrir ici un document important qui a été fourni par le *Journal des Débats* du 13 novembre 1825, en faisant toutefois observer qu'il faut, relativement à la population du Brésil, recourir au Résumé de l'histoire de ce pays.

« Il est intéressant de comparer entre elles les masses de territoire et de population actuellement existantes dans le Nouveau-Monde ; voici le résultat d'une confrontation des derniers recensements et des mesures prises sur les meilleures cartes : »

	Étendue en milles carrés.	Population absolue.	Population par milles carr.
Possessions anglaises. .	120,180	1,917,000	16.
États-Unis du nord. . .	113,800	10,645,000	94.
Mexique.	72,700	6,868,000	94.
Cuba, Porto-Rico, etc.	2,500	707,700	283.
(A l'Espagne).		(800,000)	
Haïti.	1,385	700,000	506.
		(950,000)	
Colonies françaises. . .	495	272,500	449.
Colonies des Pays Bas.	504	90,000	178.
Colonies danoises. . . .	208	53,700	258.
Guatimala ou Provinces-Unies du centre.	15,500	1,485,000	95

Colombie.	88,000	3,600,000	40.
Pérou.	28,000	1,900,000	67.
Brésil.	140,000	4,000,000	29.
Paraguay.	7,000	500,000	71.
Buenos-Ayres ou Provinces-Unies du sud.	60,000	1,500,000	25.
Chili.	7,000	1,200,000	171.

« Les limites de territoires et les estimations de l'accroissement annuel sont absolument incertaines pour les états ci-devant espagnols, à la seule exception du Mexique; encore la seule base bien certaine est celle des documents officiels communiqués à M. de Humboldt en 1804, époque de son important voyage. On peut voir, dans les savantes notes du dernier volume de ce célèbre voyageur, à combien de discussions les recensements de Colombie et du Brésil donnent lieu. A l'égard du Chili et de Buenos-Ayres, les incertitudes montent à cent pour cent, en comparant les derniers voyageurs, Caldcleugh, Schmidtmeyer, et autres. »

Selon l'intéressant document fourni par M. Grandpré, voyez page 207.

Il y a erreur; il faut lire Grandsire. Depuis que cet ouvrage a été mis à l'impression, les journaux nous ont instruit des changements

survenus au Paraguay. Je donne ici un document précieux inséré dans le *Journal des Débats* du 9 septembre 1825 :

« Le Paraguay déclara son indépendance il y a environ douze ans, et s'érigea en république en formant une direction de gouvernement composée de plusieurs membres. Depuis neuf années, le pouvoir exécutif a été remis dans les mains d'un seul, sous le titre de dictateur : il est à vie. Le segnor Francia, qui est âgé maintenant de plus de soixante ans, exerce ses hautes fonctions avec plus de talent que de philanthropie. Administrateur habile, homme d'état inflexible, il a non seulement adopté, mais perfectionné le système du gouvernement de *los Padres* (les jésuites). Comme eux, il a isolé son empire de tous les autres états, mais mieux qu'eux, il sait ce que produisent l'activité, le travail, l'industrie et les lumières ; aussi l'on peut dire que, s'il ne veut pas que sa nation entretienne des relations avec les autres peuples, du moins il ne cherche point à la maintenir dans l'ignorance et l'oisiveté. L'exemple des états confédérés de Buenos-Ayres, Santa-Fé et Corrientes, lui a paru redoutable ; et, pour se garantir du danger, il n'a point hésité à prendre les mesures les plus violentes ; il a rendu un décret prononçant la peine de

mort contre tout habitant de Buenos-Ayres, de Santa-Fé et de Corrientes, qui oserait franchir les frontières du Paraguay, et la détention contre tous les autres étrangers; mais comme cet ordre pouvait nuire infiniment au commerce de son pays, il a accordé des licences, à plusieurs reprises, à des citoyens de ces trois états. Depuis, la guerre d'Artigas l'ayant mis à même d'apprécier les moyens, les forces et l'énergie du gouvernement portugais contre ce chef audacieux et entreprenant, le dictateur se rapprocha de ce gouvernement, et le départ du Brésil du roi Jean VI, qui mit la couronne impériale sur la tête de D. Pedro, héritier présomptif du trône de Portugal, le fixa sur les rapports qu'il désirait avoir avec ce prince dans l'intérêt des deux nations, et des relations commerciales s'ensuivirent. Aujourd'hui, les Brésiliens seuls sont autorisés par le dictateur à faire le commerce avec le Paraguay, mais sur ces deux points seulement, à Itapua (sur le Parana au sud), et au nord en face de Nueva-Coimbra (sur le Paraguay, fleuve).

» Parti de Monte-Video par terre, au mois de juillet, en explorant la rive orientale et le pays du fleuve Uruguay, j'arrivai à Itapua, de Paraguay, le 18 août 1824. J'y séjournai,

comme prisonnier, jusqu'au 14 septembre, et je logeai chez le commandant, où l'hospitalité la plus affable fut exercée envers moi. Je correspondis avec le dictateur, dont le séjour est à l'Assomption (capitale). Son excellence me répondit dans ses diverses dépêches que la position dans laquelle se plaçait l'Europe envers l'Amérique du sud, et principalement la France, ne lui permettait pas d'autoriser un étranger à traverser le Paraguay. Je respecte les motifs du dictateur et ne crois pas avoir le droit de m'en plaindre, quoique cette contrariété m'oblige à un détour de huit cents lieues pour continuer mon voyage de découvertes.

» A l'époque de mon séjour à Itapua, les étrangers détenus au Paraguay étaient au nombre de soixante-sept, se composant de créoles, Américains, Portugais, Espagnols, Suisses, Français, Anglais, Allemands et Italiens. Plusieurs parmi ces étrangers marquent honorablement dans les sciences et dans les arts; je citerai entre autres le célèbre naturaliste Bonpland, qui est relégué à Santa-Maria-de-Fé, à vingt-cinq lieues d'Itapua. Quoique je fusse si près de cet ami, il me fut impossible de correspondre avec lui, tant est grande la sévérité des ordres du dictateur, qui reçoivent leur exécution à l'instant même de la plus légère infrac-

tion, sans qu'aucune considération puisse vous sauver. M. Bonpland, botaniste distingué, aussi intéressant par ses connaissances profondes que par ses nombreuses collections du Paraguay en zoologie, ichtyologie, minéralogie, etc., dont plusieurs espèces sont entièrement inconnues à l'Europe, a établi des distilleries de cannes à sucre et de miel. Il exerce la médecine et la chimie; vingt Indiens sont employés par lui à conduire ses travaux, qui le mettent à même de vivre honorablement et de réparer les pertes qu'il a éprouvées à la suite des évènements arrivés en France. Son malheur est de n'avoir jamais pu parvenir à voir le dictateur; mais je ne lui ai pas laissé ignorer le vif intérêt que prenaient à son sort l'empereur et l'impératrice du Brésil, ainsi que le corps illustre de l'Institut de France.

» A mon retour à San-Borja, j'adressai au dictateur mes respectueux remerciements pour l'accueil et les égards que j'avais reçus à Itapua, en demandant à son excellence, au nom de l'Institut de France, dépositaire des lumières du monde, de faire cesser la détention de leur collègue, et je terminai ainsi ma lettre: « M. Bonpland est cher au monde savant, qui » désire ardemment son retour, pour prendre » part à ses richesses scientifiques. L'amitié qui

» me lie à ce naturaliste ne le cède point à un » désir aussi noble, et je n'ai pas hésité à expo- » ser ma liberté en franchissant les frontières du » Paraguay pour obtenir la sienne, et pouvoir » mettre mon respectueux hommage aux pieds » de votre excellence. Dictateur, mettez le » comble à votre gloire en rendant M. Bon- » pland à la liberté : l'Europe vous en sera re- » connaissante, et cette page de l'histoire est » digne de figurer dans la vie politique du lé- » gislateur du Paraguay. »

San-Borja, le 23 septembre 1824.

lar

» MM. Deschamps et Ringer sont à l'Assomption : l'un d'eux exerce la médecine avec distinction. Un savant anglais, naturaliste et botaniste, digne du plus vif intérêt, est aussi détenu depuis près de sept années ; plusieurs de ses amis, membres de la société royale, m'en parlèrent à mon passage à Londres, et principalement l'honorable et savant M. Clift, président et directeur du musée des sciences et d'anatomie : ce dernier, qui s'intéresse beaucoup au sort de son compatriote, victime de son amour pour les sciences, me pria de faire des démarches pour obtenir sa liberté. A mon arrivée à Buenos-Ayres, je vis le consul-général d'Angleterre à ce sujet ; il me répondit qu'il

n'avait point d'ordre de sa cour pour faire aucune tentative près du dictateur ; mais il me pria verbalement, lorsque je serais au Paraguay, d'être utile à ses compatriotes, si cela était en mon pouvoir. De leur côté, de respectables négociants, MM. Stuart et compagnie, à Buenos-Ayres, écrivirent à Monte-Video, où je me rendais, à son excellence le baron de Laguna, général en chef, capitaine-général de la province de Monte-Video, pour réclamer son intervention près du dictateur Francia, en faveur de deux jeunes Anglais, leurs parents, détenus dans les états du Paraguay. La reconnaissance me fait un devoir bien doux de déclarer que, sans les passe-ports honorables que me donna le général Laguna, et la recommandation de l'Institut de France en faveur de M. Bonpland, j'aurais subi le même sort que les étrangers détenus au Paraguay. Tous ces messieurs exercent leur industrie dans ce beau pays, et habitent différents cantons d'où ils ne peuvent s'éloigner qu'à quelques lieues. Artigas est traité de la même manière, à trente lieues au-dessus de l'Assomption, et reçoit du gouvernement 40 piastres par mois, pour sa subsistance.

» Tous les habitants du Paraguay, Indiens et créoles, savent lire, écrire et compter : des

écoles publiques sont partout établies à cet effet, et les enfants ne quittent ces écoles que lorsque le *cabildo* (la municipalité) de l'endroit déclare qu'ils sont assez instruits. Le régime municipal est le seul en vigueur au Paraguay, et chaque année tous les *cabildos* de la république sont renouvelés par le choix de la nation, sans que le gouvernement intervienne ni directement ni indirectement dans les élections. Trois Indiens, qui avaient réuni les suffrages, composaient le *cabildo* d'Itapua, lorsque j'y étais.

» Sur tous les fleuves, rivières et ruisseaux qui ne sont pas guéables, des pirogues toujours en bon état sont prêtes pour faciliter les communications. Je n'en dirai pas autant des provinces du Brésil, dont l'administration locale, par son apathie et son insouciance, met souvent la vie du voyageur en danger, malgré tous les efforts du gouvernement pour remédier à ce mal.

» L'on voyage de jour, de nuit, dans tout le Paraguay, armé ou sans armes, avec des sommes considérables en or et en pierreries, sans crainte pour sa vie ni pour sa propriéte; des lois du dictateur, exécutées avec la dernière rigueur, rendent les cantons responsables, avec dommages, des vols commis sur leur territoire,

ainsi que les particuliers chez lesquels ils auraient eu lieu; c'est pourquoi, lorsque je quittai Itapua, le commandant fit venir toutes les personnes habitant le collége (où est son logement), et me demanda en leur présence si j'avais quelques plaintes à porter, ou quelque chose à réclamer. Pas un mendiant dans tout le Paraguay : le dictateur veut que tout le monde travaille, et sa ferme volonté fait loi. Aussi n'aperçoit-on pas la livrée de la misère qui, dans d'autres pays, couvre des individus indignes de la charité publique. Ce dictateur a établi dans sa capitale des lycées basés sur ceux qu'avait institués Napoléon. L'éducation y est entièrement militaire. Il existe aussi une institution basée sur celle de la Légion d'honneur, en faveur des jeunes filles pauvres. Les habitants m'ont paru heureux et contents sous le gouvernement qui, depuis plusieurs années, les fait jouir de la paix extérieure et de la tranquillité intérieure.

» Je n'ai pas la prétention d'écrire pour l'histoire ; mais, en prenant la plume, je me dois tout entier à la vérité, avec le vif désir de tranquilliser les familles qui auraient des parents détenus au Paraguay, et qui craindraient que les moyens d'existence leur manquassent. Mon voyage n'étant pas terminé, je nourris

toujours l'espoir de faire cesser la détention de M. Bonpland, et de le ramener en Europe avec ses immenses richesses scientifiques.

» Grandsire. »

Ce qui nuit surtout au commerce de Buenos-Ayres c'est l'absence d'un port sûr, voyez page 214.

C'est à tort que j'ai indiqué comme étant maintenant en construction un port qui faciliterait le commerce de Buenos-Ayres ; de nouveaux renseignements m'ont instruit davantage sur ce sujet.

Une rapide description de la manière dont on aborde dans cette capitale fera comprendre comment peuvent s'opérer les déchargements. Vers le centre de la ville, un peu au nord de la citadelle, on a construit un môle de pierre brute destiné à servir de lieu de débarquement ; il a deux cents verges de long, douze de large sur six de hauteur ; malgré sa projection, la rivière est quelquefois tellement basse que les bateaux ne peuvent pas toujours en approcher. Il y a donc constamment cinq ou six chariots destinés à mettre à terre les passagers venant des navires. Le prix que coûtent ces voitures est d'environ deux réaux par chaque voyage,

quand bien même elles n'auraient que quelques pas à faire. Il est vrai que dans d'autres occasions elles sont obligées d'aller chercher les voyageurs, en faisant un quart de mille dans l'eau; mais cela n'arrive guère qu'à l'époque où les vents nord et nord-est soufflent violemment et écartent les eaux du rivage. Il est même arrivé, dans les dix dernières années, que des hommes aient parcouru, en s'avançant dans le lit de la rivière, une distance de cinq milles, pendant que le nord-est soufflait avec force. Une chose qui paraîtra plus extraordinaire encore et qui cependant est affirmée par des autorités irrécusables, c'est qu'il y a environ vingt-cinq ans, pendant que ce vent se soutenait dans toute sa violence, l'eau disparut et ne laissa plus qu'une vaste étendue de fange devant les yeux des habitants.

Ce phénomène pourra s'expliquer plus facilement si l'on considère que le fleuve n'a que trente milles de large, et que sa hauteur n'est guère que de trois brasses dans sa partie la plus profonde, excepté au rivage opposé, où l'on rencontre un canal étroit de quatre, cinq et même six brasses de profondeur. L'effet contraire à celui que nous venons d'indiquer est produit naturellement par le vent d'est, qui, s'il est violent, élève presque toujours l'eau

jusqu'à Buenos - Ayres ; dans ce cas le môle est quelquefois entièrement couvert par les flots, à l'exception de ses deux extrémités, plus élevées que le reste, et portant une batterie de trois pièces. C'est ainsi que ces vents, selon leur direction, font élever ou baisser la rivière de sept pieds. Cette rapide description est extraite de mon ouvrage sur Buenos-Ayres, publié chez Nepveu, passage des Panoramas. Une planche soigneusement faite et gravée sur un dessin anglais, fait concevoir parfaitement la manière dont s'opèrent les déchargements. D'autres gravures indiquent le mode de transport employé dans les *pampas*, la manière dont on s'empare des bestiaux, et enfin des planches plus étendues sont destinées à faire connaître les principaux édifices de Buenos-Ayres.

Les exportations et les importations se sont élevées annuellement à la valeur de 50 millions, voyez page 215.

Nous avons vu, au commencement de cet ouvrage, quels étaient les avantages offerts par le territoire de Buenos-Ayres ; si l'on veut y joindre ce que peuvent fournir les provinces de l'intérieur, on aura une variété d'articles commer-

ciaux assez importante pour attirer les regards de l'Europe. Outre leurs cuirs et leurs viandes salées, les provinces font entrer dans l'exportation des peaux de jaguar et d'autres fourrures précieuses, parmi lesquelles on doit compter le chinchilla ; les plumes d'autruche, qui viennent des Pampas, sont moins belles que celles de l'Afrique, mais on peut en faire usage, surtout en enjoignant aux chasseurs de mettre le plus grand soin à leur conservation. Les rives de l'Uruguay et du Parana peuvent fournir au commerce diverses productions utiles à la pharmacie, et enfin l'on peut tirer une certaine quantité d'or et d'argent des provinces rapprochées du Chili.

On voit, par ce court exposé, ce que peut aller chercher l'Européen dans ces contrées. Comme l'industrie est encore assez peu avancée, il doit porter en retour une foule d'articles qui conviennent également aux contrées limitrophes. Mais dans nos rapports avec les Provinces-Unies de la Plata, ce qui a eu lieu au Brésil se reproduit à Buenos-Ayres.

Nos rivaux nous ont devancé comme ils le font toujours, et de bonne heure on s'est accoutumé aux produits de leurs manufactures. Dans ces contrées, comme dans l'empire voisin, l'opinion est pour nous, et l'on voudrait nous

voir obtenir un crédit plus grand que celui dont nous jouissons. Cet avantage ne peut venir que du gouvernement français et des efforts prolongés de nos commerçants. C'est en vain qu'on se dissimulerait que la manière dont l'Angleterre vient d'agir en dernier lieu vis-à-vis des nouvelles républiques nous laisse peu d'espoir d'y lutter avec elle. Il faudrait que notre décision fût prompte, ou nous perdons une foule d'avantages que ne pourront jamais nous faire obtenir l'amitié des habitants et la faveur qu'ils sont disposés à nous accorder.

Pour un assez grand nombre d'articles commerciaux nous conservons une confiance bien plus grande que celle dont jouissent les Anglais et même les Américains.

Buenos-Ayres ne peut jamais cesser d'être une place commerciale fort importante, voyez page 215.

Buenos-Ayres, en raison de l'importance qu'elle a acquise, peut marcher maintenant immédiatement après Lima. Cette ville est située près la rive occidentale du Rio de la Plata. La côte sur laquelle elle s'élève peut avoir quinze ou vingt pieds au-dessus du niveau du fleuve. Les rues y sont régulières, assez larges ; on les a

garnies de trottoirs. Il paraît que cette précaution est indispensable, et, s'il faut en croire la petite brochure de M. L. C., les boues y sont effroyables. Les fortifications du port et la cathédrale ont commencé à s'élever vers 1668. Cinq cents indigènes furent, dit on, employés à ces divers ouvrages. L'église métropolitaine se fait remarquer par un dôme élégant et par un péristyle d'une bonne exécution; on remarque surtout celle qui appartient aux moines de Saint-François. Les deux rues principales sont appelées *calle della Santa-Trinidad* et *calle della Victoria;* la première fait face au grand portail de la cathédrale et traverse la ville dans presque toute sa longueur. C'est là en général que logent les principaux habitants. Les maisons y sont bâties avec élégance et se trouvent situées entre deux jardins. Selon un voyageur, la promenade publique n'est pas digne de ce nom.

Buenos-Ayres a été de tout temps renommée pour son heureux climat; sa position astronomique a été fixée avec exactitude à 34° 36′ 29″ de latit. sud, et à 58° 23′ 34″ de longitude occidentale de Londres. Cette ville jouit d'une température à peu près semblable à celle des contrées méridionales de l'Europe. M. Nuñez entre dans de grands détails sur la salubrité de son climat; comme l'humidité s'y fait quelque-

fois sentir, il approuve l'usage des cheminées, qui commence à s'introduire, et qui, dans certaines saisons, peuvent rendre les habitations plus saines. « Le ciel, dit-il, présente ordinairement le plus bel aspect ; l'air a une transparence parfaite qui ranime tous les sens et excite l'imagination. L'an dernier on put voir à l'œil nu, au milieu du jour, la planète de Vénus, qu'on avait déjà aperçue en 1819. »

Une série de cinq années, de 1817 à 1821, que nous a communiquée M. Munoz, donne pour les plus hauts degrés de chaleur 83, 85, 85, 86, 81° de Fahrenheit ; et pour plus grand froid en 1817, 28° ou 4° au-dessous de la gelée, ce qui n'est certainement pas commun dans notre climat.

Voyez *Esquisses historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayres*, traduit par M. Varaigne. Pour avoir une idée des principaux monuments de Buenos-Ayres, consultez les planches du premier volume de mon ouvrage sur ce pays, publié par Nepveu, passage des Panoramas.

J'ajouterai seulement que si les Anglais jouissent de la faveur générale, voyez page 215.

Plusieurs de mes lecteurs seront peut-être

curieux de connaître les avantages qui ont été accordés à l'Angleterre. Je donne ici le traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et la république : je l'ai extrait du *Journal des Débats*.

«Un commerce considérable ayant existé pour bien des années entre les possessions de S. M. Britannique et les Provinces-Unies de la Plata, il a paru convenable, pour la sûreté et les progrès de ce commerce, et pour la consolidation de la bonne intelligence entre sa majesté et lesdites provinces, que les relations existantes fussent formellement reconnues et confirmées par un traité d'amitié, de commerce et de navigation. Dans cette vue, S. M. le roi de la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies de la Plata ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir, S. M. Britannique, M. Woodbine-Parish, consul-général de sa majesté à Buenos-Ayres ; et les Provinces-Unies, D. Manuel-Joseph Garcia, ministre des affaires étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants.»

Le premier article stipule une amitié perpétuelle entre les possessions et les sujets des parties contractantes.

L'art. 2 déclare qu'il y aura liberté réciproque de commerce entre les deux états.

Art. 3. « S. M. Britannique convient que dans tous ses territoires en Europe et dans les autres parties du monde, les habitants des Provinces-Unies jouiront de la liberté de commerce, stipulée dans les articles précédents, dans toute l'étendue où elle est ou sera permise à toute autre nation.

Art. 4. » Ni les produits du territoire, ni ceux des manufactures de l'une des deux parties contractantes, ne seront sujets, dans les pays sous la domination de l'autre, à des droits plus forts que ceux que paient les mêmes produits quand ils sont importés des autres pays étrangers. De plus, aucune prohibition d'exporter ou d'importer les produits, soit du territoire, soit des manufactures, ne sera établie dans les territoires respectifs, à moins que cette prohibition ne comprenne aussi les mêmes produits de toute autre nation.

Art. 5. » Les navires au-dessous de cent vingt tonneaux, appartenant à l'une des deux parties, ne paieront dans les ports de l'autre partie aucun droit de tonnage, de pilotage, etc., ou autre droit local, dans une proportion plus forte que celle que paient les navires du pays à qui le port appartient.

Art. 6. »Les produits du territoire et des manufactures de l'une des deux parties contractantes paieront les mêmes droits d'importation dans les ports de l'autre, soit que l'importation ait lieu sur des navires de la Grande-Bretagne ou sur des navires des Provinces-Unies; et les mêmes primes, etc., seront payées à ceux qui exporteront les produits du territoire ou des manufactures de l'un ou l'autre pays, soit que l'exportation aît lieu sur des navires britanniques ou des navires des Provinces-Unies.

Art. 7. »Pour empêcher tout malentendu, il est stipulé que tous les navires construits dans les territoires de sa majesté, et dont la propriété, l'équipage et l'enregistrement sont conformes aux lois de la Grande-Bretagne, seront réputés navires britanniques, et que tous les navires construits dans les territoires desdites provinces, dûment enregistrés, dont les propriétaires seront citoyens desdites provinces, et dont les capitaines et les trois quarts des équipages seront citoyens desdites provinces, seront réputés navires des Provinces-Unies.

Art. 8. »Tout négociant, capitaine de navire ou autre sujet de S. M. Britannique, jouira, dans les territoires des Provinces-Unies, de la même liberté que les naturels du pays,

pour tout ce qui regarde le maniement de ses affaires; il sera libre de les confier à celui qui voudra l'employer comme son facteur, agent ou interprète, sans être obligé d'employer ou de payer à cette fin qui que ce soit, à moins qu'il ne juge à propos de le faire. Le vendeur et l'acheteur auront, dans tous les temps, liberté entière de faire leurs contrats, et de fixer comme bon leur semblera le prix de toutes les espèces de marchandises qu'on importera dans les Provinces-Unies, ou qu'on en exportera.

Art. 9. »Pour tout ce qui regarde le déchargement des navires, la sûreté des marchandises et des effets, l'expropriation des valeurs de tout genre, soit par vente ou donation, ou échange, ou de toute autre manière quelconque, les sujets des deux parties contractantes jouiront respectivement, dans les territoires de l'un ou de l'autre, des mêmes priviléges, droits et immunités que les sujets des nations les plus favorisées; de plus, ils ne paieront point d'impôts plus forts que les sujets de l'état où ils auront leur demeure.

»Ils seront exemptés de tout service militaire, soit par terre, soit par mer; de tout emprunt forcé et de toute exaction et réquisition militaire. Ils ne seront pas non plus obligés,

sous aucun prétexte, de payer de contribution ordinaire plus forte que ne paieront les sujets et citoyens naturels de l'autre nation.

Art. 10. » Chaque partie peut nommer des consuls qui ne pourront remplir leurs fonctions qu'après avoir reçu l'*exequatur* du gouvernement auprès duquel ils sont envoyés. Les deux parties peuvent excepter des places où elles ne voudront pas qu'il réside des consuls.

Art. 11. » Si malheureusement l'amitié et la bonne intelligence entre les deux parties éprouvaient une interruption, les sujets et citoyens de l'un et de l'autre état auront le droit de continuer leur séjour et leur commerce, sans être molestés d'aucune manière, et sans qu'on puisse mettre aucun embargo ni séquestre sur leurs propriétés et effets, pourvu qu'ils se conduisent d'une manière paisible et conforme aux lois.

Art. 12. » Les sujets de S. M. Britannique demeurant dans les Provinces-Unies de Rio de la Plata, ne seront point troublés, ni persécutés, ni molestés, à cause de leur religion, mais ils jouiront d'une liberté entière de conscience; ils célèbreront leurs cérémonies religieuses dans leurs maisons, ou dans leurs églises ou chapelles, qu'ils seront autorisés à faire bâtir et à entretenir dans des lieux commodes approu-

vés par le gouvernement des États-Unis. Il sera aussi permis aux sujets de S. M. Britannique d'enterrer leurs morts dans leurs propres cimetières, qu'ils seront également autorisés à établir et à entretenir. De l'autre côté, les sujets des Provinces-Unies jouiront dans tous les territoires de S. M. Britannique d'une liberté de conscience entière et illimitée, et exerceront leur culte, soit dans les maisons où ils demeureront, soit dans les chapelles et maisons religieuses destinées à cet usage, d'après le système de tolérance établi dans les territoires de S. M. Britannique.

Art. 13. »Les sujets de S. M. Britannique demeurant dans les Provinces-Unies pourront disposer de leurs biens comme ils le voudront, par testament s'ils le veulent. Si un sujet britannique vient à mourir dans les Provinces-Unies sans avoir laissé de testament et sans avoir disposé autrement de ses biens, alors le consul-général de sa majesté, ou, pendant son absence, son suppléant, sera autorisé à nommer des tuteurs qui se chargeront des biens pour les remettre aux héritiers et créanciers légaux, sans que les autorités interviennent ou exigent qu'on les en avertisse, et ainsi réciproquement.

Art. 14. »S. M. Britannique, désirant vivement l'abolition totale de la traite des esclaves,

les Provinces-Unies s'engagent à coopérer avec sa majesté à cette œuvre bienfaisante, et à défendre, par des lois solennelles et par des mesures efficaces, à tout individu sujet à leur juridiction ou résidant sur leur territoire, toute participation à ce trafic.

Art. 15. » Les ratifications de ce traité seront échangées dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

» En foi de quoi lesdits plénipotentiaires ont signé et apposé leur sceau. »

Fait à Buenos-Ayres, le 2 février 1825.

Signé Garcia.
Signé Woodbine Parish.

Les missions contenaient alors près de deux cent mille habitants, voyez page 216.

Le dénombrement de la population des missions diffère, selon les divers auteurs que j'ai consultés. Un mémoire manuscrit que j'ai sous les yeux, porte celle des sept missions à trente mille âmes, et celle du Parana à soixante-neuf mille trois cent quarante : mais ce mémoire est dû au provincial, et il avait peut-être un grand intérêt à cacher le nombre d'individus qui se trouvaient sous la direction de son ordre.

M. Ayres de Casal, qui en général s'est procuré de bons renseignements, fait monter la population à deux cent mille habitants pouvant mettre quarante mille hommes sous les armes, et possédant près de deux millions de têtes de bétail.

Voyez *Corografia brasilica, provincia de Parana*, tom. I, pag. 159 et 161.

Accoutumés à vaincre depuis qu'ils avaient débarqué sur ces rivages, les Espagnols espéraient sans doute une facile conquête, voyez page 232.

Voilà ce que disait, il y a plusieurs années, un célèbre voyageur sur les progrès faits par les Indiens dans la civilisation. Les premiers sauvages que les Espagnols eurent à combattre ne surent point leur résister comme les Araucans.

« Les naturels du Chili ne sont plus ces timides Indiens que les armes européennes faisaient trembler. La propagation des bêtes à cornes et des chevaux qui couvrent aujourd'hui l'intérieur des vastes déserts du Nouveau-Monde, ont fait des Américains une nouvelle race absolument semblable, à tous égards, aux Arabes qui vivent dans les déserts de l'Arabie. Toujours à cheval, une excursion de deux

cents lieues leur paraît un léger voyage; ils errent avec leurs troupeaux, dont ils mangent la chair et boivent le lait; ils conservent la peau des animaux qu'ils tuent; ils s'en font des manteaux, des casques, des cuirasses et des boucliers. Ainsi deux animaux domestiques, dont on a fait présent à ces naturels, ont suffi pour opérer un changement total dans leurs mœurs et dans leur caractère. Depuis Sant-Iago jusqu'au détroit de Magellan, ils ont renoncé à tous leurs anciens usages; leur nourriture, leurs vêtements ne sont plus les mêmes; ils ne ressemblent plus à leurs ancêtres qui vivaient il y a deux cents ans; on les prendrait pour des Tartares ou pour des habitants des bords de la mer Rouge. »

Voyez La Peyrouse, *Voyage autour du Monde*.

La domination des Espagnols se trouvait assurée, quand ce chef fut battu sur les rives d'Itata, voyez page 234.

« Un capitaine indien, à qui son âge et ses infirmités ne permettaient pas de sortir de sa cabane, entendait toujours parler de ces malheurs : le chagrin de voir les siens constamment battus lui donna des forces; il forma treize compagnies de mille hommes chacune,

qu'il mit à la file l'une de l'autre, et les mena à l'ennemi. Si la première était mise en déroute, elle devait, au lieu de se replier sur la seconde, aller se rallier sous la protection de la dernière. Cet ordre, qui fut fidèlement suivi, déconcerta les Espagnols ; ils enfoncèrent successivement tous les corps sans en tirer aucun avantage considérable. Les hommes et les chevaux ayant également besoin de repos, Valdivia ordonna la retraite vers un défilé où il prévoyait qu'il serait aisé de se défendre. On ne lui donna pas le temps d'y arriver; les Indiens de l'arrière-garde s'en étant emparés par des voies détournées, tandis que les autres suivaient ses pas avec précaution, il fut enveloppé et massacré avec les cent cinquante cavaliers qui formaient sa troupe. On lui versa, dit-on, de l'or fondu dans la bouche. « Abreuve-toi donc de ce métal dont tu es si altéré,» lui criaient avec satisfaction ces sauvages. Ils profitèrent de leur victoire pour porter la désolation et le feu dans les établissements européens. »

Les conquérants repassèrent le Rio Rio et s'y fortifièrent, voyez page 248.

On peut en général consulter avec confiance, sur les guerres de l'Araucanie, le poëme épique

de Alonzo de Ercilla. Il a été écrit sur les lieux, en présence de l'ennemi, et l'auteur défiait, dit-on, qu'on le trouvât dans l'erreur relativement au moindre fait historique. Voy. Bouterwek, *Histoire de la littérature espagnole.*

FIN DES NOTES.

de Alonzo de Ercilla. Il avait vu les lieux, en présence de l'ennemi, et l'auteur défaut, dit on, qu'on le trouvât dans l'erreur relativement au moindre fait historique. Voy. Bouterwek, *Histoire de la littérature espagnole*.

Il est important de consulter sur le Gouver-
-nement du terrible Rosas, la Gaceta
Mercantil imp. en 1844 de 45 à Buenos
ayres — O Brien a fait imprimer dans
le Times des documents qu'on réfute
Mais qui n'en sont pas moins affrayants.
— Voir ce que peut être le livre du Sang
ou plutôt les Tables de Sang. ce livre
a dû être publié à Londres par Rivera
Indarte, il y est dit qu'à partir de 1835 époque
où Rosas a pris le pouvoir jusqu'en 1843, les
crimes sont presque incalculables & les ou
ses adhérents ont empoisonné un nombre infini de personnes
en ont égorgé 3765, fusillé 1393, assassiné
en particulier 722 &ca.

En 1845 de 1846 on voit paraître au
Paraguay un Journal intitulé: Paraguayo
independente. Cette feuille périodique a
contient une partie de l'histoire politique
du pays depuis l'époque de son émancipation; el
enferme également une bonne Carte Corogra-
-phique de la République.

Scarlett south america Lond 1838 2v. D. M.[l] de
Rasgos de la vida publica de Rosas
Buenos Ayres, 1842, in 8.

Baradère Refutation du manifeste du G[l]. Oribe en franç. et en Esp. -
Montevideo, 1839, in fol.

Beaumont travels in Buenos ayres. Lond, 1828, in 8

Juras Reales (B[on] de) entretenimientos de un prisionero en las provincias del Rio de la Plata. Barcelona, 1828, 2 vol. 4.
ce livre renferme dit on des dissert. très curieuses sur les antiquités américaines ??.

Ad. Delacour. Le Rio de la Plata, 1845.

Torrente.
hist. de la révolution hisp. americana
Madrid, 1829, 3 vol. in 4.

Le B[on]. de Juras reales a été Fiscal du Chili.

La république des jésuites du Paraguay renversée, Amst. 1758, 1 vol. in 8.

Vidal. vues de Buenos Ayres.

Cooley commet une étrange erreur
à propos de Bonpland, lorsqu'il dit
que ce célèbre voyageur put revenir
en Europe avec une flore presque
complète de l'Amérique du Sud.

Sarmiento (Domingo F.) civiliza-
cion y barbarie, o vida de Facundo
Quiroga, y aspecto fisico de la
Republica Argentina y caracteres
que desenvuelve. 1845 ou 1846, 1
vol. in 12.

J'ai vu en 1846, Mr Sarmiento à Paris.
où il était venu pour étudier l'agricultur
l'élève des vers à soie et l'économie politi-
-que. 60 exemplres de son ouvrage avaient
été expédiés du Chili pour la France vers
le mois de 7bre 1845.

constitucion de las provincias unidas en Sud america
22 de Abril 1819. Buenosayres in 12.

Barbier (Ch) la Plata, historique, données statistiques
données scientifiques, son introduction. S' Digier 1879 in 8 15 p.